

LES MÉDECINS RÉSIDENTS AUJOURD'HUI DEVANT LA PRÉSIDENTENCE P. 3

Oran
**L'affaire BCIA
revient** P. 5

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**



**Ould Kablia en marge
de la visite de Bouteflika à Tam**

**«UN PROBLÈME
POLITIQUE
ET SÉCURITAIRE À
NOS FRONTIÈRES»** P. 4

De notre envoyée spéciale à Tamanrasset :
Ghania Oukazi



**Il y a trop
de musulmans
en France, affirme
un ministre français** P. 5

Universités de Béjaïa et de Boumerdès
**HEURTS, SACCAGE
ET DÉGÂTS** P. 2

Universités de Béjaïa et de Boumerdès Heurts, saccage et dégâts

Amine L. & K.R.

Des milliers d'étudiants de l'université Abderrahmane Mira de Béjaïa ont vivement protesté, hier, contre «l'agression d'un étudiant par le recteur et par un agent de sécurité», selon leurs propos. Les manifestants ont observé une longue marche du centre universitaire Aboudaou situé à l'est de la ville vers le rectorat de Targa Ouzemour. Sur les lieux, les protestataires ont tenu un sit-in pour dénoncer cette «agression». Ils ont saccagé le portail d'entrée avant de détruire le matériel bureautique et informatique qu'ils ont incendié près de l'enceinte administrative. O.Y. Mohamed Lamine, étudiant de première année de droit qui avait pris la parole durant ce rassemblement, a donné sa version des faits. «A l'appel du comité des étudiants de notre département de droit, nous avons tenu notre assemblée générale pour arrêter la démarche à entreprendre vis-à-vis du mouvement de protestation déjà enclenché par les étudiants. Avant l'entame des discussions, les étudiants ont fermé les portes des salles où se déroulait ce conclave. Les agents de sécurité sont violemment intervenus pour ouvrir les accès. En tentant de les dissuader, nous avons été pris à partie par ces derniers», raconte cet étudiant. «Nous leur avons rappelé que nous sommes dans notre droit le plus légitime d'observer des grèves», poursuit-il. «Le recteur, ajoute-t-il encore, m'a pris à partie et m'a tenu mes bras. Un agent de sécurité m'a donné un coup de son coude au visage». Cet étudiant relate avoir porté plainte contre ses présumés agresseurs et dit avoir un certificat médical après avoir subi une consultation à l'hôpital. De son côté, le recteur de l'université Abderrahmane Mira réfute complètement avoir agressé l'étudiant plaignant. A Boumerdès, et face à un dispositif sécuritaire très impressionnant, quelques

centaines d'étudiants de l'université M'hamed Zougara de Boumerdès ont tenté de sortir dans la rue, hier matin. Vers 10h, des centaines d'étudiants se sont rassemblés devant le siège de la faculté des sciences de l'ingénieur, sise à la cité des 800 logements, alors que d'autres ont été bloqués dans l'enceinte même de la faculté. Toutefois, après quelques heurts sans gravité, ces étudiants ont réussi à sortir par une autre porte et rejoindre leurs camarades dans la rue. Quelques instants après, les protestataires ont été cernés par des policiers non loin de la cité Baya Hocine des filles. A cet endroit précis, ils se sont regroupés avant de se mettre à terre pour éviter le contact avec les agents de l'ordre qui semblaient ne pas céder à la pression des manifestants. Les étudiants n'ont pas cessé de scander des slogans hostiles aux responsables du ministère, allant jusqu'à exiger le départ du ministre de l'Enseignement supérieur. En début d'après-midi, les étudiants ont forcé le barrage des forces anti-émeutes pour organiser une marche qui les a conduits jusqu'au siège du rectorat de l'université de Boumerdès. Là, un sit-in a été improvisé. «Les Conférences sur les problèmes pédagogiques de l'université algérienne n'ont pas été suivies d'effet sur le terrain, c'est pour cette raison que nous demandons des garanties pour l'application des recommandations de la conférence du 27 mars dernier».

D'autre part, selon nos échos, l'option de la marche et du boycott des cours n'est pas partagée, dira un étudiant, par l'ensemble des étudiants car beaucoup d'entre eux, «les silencieux» comme certains se plaisent à les appeler, sont restés à l'écart de ce mouvement de protestation. Cependant, un délégué des étudiants nous a confirmé la poursuite du mouvement de grève au sein de l'université de Boumerdès à l'instar d'autres universités du pays.

Le RND tiendra son conseil national jeudi et vendredi

Le conseil national du Rassemblement national démocratique (RND) tiendra, jeudi et vendredi prochains, sa 4^{ème} session à Alger, sous l'égide du secrétaire général du parti, M. Ahmed Ouyahia, a-t-on appris mardi, auprès du parti. Le conseil national du RND examinera l'ensemble des questions nationales de l'heure d'ordre politique, social et économique qui sont sujet à «polémique sur la scène nationale», a indiqué à l'APS le porte-parole du parti M. Miloud Chorfi.

Le conseil, a-t-il ajouté, procédera à l'évaluation des activités du parti durant les derniers mois et à l'élaboration de son programme de travail pour

le prochain semestre car la session, a-t-il dit, se tiendra avant «les prochaines échéances». Cette session sera l'occasion, a-t-il souligné, d'aborder et d'examiner les préoccupations des citoyens, dans le but de leur «trouver des solutions». M. Ouyahia, a-t-il déclaré, animera une conférence de presse vendredi, juste après la séance de clôture de la session. La 4^{ème} session a été programmée en janvier dernier mais les obligations du secrétaire général du parti, inhérentes à son poste de Premier ministre, ont empêché sa tenue, a précisé M. Chorfi. La 3^{ème} session du conseil national de cette formation politique s'est tenue en mars 2010.

Ils doutent que Bouteflika ait été destinataire de leurs revendications Les gardes communaux maintiennent leur mouvement



Ph.: Rachid K.

M. Mehdi

Les menaces d'exclusion du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales ont eu l'effet inverse sur le mouvement des gardes communaux. Les protestataires étaient bien plus nombreux, hier à leur rassemblement de la Place des Martyrs, probablement le double de la journée de dimanche dernier. En parallèle, le nombre de policiers anti-émeutes était aussi plus important. Outre les camions de police, il y avait aussi des camions citernes et des «chasse-neige» pas très loin du rassemblement. Les gardes communaux rejettent en bloc les propos de Daho Ould Kablia, et ont même le sentiment d'avoir été trahis. «Nous avons de forts doutes que nos revendications n'ont pas été transmises au président de la République, comme on nous l'a promis dimanche», affirme un de leurs délégués. «Le président a levé

l'état d'urgence et le ministre de l'Intérieur veut l'appliquer contre les gardes communaux», ajoute un autre des représentants de ce corps de sécurité, qui fait état de «menaces» et de saisies des tenues «au niveau des barrages routiers des services de sécurité qui tentent d'empêcher le ralliement d'autres de nos collègues», dit-il. Ils démentent formellement les propos de Ould Kablia minimisant le nombre de gardes communaux favorables au mouvement de protestation. Selon un des délégués, il y a eu hier des sit-in de gardes communaux dans une trentaine de wilayas du pays, dont Blida, Béjaïa, Tizi-Ouzou, Bordj Bou Arreridj, Bouira et Médéa.

«Je peux même dire que nous représentons 99%, et non pas 1% comme l'a dit le ministre de l'Intérieur», affirme l'un d'eux qui invite Daho Ould Kablia à venir constater de lui-même, à la Place des Martyrs et dans les sit-in des autres wilayas que les pro-

testataires ne sont pas minoritaires. On nous montre une dizaine de fax reçus des campements de gardes communaux de Bouira, Sétif, M'Sila, Annaba, Tiaret et d'autres, qui expriment leur soutien au mouvement. «A Blida, 5 gardes communaux ont été menacés de licenciement s'ils ne déclaraient pas devant les médias publics qu'ils étaient d'accord avec les propositions de Ould Kablia», nous dit-on encore.

Devant l'éventualité d'une opération coup-de-poing pour les déloger du lieu de leur rassemblement, compte tenu du très important renfort constaté hier, les délégués des gardes communaux restent de marbre. «Nous ne bougerons pas d'ici. Nous n'irons chez nous qu'après avoir obtenu gain de cause. Nous sollicitons le président de la République pour qu'il nous protège. 17 ans de sacrifices ne peuvent pas être effacés en 24 heures», affirme un des protestataires.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Paris enfermé en Libye et en Côte d'Ivoire

Laurent Gbagbo, le président ivoirien sortant, est fini. Son départ au moment où nous écrivons est question d'heures. Il en sera de même à plus ou moins longue échéance pour le leader libyen Muammar El-Kadhafi. Ces deux aboutissements vont faire pousser des «cocoricos» pleins de suffisance à la France sarkozienne. Sauf qu'elle risque de vite déchanter au vu de ce qui va se passer en Côte d'Ivoire et en Libye après les chutes de Gbagbo et de Kadhafi. Dans les deux cas, la France a mis les doigts dans un engrenage dont elle sera incapable de se déprendre et dont les développements n'augurent rien de bon pour ses intérêts nationaux dans ces deux pays et même ailleurs.

Il n'y a pas que la France comme acteur étranger impliqué dans les crises ivoirienne et libyenne. Il se trouve néanmoins que Paris y joue, pour différentes raisons, un rôle moteur qui ne lui vaut pas qu'approbation et satisfaction. Les départs de Gbagbo et de Kadhafi ne signifieront nullement la fin des crises que vivent la Côte d'Ivoire et la Libye. Ces crises se sont muées en guerres civiles qui ne cesseront pas dès l'éviction de ces deux hommes d'Etat qui ont furent à l'origine. Leurs partisans dénoncent, à tort ou à raison, la France d'avoir outrepassé les mandats onusiens qui ont rendu possible sa participation aux interventions internationales destinées à chasser leurs «héros» nationaux respectifs et sous couvert desquelles elle a en fait appliqué ses propres plans.

En Libye et en Côte d'Ivoire, il est vite apparu effectivement que Paris s'est fixé d'autres objectifs que celui de faire respecter les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU afférents à ces deux pays. Ni l'Elysée ni le Quai d'Orsay n'en conviennent évidemment : Paris se prétend respectueux de la légalité internationale incarnée par l'ONU. Mais dans les deux cas, en Côte d'Ivoire et en

Libye, c'est sa diplomatie qui a fortement contribué à rendre impossible une solution pacifique négociée de leur crise nationale et fait le forcing pour la confrontation militaire avec les régimes de Gbagbo et de Kadhafi.

Pour les camps tant en Côte d'Ivoire qu'en Libye, qui estiment être victimes d'une ingérence étrangère injustifiée, c'est la France qui la symbolise à leurs yeux. Outre qu'ils ne vont pas désarmer malgré leur défaite, ils feront de la France et de ses intérêts la cible de leur combat. Il apparaîtra alors rapidement que Nicolas Sarkozy a endossé pour son pays un rôle qui aura des répercussions négatives sur sa politique africaine et arabe.

Dans l'immédiat, il a peut-être engrangé un petit bénéfice en faisant grimper de quelques points sa cote de popularité dans l'Hexagone. Mais quand les Français se rendront compte que l'activisme agité de leur président aura contribué à générer les impasses dans lesquelles vont se retrouver la Côte d'Ivoire et la Libye, alors le retour de manivelle n'en sera que plus brutal.

En faisant prendre à la France une position en flèche dans les deux crises, Nicolas Sarkozy et ses diplomates ont cru que cela lui permettrait d'être influent dans la Libye post Kadhafi et de conserver celle prépondérante qu'elle a en Côte d'Ivoire. Un calcul de courte vue qui n'a pas tenu compte des rancoeurs et des haines que l'agitation française suscite et pas seulement dans ces deux pays.

Plus qu'un Etat ayant apporté sa contribution à la réalisation de décisions émanant du consensus onusien, la France sarkozienne est perçue comme un pays qui n'a pas renoncé à jouer à la grande puissance capable d'imposer ses volontés. Quitte à renouer avec son passé colonial et ses pratiques contraires aux droits des peuples et de l'homme.

Tirage du N°4970
132.669 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : SIMPRAL
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise Tél. : 021.74.96.39 - Fax : 021.74.71.57
Rédaction Constantinoise Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80

Diffusion: **Quest:** SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31
Centre: SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

Le dialogue dans l'impasse Les médecins résidents aujourd'hui devant la Présidence



Salah C.

La rencontre entre des représentants de deux ministères de tutelle, en l'occurrence celui de la Santé et celui de l'Enseignement supérieur, et les délégués des médecins résidents qui a suivi l'installation des trois commissions annoncées par le ministre, s'est achevée sans qu'aucune mesure concrète ne soit prise. Devant cette situation, le collectif autonome des médecins résidents s'est réuni jusqu'à une heure tardive de la nuit de lundi à mardi afin de discuter des suites à donner à leur mouvement de protestation qui entame son second mois. Dans un communiqué rendu public par le collectif, ce dernier explique que les délégués qui devaient participer aux travaux des trois commissions « se sont retirés de ces entités en raison de l'absence de prérogatives de ces dernières à prendre en charge nos revendications socio-professionnelles et pédagogiques ». A cet effet, ajoute le communiqué, « le collectif appelle à un sit-in national au siège de la Présidence à Alger, aujourd'hui à midi. Ce sit-in, selon ses organisateurs, a pour objectif d'interpeller les hautes autorités de l'Etat en vue de débloquent la situation actuelle qui ne trouvera aucune solution au niveau des ministères de tutelle ».

Devant l'impasse, les grévistes ont organisé plusieurs rassemblements au niveau de plusieurs établissements hospitaliers du pays à l'instar de celui de l'établissement hospitalier universitaire du 1^{er} Novembre 1954 d'Oran (EHU) où près d'un millier de médecins résidents, de médecine, chirurgie dentaire et pharmacie, ont tenu un sit-in décidé dans le cadre du durcissement de leur mouvement. Toutefois et selon des membres du comité des résidents en sciences médicales d'Oran, la direction de

l'EHU a tenté d'interdire la tenue de ce rassemblement, et ce conformément à une note du secrétaire général du ministère de la Santé adressée à tous les chefs d'établissements hospitaliers leur demandant de « veiller à la quiétude des malades et de leur prise en charge... et de prendre toutes les mesures nécessaires, par les moyens que vous jugez utiles, au rétablissement de l'ordre public au sein de votre structure ».

Pour les grévistes, cette démarche est un dérapage de la part du ministère étant donné que, d'un côté, ils sont tenus d'assurer le service minimum, les gardes médicales, ainsi que les consultations en présence de leur encadrement et, de l'autre, on leur interdit l'entrée au sein des établissements hospitaliers, sachant que la grève, rappellent-ils, est un droit constitutionnel. Interrogée sur d'éventuels impacts sur la prise en charge des malades, notre source précise que des perturbations sont observées au niveau de certains services et si cette mesure n'est pas annulée, d'autres perturbations pourront suivre. A Alger, hier au CHU Mustapha, les résidents ne semblent pas vouloir reculer et décident de la poursuite de leur grève. Rassemblés au centre de l'hôpital, les grévistes ont soutenu la proposition de continuer à « poursuivre la grève » après que les « négociations » avec le ministère de la Santé la semaine dernière eurent échoué.

Négociation dans l'impasse ? Oui, répondra cet interlocuteur, d'autant que la revendication principale des résidents, à savoir la « suppression » de l'obligation du service civil, semble être inscrite aux « calendes grecques » par le ministère de la Santé et n'emballer pas les responsables de la tutelle.

Ces derniers considèrent, en effet, qu'il n'est pas de leur ressort de se prononcer sur une question qui les dépasse.

Sit-in devant le ministère de l'Habitat

Z. Mehdaoui

Des centaines de fonctionnaires et de travailleurs du secteur de l'habitat et de l'urbanisme ont observé hier un sit-in devant le ministère de l'Habitat à Alger pour revendiquer à leur tour des « droits socioprofessionnels ».

Munis de banderoles, ils sont venus de près d'une vingtaine de wilayas pour exprimer ce qu'ils ont qualifié de « ras-le-bol généralisé » au sein du secteur.

Selon Aït Hocine Yahia, qui parlait au nom des contestataires devant le département de Nordine Moussa, l'ingénieur dans le bâtiment gagne aujourd'hui moins que le prix du mètre cube de béton. La situation est intolérable, ont estimé hier des délégués des différentes directions de l'habitat et de l'urbanisme des wilayas, qui soutiennent qu'ils sont lésés alors que tous les projets lancés à travers le pays ont vu le jour grâce à eux et à leur dévouement.

A ce sujet justement, certains contestataires en colère hier n'ont

pas hésité à proposer de bloquer tous les chantiers en s'engageant dans une grève illimitée. Il faut savoir que les revendications des contestataires se résument en huit points. Il s'agit de « revoir le statut particulier des travailleurs du secteur », « la revalorisation du régime indemnitaire du corps commun et technique », « revoir les procédures de promotions professionnelles aux postes supérieurs », « la couverture judiciaire du fonctionnaire », « la permanisation des contractuels, vacataires et pré-emploi », « l'amélioration des conditions de travail », « l'intégration des inspecteurs nommés dans le cadre du décret 91/225 du 22.07.1991 » et enfin « la réclamation de postes budgétaires ».

Manque de bol hier, les délégués des différentes wilayas n'ont pas pu rencontrer le ministre qui était en déplacement avec le chef de l'Etat à Tamanrasset, ni un autre responsable du ministère. Les délégués en question sont sortis bredouilles du ministère. Ils affirment que le secrétaire général du ministère de l'Habitat et de

l'Urbanisme aurait même refusé de les autoriser à se réunir dans une salle à l'intérieur de l'édifice. « C'est du mépris ! », ont lancé des délégués, qui ne comprenaient pas par ailleurs la réaction du commis de l'Etat. Structurés au sein d'une « Coordination nationale des travailleurs de l'habitat et de l'urbanisme », les contestataires qui se sont rassemblés devant le ministère ont affiché une ferme détermination à continuer leur lutte. A l'issue du sit-in, les centaines de travailleurs et de cadres ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève illimitée, déclenchée hier pour certaines directions de wilaya et depuis le 3 mars pour d'autres. Un autre sit-in est par ailleurs programmé dimanche prochain devant le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme. A noter que la police a quadrillé tout le périmètre entre la rue Didouche Mourad et le boulevard Franklin Roosevelt pour contenir les contestataires, dont plusieurs femmes, qui ont fait des centaines de kilomètres pour prendre part au sit-in.

Raïna
Raïkoum
Moncef Wafi

Histoires d'O

En ces temps d'occupation du sol par les protestataires, des communiqués et des contre-manifestations, des hausses de ton comme celui des sourcils, des malentendus et des sous-entendus, en ces temps d'immolations inutiles, des brûlés partis en cendres et des marches arrières, les agents de sécurité assurant le gardiennage du barrage « Sarno » de Sidi Bel Abbès ont enclenché une vitesse supérieure dans le paysage de la contestation nationale pour faire valoir leurs revendications.

De légitimes, il n'y a pas à douter de leurs demandes, mais la façon dont ils se sont pris pour faire entendre leurs voix est ce qu'il y a lieu simplement d'appeler la manière algérienne. Celle du pourrissement, du tout ou rien, de la surenchère et du jusqu'au-boutisme qui ont mené l'Algérie au bord du précipice et qui continuent à lui donner des petites tapes dans le dos.

Les gars du barrage ont tout bonnement menacé de fermer la station de pompage d'eau qui dessert cinq communes environnantes, si leurs revendications ne sont pas satisfaites. C'est à se demander en quoi les robinets avoisinants sont responsables des problèmes socioprofessionnels de ces agents de sécurité et si la menace d'empêcher les gens de boire et de se laver pouvait mener à quelques résultats en leur faveur.

Cette nouveauté dans le modus vivendi du parfait contestataire risque pourtant de faire des émules, puisque même le ministre de l'Intérieur

a menacé les gardes communaux de les excommunier en leur déchirant leur CDD, le temps que le terrorisme résiduel n'en soit plus un. Les agents de la Sonelgaz pourraient menacer de couper l'électricité et le gaz si leurs revendications ne sont pas prises en charge. Les médecins pourraient laisser les malades crever, pour de vrai, sur les carreaux des hôpitaux s'ils n'obtiennent pas satisfaction. Les enseignants déserter, pour de bon, les classes et « sinistrer » davantage l'Ecole. Les pompiers laisseront brûler l'Algérie en regardant leurs fiches de paie, les travailleurs de la Sonatrach refuseront de puiser du pétrole pour l'Algérie d'en haut, les militaires baisseront les armes...

Ainsi, au lieu d'aller menacer le peuple d'en bas de représailles, trois choix s'offrent aux contestataires: faire un don de sang, occuper la façade d'El-Mouradia ou acheter un bidon d'essence et s'immoler. Mais pour cette dernière option, le cas algérien en a fait un vulgaire fait divers, le vidant de toute sa portée symbolique. La démarche de « Sarno » a ce quelque chose d'inconcevable et de désespéré, et il est grand temps de chercher des remèdes plus consistants que donner du sirop de toux pour un gangréné.

La liste est longue et l'argent distribué à gauche et à droite, jeté par les fenêtres et en dessous de table, viendra lui aussi à fondre. Et, arrivé ce moment, qu'est-ce qu'on va servir à ce peuple, le temps du dîner venu ?

Algérie - Grande-Bretagne

Le sécuritaire et le reste

Les travaux de la 5^{ème} session de la commission politique bilatérale algéro-britannique ont débuté hier à Alger sous la coprésidence du ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, M. Abdelkader Messahel, et du ministre britannique chargé du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, M. Alistair Burt. Intervenant à l'ouverture de cette session, M. Messahel a relevé les « excellentes relations » qui existent entre l'Algérie et le Royaume-Uni, tout en réitérant la volonté de l'Algérie d'approfondir et de dynamiser ces relations. Il a indiqué que la coopération algéro-britannique a connu ces dernières années une « nouvelle dynamique » et « aujourd'hui, elle commence à porter ses fruits ». Cette coopération, a-t-il expliqué, « est en train de sortir du cadre

énergétique pour s'élargir à d'autres secteurs ». « Vous trouverez en l'Algérie le partenaire attentif, mais également le partenaire décidé à aller de l'avant », a affirmé M. Messahel à l'adresse de son homologue britannique. Rappelant les différents accords qui ont été signés entre les deux pays, le ministre délégué a estimé que ces accords ont pu encadrer la coopération bilatérale algéro-britannique. Il a mis l'accent, à ce propos, sur la mise en place de la commission politique bilatérale qui permet aux deux pays d'échanger leurs analyses et points de vue sur non seulement les moyens de renforcer leur coopération bilatérale mais également sur les questions internationales d'intérêt commun. Il a rappelé, en outre, la mise sur pied du sous-comité économique char-

gé de dynamiser et de diversifier les relations économiques et commerciales entre les deux pays. M. Messahel a, dans ce sens, mis le cap sur les opportunités de partenariat et de coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines du tourisme, de l'industrie pharmaceutique et des énergies renouvelables.

Abordant la coopération sécuritaire, le ministre délégué a considéré que la mise en place d'un sous-comité chargé de la coopération dans le domaine de lutte antiterroriste est un mécanisme « extrêmement important ». « Nous partageons les mêmes vues. Nous sommes sous la menace du terrorisme, devenu un défi mondial. Nous ripostons de façon collective et nos points de vue se rejoignent au niveau des forums internationaux », a-t-il mentionné.

S'il se contente du bain de foule qu'il a effectué hier sur la rue principale de la ville de Tamanrasset pour tester sa popularité, le président de la République peut se targuer de l'avoir encore intacte. Ou presque.



Bain de foule de Bouteflika à Tamanrasset

De notre envoyée spéciale à Tam: **Ghania Oukazi**

Tôt le matin, les habitants de la capitale du Hoggar commencent à affluer vers le premier point inscrit dans la visite du président. C'est à la place de Tahagart, au cœur de la ville, que Bouteflika devait commencer sa virée. Place où a été construite une stèle que les Targuis ont baptisé «Il-lamane» (il y a de l'eau). Il devait appuyer sur un bouton pour faire jaillir l'eau du semblant de montagne qui a été érigée à ce niveau. Il ne l'a fait qu'à 12h40, l'heure à laquelle il a fait son entrée dans la ville. Les femmes, les hommes et les enfants qui l'attendaient depuis de longues heures étaient exténués. Les policiers constituant le cordon sécuritaire ne l'étaient pas moins à les entendre se lamenter auprès de vieux notamment qui se cherchaient une place pour s'asseoir. La nature n'a pas été très clément envers tous ces petites gens qui semblaient se faire un devoir de marquer de leur présence la venue d'un président qu'ils disent bien apprécier. Le ciel était bas à force d'être chargé et le soleil cognait sur les têtes. Le vent de poussière qui soufflait titillait bien les narines allergiques.

Le président n'avait pas tardé au niveau de «Il-lamane». A peine le temps d'écouter les quelques phrases de bienvenue qui lui ont été prononcées par le président de l'APC. L'élue l'a aussi remercié pour avoir décidé la réalisation du projet alimentant en eau potable Tamanrasset à partir des eaux albiennes d'In Salah. «Vous avez participé à faire entrer la joie dans tous les foyers de Tamanrasset», lui a-t-il exprimé. Il fera son bain de foule qu'il aime tant. Il sera fortement acclamé par le public qui s'était regroupé tout au long de la rue principale appelée familièrement des «Houanet» (commerces) et officiellement l'Emir Abdelkader. Il saluait calmement avec un geste de la main. Il s'est à peine rapproché d'un enfant habillé en tenue traditionnelle, et lui a accordé une petite poignée de main avec un large sourire. «Abdelaziz Bouteflika» scandaient les gens. Sans plus. Pas d'autres slogans.

Il faut dire que cette visite a été effectuée dans un moment creux de

l'histoire nationale. Ceci, même si elle coïncide - à quatre jours près - avec la deuxième année du troisième mandat présidentiel. L'on s'interroge d'ailleurs si les habitants de Tam se sont rendu compte que le 9 de ce même mois de l'année 2009 a été le jour de sa réélection à la présidence de la République. Aucune voix ne s'est élevée pour une «Ouhada» supplémentaire. Aucun slogan politique n'a été lancé.

DIGNITÉ SUR FOND DE MISÈRE

Il est évident que depuis 2009, les choses ont beaucoup changé. Ceci, les habitants de Tam doivent certainement le savoir. De sanglants événements se passent juste à quelques kilomètres de chez eux, en Libye. Ils vivent aussi les conséquences dramatiques d'une contrebande de toute nature. Les échos en provenance du Sahel les inquiètent. Il faut reconnaître que les gens dans ce majestueux Hoggar gardent une dignité imparable. La tête enturbannée, le regard lointain, comme si ces hommes bleus veulent disperser leurs souffrances dans ces immensités lunaires. Pourtant, la misère est bien installée. Elle crève les yeux. Les enfants déambulent nu-pieds, les vêtements presque en chiffons. Les jeunes traînent les pieds sans trop de convictions. Hommes, femmes et vieux arpentent les rues en observant tristement les prix de produits de consommation qui grimpent, grimpent... en l'absence effrayante des services de contrôle.

D'une superficie de 557 906,25 km², organisée en 07 dairas et 10 communes, la wilaya de Tamanrasset abrite 205 220 habitants (chiffre 2010). Elle a bénéficié d'une autorisation de programme dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014 de l'ordre de 243,9 milliards DA, en augmentation par rapport à celle allouée durant le premier quinquennat de Bouteflika qui avait équivalu à 118,312 milliards DA. A en feuilleter la synthèse du programme de développement de la wilaya, les décideurs estiment avoir «pris en charge des préoccupations des populations et assuré la réalisation et la réhabilitation des infrastructures de base nécessaires à son développement».

Le discours est pompeux mais la réalité est tout autre.

UNE VISITE D'À PEINE UNE HEURE

S'il est clairement admis que la région a bénéficié d'importants projets structurels, mais les populations attendent toujours de pouvoir se faire soigner décemment, de scolariser leurs enfants dans des écoles commodées et de travailler en contrepartie de salaires quelques peu conséquents. Ils végètent dans cette ville poussiéreuse aux trottoirs défoncés et aux édifices délabrés.

Après avoir inauguré le mégaprojet de l'eau potable, le président traversera en toute vitesse la transsaharienne reliant Tam à In Guezam, il fera vite aussi en inaugurant le nouveau pôle urbain situé à Adriane, du nom de la montagne qui lui fait face. En dernier, il fera un saut à la station de pompage du transfert de l'eau potable et de son laboratoire d'analyses. Il a quitté Tam vers les coups de 14h en direction d'Alger. Sa visite dans la capitale du Hoggar a été express. Elle lui a pris à peine une heure. A son arrivée hier à l'aéroport Bey Ag Akhamoukh, il a été accueilli par les notables de la ville et ses responsables civils et militaires. Il n'a prononcé ni discours, ni fait de déclarations, ni entrepris des entretiens. Les choses sont allées très vite. Mais sa virée au Hoggar lui aura permis d'être vu par les populations. Il faut admettre que la réalisation d'un projet aussi important comme le transfert de l'eau potable d'In Salah à Tam mérite bien le déplacement d'un président qui s'est toujours targué d'avoir pris à cœur les préoccupations du peuple. Il l'a certainement voulu le prouver à tous ceux qui l'accusent d'être absent alors que la rue nationale gronde.

La veille de son arrivée, la rumeur d'un discours présidentiel à la Nation s'est répandue comme une traînée de poudre. Elle a laissé les journalistes à l'affût du moindre élément d'information à cet effet en provenance du nord. Les liaisons téléphoniques entre Tam et Alger avaient bien fonctionné ce jour-là. Des échos d'Alger laissaient entendre que le président était dimanche en train d'enregistrer un discours pour célébrer la deuxième année de son 3^{ème} mandat...

Ould Kablia en marge de la visite de Bouteflika à Tamanrasset «Un problème politique et sécuritaire à nos frontières»

De notre envoyée spéciale à Tamanrasset: **Ghania Oukazi**

En plus de sa décision d'un programme additionnel au profit de la wilaya de Tamanrasset, le président de la République a chargé son ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales de s'entretenir avec les notables des régions du Sud sur la nécessité de sécuriser les frontières du pays.

C'est enfin de compte Dahou Ould Kablia qui doit se déplacer aujourd'hui à In Guezam pour rendre visite aux gardes frontières, aux services de sécurité, de douanes et aux diverses structures y afférentes situées dans les coins les plus reculés du sud du pays. Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a été chargé par le président de la République de s'enquérir de ce qui se passe au niveau des frontières sud de l'Algérie en ces temps d'insurrection sur les territoires libyens sur fond de guerre des alliés. Il l'a aussi instruit de rencontrer les notables de ces régions, de faire le point avec eux sur les évolutions des situations et aussi de les informer sur ses dernières décisions en matière de désenclavement, de développement et de réalisation de divers projets dans des sites de vie et agglomérations qu'elles soient anciennes ou nouvelles.

«Je discuterais avec les différents services de sécurité et de contrôle au niveau des frontières mais je le ferai aussi avec les notables, habitants de ces régions qui doivent comprendre que la sécurité de leurs villages dépend d'eux en premier ordre», dit Ould Kablia aux journalistes qu'il a réunis hier à Tamanrasset après le départ du président. Le ministre de l'Intérieur explique qu'il est connu que l'armée utilise des moyens importants pour assurer la sécurité des frontières mais les relations de voisinage entre leurs habitants sont importantes pour les sensibiliser sur les problèmes de sécurité et de les inciter à s'entraider puisqu'ils sont les premiers à savoir ce qui se passe ou pourrait se passer chez eux et dans leurs entourages». Ould Kablia tient à souligner que «je suis peut-être le premier ministre de l'Intérieur qui visite Tinzaouatine, Bordj Badji Mokhtar et Deb Deb. Il y a un problème politique et sécuritaire à nos frontières. Ce qui se passe chez nos voisins nous intéresse, on n'a pas le droit de s'y ingérer mais on remarque que les frontières se vident en raison des problèmes d'insécurité, il y a des terroristes qui essayent ou qui ont essayé de s'infiltrer dans nos frontières, il faut de la vigilance».

«ILS SONT CONVAINCUS !»

Le ministre insiste sur le fait que la sécurité des régions du Sud et des frontières dépend aussi de ceux qui y vivent. «Nos intérêts pourraient être touchés, on doit tous se préparer pour les défendre», affirme-t-il. Le ministre explique que l'Etat compte plus sur la collaboration des autochtones de ces régions pour s'armer de la vigilance qu'il faut et échanger les informations nécessaires à cet effet. «Ils en sont convaincus», rassure Ould Kablia.

Le ministre a tenu à préciser que «ses rencontres avec les élus, c'est une chose et celles avec les notables, c'est une autre chose». Il souligne que «à leur demande, j'ai reçu un certain nombre de notables des régions du Sud et ceux qui m'ont reproché de n'avoir pas rencontré les véritables représentants». Alors, ajoute-t-il, «je n'ai pas à reconstruire la pyramide des Touaregs pour savoir qui les représente ou pas, je leur ai fait savoir qu'il y a des projets, on n'a pas eu de discussions entre nous parce que ce sont les responsables locaux qui en décident».

Interrogé sur le nombre de clandestins aux frontières sud du pays, il avoue

que le nombre exact n'est pas connu mais, dit-il, «ils se comptent par milliers, on les renvoie chez eux, on en a refoulé 1500, mais c'est un cercle vicieux, comme ils ne sont pas pris en charge de l'autre côté, ils reviennent». Le ministre précise qu'on en compte «plus de 30 nationalités y compris d'Asie».

«C'EST QUELQUE CHOSE DE GIGANTESQUE !»

Avant de répondre aux questions des journalistes, il a présenté le programme additionnel que le président a décidé au profit de la wilaya de Tamanrasset. Doté d'une enveloppe de 16,851 milliards DA, le programme en question se compose de 64 projets dans la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'eau, la jeunesse et sports et quelques infrastructures spécialisées. «Ce projet va transformer le cadre de vie de Tamanrasset», dit le ministre à propos du mégaprojet de l'eau inauguré hier par le président. Pour lui, «c'est une révolution sur le terrain avec le potentiel de l'eau qu'on a (400 milliards de m³ par an). C'est quelque chose de gigantesque !» «Il fait savoir qu'il a été décidé alors de construire 4 nouvelles agglomérations avec toutes les infrastructures de base nécessaires. Les conduites d'eau avec en parallèle la fibre optique, on a décidé de créer un village à chaque station de pompage, la route liant Tam à In Salah ne sera plus vide».

Les études de ces nouvelles réalisations et aussi pour la réhabilitation d'anciennes agglomérations coûteront 3 milliards DA. «En parallèle, on procédera à plusieurs opérations de logements ruraux, de salles de diverses activités, des annexes administratives, des locaux spécialisés en transmission et énergie, une gare routière, une piste d'atterrissage de 1200 m pour les petits appareils», fait-il savoir.

Le 2^e volet du programme prévoit le développement des zones frontalières sur la base de la création de plusieurs projets hydrauliques, 4 salles de lecture, 9 antennes administratives, 10 ambulances médicalisées tout-terrain, en plus de projets agricoles pour un montant de 1,668 milliard DA (la réalisation de barrages, de petits élevages pour 200 familles). Sans compter les projets d'artisanat, des terrains de sport, 7 piscines dont une olympique à Tam. Le 3^e volet comprend le bitumage de la route reliant Silet à Tinzaouatine sur 370 km dont la 1^{re} tranche coûtera 3 milliards DA sur un total de 4,7 milliards DA qui ont été affectés sur le budget 2010. Le ministre affirme par ailleurs que d'autres projets sont prévus pour des génératrices d'électricité et les énergies renouvelables. «Ces projets ont été retenus selon les demandes exprimées par les PAPC, le wali et l'assemblée de wilaya», dit le ministre. Sur une demande équivalant à 20 milliards DA de projets, le président a retenu pour l'équivalent de près de 17 milliards parce que, explique Ould Kablia, «il y a eu des propositions de projets doublants ou complémentaires». A propos des gardes communaux, c'est, dit-il, «un corps paramilitaire dont la discipline est exigée, ceux qui se mettent en dehors de cette logique, ils ont raté leur insertion dans les corps de sécurité». A propos de la promotion du tourisme, le ministre a expliqué que «l'Etat n'investit pas dans ce secteur, nous encourageons les privés à le faire». Les zones d'exclusion du Sud pour les touristes étrangers seront maintenues, selon lui parce que, dit-il, «on ne peut pas s'aventurer, le kidnapping nous posera de gros problèmes». Il estime que ces zones doivent être bien sécurisées. Comme c'est le cas des zones pétrolières dont la sécurité est assurée par les firmes internationales notamment américaines.

Les dérangeaisons racistes électoralistes de la droite française Il y a trop de musulmans en France, affirme un ministre français

Le précédent ministre de l'Intérieur français, Brice Hortefeux, a été condamné par la justice pour propos raciste. Son successeur, Claude Guéant, proche parmi les proches du président Nicolas Sarkozy, est sur la même voie. Un discours obsessionnel sur l'islam et les musulmans et une forte dérangeaison raciste dans un contexte de déconfiture électorale annoncée.

Salem Ferdi

La dernière sortie du ministre français de l'Intérieur ne prête à aucune équivoque : il y a trop de musulmans en France. Sans surprise, à droite, on crie à la «déformation» des propos. Pourtant tout est dit : «En 1905, il y avait très peu de musulmans en France, aujourd'hui, il y en a entre 5 et 6 millions. Cet accroissement du nombre de fidèles et un certain nombre de comportements posent problème. Il est clair que les prières dans les rues choquent un certain nombre de concitoyens. Et les responsables des grandes religions ont bien conscience que ce type de pratique leur porte préjudice». L'amalgame raciste est total. Le ministre de l'Intérieur mélange le «nombre» des musulmans, jugés à ses yeux excessifs, avec la tendance d'une infime partie de pratiquants qui, à défaut de trouver des places dans les mosquées, prient dans la rue. M. Guéant n'ignore absolument pas que dans des pays arabes, les autorités interdisent les prières dans les rues. Cela énerve parfois, mais cela se fait sans vague car il existe en général d'autres mosquées comme alternative. Les autorités françaises disposent des lois ordinaires pour empêcher que des rues soient encombrées, elles n'ont pas besoin de se lancer dans un discours fangeux qui doit faire pâmer d'aise les lepénistes de France.

VOLONTÉ DE NUIRE

M. Guéant aurait pu de manière très civilisée faire intervenir la force publique pour veiller à ce que la rue ne soit pas encombrée tout en réfléchissant à la possibilité pour les musulmans d'avoir des lieux de culte. Il a préféré en rajouter une louche raciste à la veille d'un débat controversé – et disons-le, immonde – sur l'Islam, initié par le parti de Nicolas Sarkozy. Il y a clairement une vo-

lonté de nuire. Il faut préciser aussi – même si cela n'est pas un argument – que M. Guéant ne parle pas d'étrangers mais de Français. Aucun ministre français ne se permettrait de dire – et c'est tout à fait normal – qu'il y a trop de juifs, de protestants ou de bouddhistes en France. Le responsable français – qui est également ministre du Culte – pense qu'il peut se permettre de mettre en cause les musulmans et juger qu'ils sont trop nombreux. Bien entendu, la droite s'empresse de dénoncer une déformation des propos. Et dans le cas d'espèce, le Premier ministre français, François Fillon, qui s'est «accroché» avec le chef de l'UMP, Jean-François Copé, au sujet du débat sur «la laïcité», s'est empressé d'apporter son soutien à son ministre de l'Intérieur. Mais c'est un jeu connu. M. Guéant lâche les mots qui choquent – et dont l'objet est de racoler dans l'électorat lepéniste –, et les autres se chargent d'assurer sa défense. La droite française, qui cherche par tous les moyens à redresser la barre pour un Nicolas Sarkozy en perte de vitesse dans les sondages, est dans une infecte démarche d'escalade islamophobe. Les «basanés» de France, qui, aux yeux de la droite, sont tous des «musulmans», qu'ils pratiquent la prière ou non, risquent d'en voir de toutes les couleurs d'ici aux élections présidentielles françaises. Car il est clair que cette droite qui a échoué sur tous les registres (pouvoir d'achat, emploi...) fera tout pour les mettre au centre du débat.

Les dérangeaisons d'aujourd'hui vont devenir plus purulentes, les politiques français dont le niveau se dégrade à vue d'œil montrent qu'ils ne s'embarassent pas de scrupules pour des objectifs électoraux. Cette mise à l'index permanente des musulmans – qui ne sont pourtant pas organisés et ne font pas jouer leur force électorale potentielle – est dangereuse.

Oran L'affaire BCIA revient

Houari Saadia

La saga judiciaire BCIA qui a débuté en 2003 n'en finit pas de livrer de nouveaux épisodes, au gré des péripéties procédurales. Dernier fait saillant de ce 2^e plus grand scandale bancaire en Algérie après celui de Khalifa Bank: le procès en appel concernant deux fils du patron de la défunte banque privée BCIA et deux opérateurs commerciaux, mis en cause dans les fameuses traites avalisées, artifice fallacieux utilisé à l'apogée de la BCIA (2001-2003) pour aspirer de l'argent des coffres-forts de la Banque Extérieure d'Algérie. Il s'agit de Kharoubi Badreddine et Kharoubi Chakib, respectivement DG adjoint chargé des contentieux de la BCIA et DG adjoint de la compagnie d'assurance Star El-Hana (entité créée par les fonds propres de BCIA) ainsi que Nebia Mohamed Amine et Nebia Saïd, associés dans «Fouatih & Nebia», un consortium qui avait atteint à l'époque une vingtaine d'entreprises commerciales faisant dans l'import et la grande distribution pour la plupart.

Toutefois, seuls les deux frères Nebia étaient concernés par le procès d'hier, qui revient devant la cour d'Oran après cassation. Contestant la sentence de la même cour qui les avait condamnés pour «complicité de détournement de deniers publics», en vertu des articles 42 et 44 du code pénal et de l'article 29 de la loi 01/06 relative à la prévention et la lutte contre la corruption, à une peine de 2 ans de prison ferme et une amende de 200.000 DA assortie de 43,5 millions de DA plus 10 millions de DA com-

me dommages et intérêts, pour chacun, les deux Nebia, en liberté provisoire, s'étaient pourvus en cassation. La Cour suprême ayant approuvé leur recours dans la forme, leur dossier a été retransmis à la cour d'Oran pour être réexaminé dans le fond.

Après une brève concertation avec ses deux juges assistants, le président a déclaré d'un ton neutre le report du procès au 3 mai. Motif de l'ajournement: l'absence d'un témoin-clé, Fouatih Belkacem, l'ancien homme d'affaires et associé des deux prévenus, lequel n'a pas été transféré de l'établissement pénitentiaire où il purge sa lourde peine. Au cœur de cette affaire, un petit bout de papier. Mais un petit bout de papier qui vaut 4 milliards et 350 millions de centimes. En fait, il s'agit d'une traite, appelée aussi dans le jargon bancaire «lettre de change» (un effet de commerce transmissible par lequel un créancier donne l'ordre à son débiteur de payer à une date déterminée la somme qu'il lui doit, à l'ordre de lui-même ou à un tiers). Cette traite avalisée par la BCIA et escomptée par la BEA, au niveau de l'agence Yougoslavie sise quartier de Medioni à Oran, devait, en principe, financer une transaction commerciale entre BEFCO, Unial et Norcad, toutes des Eurl de la société-mère «Fouatih & Nebia». Rien de tel, puisqu'il n'y a eu en réalité aucune transaction bien que l'argent correspondant ait été bel et bien versé dans le compte de Norcad.

Les deux Nebia, qui croyaient que le dossier était classé dans leur cas lorsqu'ils avaient bénéficié d'un non-lieu

UN DISCOURS VINDICATIF

Ce discours vindicatif est porté jusqu'au bout de sa logique par des courants d'extrême-droite qui n'hésitent plus à évoquer de renvoyer ces Français vers des pays musulmans. A croire que la fonction de ministre de l'Intérieur sous Nicolas Sarkozy est de courir constamment derrière les racistes... À la mi-mars, Claude Guéant avait déjà flatté la bête en affirmant que les Français «ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux à cause de l'immigration». Jusqu'où ira-t-il ? Les propos sur le «nombre» des musulmans suscitent une grande indignation. SOS Racisme estime que le ministre de l'Intérieur a franchi aujourd'hui un cap indigne d'un représentant de la République» et envisage une action en justice. Le Mrap (Mouvement contre le racisme et pour l'égalité entre les peuples) a d'ores et déjà annoncé sa décision de porter plainte contre le ministre. «Ces propos démontrent une fois de plus que les garde-fous qui séparaient la droite républicaine de l'extrême-droite ont sauté et que le gouvernement français intègre désormais la parole raciste dans son discours officiel», estime le Mrap qui accuse l'UMP de choisir «une politique de la haine» qui «ne peut que conduire au pire». «A chaque fois que Claude Guéant s'exprime depuis qu'il est ministre de l'Intérieur, il y a polémique», «son obsession, c'est de parler des musulmans», a relevé François Hollande, candidat à la primaire socialiste. «Nous sommes dans un tournant déliant», a estimé le député PS de Paris Jean-Christophe Cambadélis. «Ils sont français en premier lieu et musulmans en second lieu et ne revendiquent pas les lois de l'islam pour pratiquer leur religion», a insisté Lhaj Thami Breze, responsable du Conseil régional du culte musulman pour l'Ile-de-France. Apparemment, M. Guéant ne les considère toujours pas comme des Français.

lors de l'instruction puis d'une relaxe en première instance, seront rattrapés par cette lettre de change qui leur vaudra, en novembre 2008, une condamnation à la prison et un dur coup à leur portefeuille. Pourtant, ils ont de tout temps clamé leur innocence, en affirmant qu'ils ignoraient l'existence même de cette traite de 43.500.000 DA, dont ils n'en prirent connaissance que dans le bureau du magistrat instructeur. Selon eux, c'est Fouatih Belkacem, le gérant de tout le groupe et son maître-penseur qui avait accompli tous les actes relatifs à cette traite. En un mot, c'est lui qui a tout manigancé, soutiennent-ils.

L'expertise de la pièce coup par coup par le Laboratoire scientifique régional de la police d'Oran et une experte agréée en écriture leur donnera raison, du moins par rapport au faux en écriture: la signature figurant sur la traite n'est pas celle de Nebia Mohamed Amine). La charge de falsification sera mécaniquement gommée du dossier d'accusation. Reste que pour la justice (et ceci est mentionné en gras dans les attendus du jugement de la cour daté du 23 novembre 2008) «Les deux accusés Nebia sont des associés dans plusieurs sociétés avec Fouatih Belkacem, dont il était le gérant, en plus de la société Unial gérée par Nebia Mohamed Amine. Il est établi du dossier que les comptes des sociétés dans lesquelles ils sont des associés ont été utilisés pour le transfert des fonds et leur dilapidation par le retrait de la traite garantie d'une manière illégale et celle-ci a été bel et bien escomptée au profit de la Banque commerciale et industrielle d'Algérie.»



Akram Belkaïd, Paris

Le nucléaire en question

Les conséquences de l'accident nucléaire au Japon sont loin d'être toutes connues mais elles provoquent d'ores et déjà un large débat à propos de la place future de l'énergie atomique. En Europe, le sujet est sur la table dans tous les pays qui recourent au nucléaire pour produire de l'électricité. En France, comme en Allemagne, gouvernements, opinions publiques et mouvements environnementaux rivalisent d'argument pour rejeter ou défendre la sortie du nucléaire. Bien entendu, l'enjeu est aussi économique. Démanteler une filière nucléaire et fermer des centrales, c'est remettre en cause l'existence d'entreprises spécialisées dans ce secteur ou, dans le meilleur des cas, les forcer à se reconverter.

VERS UNE CONCURRENCE EXACERBÉE DANS LES PAYS ÉMERGENTS

Il est encore tôt pour savoir si la sortie du nucléaire est inéluctable dans les pays développés. Certains d'entre eux semblent s'y acheminer à l'image de l'Allemagne où la pression des écologistes est de plus en plus forte. D'autres, comme la Grande-Bretagne ou l'Italie vont certainement revoir à la baisse leurs projets de développement. Aux Etats-Unis, le président Obama doit lui aussi faire machine arrière après avoir repris à son compte les projets de l'administration Bush en matière de nouvelles centrales. De fait, le nucléaire ne va certainement pas disparaître du jour au lendemain mais il est évident que cette industrie va faire face à l'équivalent de ce que fut «l'effet Tchernobyl», c'est-à-dire le gel durable de nouveaux projets ainsi que la remise en question de la fiabilité du parc existant.

A l'inverse, la situation n'est absolument pas la même dans les pays émergents. Qu'il s'agisse de la Chine, de l'Inde ou d'autres pays dont les économies ont un besoin croissant de ressources énergétiques, le nucléaire est vu comme un passage obligé. Relevons aussi que les opinions publiques y ont moins de poids que dans les pays développés ce qui limite l'impact d'éventuelles contestations. A ce sujet, le cas de la Chine est emblématique puisque Pékin a balayé toute idée de remise en cause de ses projets de centrales. Rappelons que ce pays est un importateur net de pétrole et de gaz naturel et que son gouvernement estime que sa sécurité énergétique passe par la construction de nouvelles centrales nucléaires.

La conséquence de ces deux tendances divergentes est évidente. Les grands opérateurs du nucléaire vont devoir d'abord s'adapter à la nouvelle donne en matière de sécurisation accrue du parc de réacteurs dans les pays développés ou dans leur périphérie. On pense aux centrales des ex-pays de l'Est, notamment la Bulgarie ou l'Ukraine, qui sont dans le collimateur de nombre d'organisations écologistes et dont la modernisation va certainement s'imposer comme chantier prioritaire. Ce resserrement du marché dans les pays développés doublé d'une attitude plutôt pro-nucléaire dans les pays émergents va donc exacerber la concurrence à l'export entre les grands acteurs de la filière. Cela posera nécessairement la question du risque de prolifération mais aussi de capacité de ces pays à maîtriser l'énergie nucléaire surtout s'ils n'ont aucune tradition sérieuse en matière de sécurité industrielle.

LA SÉCURITÉ, UN FACTEUR ESSENTIEL POUR JUGER LES OFFRES

La nouveauté, c'est que cette bataille annoncée ne va peut-être pas se jouer uniquement au niveau des prix ou de la question du transfert de technologie. Le savoir-faire en matière de sécurité va certainement jouer un grand rôle. Ainsi, le français Areva ne désespère-t-il pas de voir les autorités des Emirats arabes unis revenir sur l'attribution de la construction d'une centrale nucléaire à un consortium sud-coréen. Rien ne dit que le contrat ne sera annulé mais il se pourrait qu'une place de dernière minute soit faite à Areva qui met en avant son savoir-faire et son historique en matière de sécurité. En tout état de cause, tout pays émergent qui voudra se doter du nucléaire – et cela vaut pour l'Algérie comme pour la Tunisie et le Maroc –, devra se doter des compétences nécessaires pour évaluer les meilleures offres sur le plan de la sécurité des installations (et de la formation) et cela, peut-être même en priorité par rapport aux questions de coûts.

Libye

Le gouvernement prêt à des réformes, les rebelles perdent du terrain

Le gouvernement libyen a annoncé être prêt à engager des réformes pour tenter de mettre fin au conflit qui déchire le pays depuis plus d'un mois et demi, au moment où les rebelles reculaient face aux forces loyalistes près du site pétrolier de Brega.

Par Imed Lamloum
de l'AFP

Mardi matin, l'Otan a mené un raid aérien contre des forces de Mouammar Kadhafi, à une trentaine de kilomètres à l'est du port pétrolier de Brega où des combats, pour le contrôle de cette ville, située à 800 km à l'est de Tripoli, font rage depuis jeudi. L'Alliance a affirmé peu après que l'armée loyaliste avait perdu le tiers de son potentiel après 17 jours de bombardement de la coalition internationale. Le porte-parole du gouvernement libyen a, de son côté, affirmé que le régime était prêt à négocier des élections ou un référendum notamment. «Quel système politique à appliquer dans le pays? Ceci est négociable. Nous pouvons en parler. Nous pouvons avoir tout, élections, référendum, etc.», a déclaré Moussa Ibrahim à des journalistes. Il a toutefois précisé que «le leader est la soupape de sécurité pour le pays et pour l'unité de la population et des tribus. Nous pensons qu'il est très important pour toute transition vers un modèle démocratique et transparent». Le colonel Kadhafi a fait lundi soir une apparition en public et salué ses partisans rassemblés dans sa résidence de Bab el-Aziziya, à Tripoli. Sa dernière apparition remontait au 22 mars. Son fils Seif al-Islam a affirmé à la radio BBC 4, que l'ex-ministre libyen des Affaires étrangères Moussa Koussa, qui a fait défection à Londres, avait «dit qu'il était malade et qu'il devait aller tous les trois mois à l'hôpital Cromwell de Londres... Et nous l'avons autorisé à aller à Djerba, en Tunisie, d'abord. Il n'y pas de problème avec ça». Le régime autoritaire du colonel Kadhafi est la cible, depuis le 15 février d'une révolte populaire qui s'est transformée en guerre civile entre insurgés et forces loyales au dirigeant.

Sur le terrain, la bataille pour le port pétrolier de Brega se poursuit, les rebelles utilisant des lance-roquettes multiples face aux violentes répliques à l'artillerie des forces gouvernementales, selon un journaliste de l'AFP. Les rebelles se trouvaient en début d'après-midi, à mi-chemin entre Brega et Ajdabiya (80 km au nord), reculant d'environ une trentaine de kilomètres vers l'est, selon ce journaliste. L'armée régulière se rapprochait en fin d'après-midi d'Ajdabiya, selon des informations non confirmées par l'AFP. L'Otan a mené un raid aérien vers 09H00 (07H00 GMT) à une trentaine de kilomètres, à l'est de Brega où elle a détruit deux pick-up des for-

ces loyalistes venant de l'ouest qui avaient effectué une incursion dans le secteur déserté. Le raid n'a pas fait de victimes. Plus tôt, les rebelles avaient réussi à s'approcher de Brega avant de reculer vers l'est en rangs dispersés sous des bombardements des forces loyalistes. «Il n'y a pas de révolution sans revers», a déclaré à l'AFP, le porte-parole du Conseil national de transition (CNT), organe représentatif des rebelles. «Mais le peuple vaincra. Kadhafi ne peut pas diriger la Libye avec sa grosse machine, ses milices et ses mercenaires... Nous sommes déterminés à combattre ce tyran, et soit on le chassera, soit il dirigera un pays vide», a-t-il ajouté. Mardi après-midi, un pétrolier a par ailleurs, accosté à Tobrouk, dans l'est de la Libye à 130 km de l'Egypte, selon Michelle Bockmann, experte des marchés pour Lloyd's List Intelligence, une publication basée à Londres. Il doit charger mercredi, la première cargaison de pétrole effectuée par la rébellion libyenne depuis l'arrêt total des exportations du pays, ce qui permettrait de financer l'insurrection contre le colonel Mouammar Kadhafi. L'Union européenne a indiqué qu'elle ne trouvait rien à redire à l'achat de pétrole libyen, tant que les recettes de ces transactions ne profitent pas au régime du colonel Kadhafi. La priorité affichée de l'Otan est désormais Misrata, 3^{ème} ville du pays assiégée depuis plus de 40 jours par les forces de Kadhafi. Plus de 200 personnes y ont trouvé la mort, selon les rebelles. Les avions de l'Otan ont effectué 14 bombardements lundi, a indiqué un responsable, y compris sur des défenses anti-aériennes et des blindés des forces pro-Kadhafi, dans la région de Misrata, qui est la «priorité numéro un, en raison de ce qui se passe sur le terrain». Revenant sur la mort de 13 Libyens -4 civils et 9 rebelles-vendredi dernier près de Brega, suite à une frappe aérienne d'un avion de l'Otan qui se croyait attaqué, l'Alliance a estimé qu'elle n'avait aucune responsabilité dans ce «malheureux accident».

«Nous avons noté que les forces d'opposition avaient déjà reconnu que c'était leur faute, et que les tirs de joie avaient provoqué la réaction» des avions alliés, a déclaré un responsable militaire. L'ONU a, de son côté, relevé à 310 millions de dollars son appel de fonds pour la Libye devant lui permettre d'aider 1,5 million de personnes réfugiées ou déplacées, selon le Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

Côte d'Ivoire

Gbagbo sur le départ, l'ONU et la France replacent Ouattara



Yazid Alilat

Laurent Gbagbo, le président ivoirien sortant, qui a refusé de reconnaître la victoire de son rival aux dernières élections présidentielles Alassane Ouattara, serait sur le point de se rendre, après avoir négocié sa reddition.

Selon des responsables français, qui ont ordonné lundi des tirs ciblés sur les armements lourds des partisans de Gbagbo, le président ivoirien sortant était en passe de se retirer. Selon le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé, Gbagbo, retranché dans son bunker d'Abidjan, négocie son départ. Dans la capitale ivoirienne, soumise depuis une semaine à des combats très violents entre partisans du président déchu et d'Alassane Ouattara, reconnu par l'ONU vainqueur des dernières présidentielles, c'est la grande débâcle dans les rangs de l'armée régulière, avec des défections en série au lendemain de frappes des forces de l'ONUCI.

LES DERNIÈRES HEURES DE GBAGBO

Le président des Etats-Unis Barack Obama a déclaré mardi soutenir «fermement» les actions entreprises par l'ONU et la France contre le régime du président ivoirien sortant Laurent Gbagbo, qu'il a appelé à «démissionner immédiatement». Les frappes menées en Côte d'Ivoire par l'ONU contre le camp Gbagbo montrent, après la Libye, que les résolutions du Conseil de sécurité autorisant «toutes les mesures nécessaires» pour protéger les civils ne sont pas à prendre à la légère. Ces quelques mots ont donné le coup d'envoi lundi d'une intervention inédite des hélicoptères de la mission de l'ONU (Onuci) aux côtés de ceux des forces françaises Licorne, pour détruire les armes lourdes des troupes de Laurent Gbagbo.

LA MAIN DE LA FRANCE

Des responsables de l'ONU affirment que d'autres attaques sont prévues contre le camp du président ivoirien sortant, qui refuse de céder le pouvoir à Alassane Ouattara, reconnu par la communauté internationale. Ces frappes ont porté un coup sévère aux capacités militaires de Laurent Gbagbo. La résolution adoptée mercredi dernier à l'unanimité des 15

membres du Conseil de sécurité autorisait «toutes les mesures nécessaires» pour mettre hors d'état de nuire les «armes lourdes» menaçant les civils en Côte d'Ivoire. Or, les attaques menées par les forces fidèles à Gbagbo ont connu depuis une escalade, affirme l'ONU. Ainsi, la base des Nations unies à Abidjan a été la cible «d'attaques presque continuelles depuis trois jours», a expliqué le chef des Casques bleus, Alain Le Roy, qui a raconté avoir téléphoné à l'émissaire spécial de l'ONU, Choi Yong-Jin, depuis le sous-sol pour se protéger des attaques de mortiers.

Après que le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a demandé dimanche au président français Nicolas Sarkozy le renfort de ses forces pour mener une action militaire, la mise au point du plan d'intervention n'a été l'affaire que de quelques heures. Mardi, le chef d'état-major de l'armée loyale au président ivoirien sortant Laurent Gbagbo, le général Philippe Mangou, a déclaré que ses troupes avaient «arrêté les combats» contre les forces d'Alassane Ouattara, au lendemain de frappes de l'ONU et de la France.

REDDITION DU CAMP GBAGBO

A Paris, le Premier ministre français François Fillon a déclaré, hier, devant l'Assemblée nationale que «deux généraux proches de l'ancien président» ivoirien Laurent Gbagbo étaient actuellement «en train de négocier les conditions d'une reddition». La France est à «deux doigts» de convaincre Laurent Gbagbo de quitter le pouvoir en Côte d'Ivoire, a quant à lui affirmé le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé, tandis que le ministre de la Défense Gérard Longuet a estimé que tout peut se dénouer «dans les quelques heures qui viennent».

GBAGBO NÉGOCIE SA «PEAU»

«L'usage de la force n'est pas raisonnable. C'est l'illustration qui a été faite par l'Onuci (la mission de l'ONU en Côte d'Ivoire) et qui doit convaincre Laurent Gbagbo et surtout ses amis qu'il faut accepter une décision qui est celle du suffrage universel reconnu par le système international», a-t-il ajouté. L'UA condamne le recours à la for-

ce. Pour autant, le président de la Commission de l'Union africaine doute du départ de Gbagbo de son propre chef, et avait même plusieurs fois dépêché à Abidjan des émissaires pour dénouer la crise ivoirienne et installer dans ses fonctions le président élu, Alassane Ouattara, d'origine burkinabé et ancien Premier ministre de Félix Houphouët Boigny. Le président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, s'est déclaré mardi peu optimiste sur les chances de négocier une sortie pour Laurent Gbagbo, le président ivoirien sortant, assiégé dans sa résidence à Abidjan.

Une sortie négociée de M. Gbagbo est désormais entre les mains de Dieu, a dit M. Ping à un groupe de journalistes à l'issue d'entretiens à la Commission européenne à Bruxelles. Interrogé sur les chances de négocier une sortie du président Gbagbo alors que les forces d'Alassane Ouattara menaient leur offensive dans la capitale économique ivoirienne, M. Ping a répondu: «Inch'Allah» (Si Dieu le veut).

De son côté, l'Afrique du Sud a exprimé ses réserves face aux attaques par l'ONU et la France des derniers bastions du président Laurent Gbagbo à Abidjan, et insisté sur la nécessité de trouver «une solution pacifique» au conflit. «Je ne me rappelle pas avoir donné un mandat à quiconque pour un bombardement aérien sur la Côte d'Ivoire», a déclaré la ministre des Affaires étrangères Maïte Nkoana-Mashabane, dont le pays siège actuellement au Conseil de sécurité de l'ONU, lors d'un point de presse à Pretoria. «Nous ne soutenons pas nécessairement ce que nous n'avons pas voté», a-t-elle ajouté. Les forces d'Alassane Ouattara ont lancé la semaine dernière une offensive éclair qui leur a permis de prendre le contrôle d'une grande partie du pays, mais se sont heurtées à la résistance des pro-Gbagbo à Abidjan.

Depuis la naissance de la crise ivoirienne, des centaines de civils sont morts, dont certains sauvagement massacrés près des villes du pays. Robert Geye, ancien général devenu président, avait lui aussi refusé de partir en 1998, malgré une mission de l'OUA. Il avait été abattu dans sa résidence de deux balles dans le dos, ainsi que sa femme et son garde du corps. Son remplaçant, c'était Laurent Gbagbo.

BLIDA

Les industriels se concertent

C'est sur fond de désintéressement total que M. Amouri Brahiti, directeur général de la PME, au ministère de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat, a présenté, lundi à Blida, le programme national de mise à niveau des entreprises.

Tahar Mansour

M. Brahiti a expliqué que ce programme tend à faire participer 20.000 entreprises algériennes à cette opération afin d'atteindre, d'ici 2014, le nombre de 200.000 entreprises qui en auront bénéficié. Il rappela que l'Etat a dégagé une enveloppe de 283 milliards de dinars pour la concrétisation de l'opération de mises à niveau de ces entreprises et a invité les membres du CEIMI à y participer activement. Mais ces derniers semblent peu intéressés par ces déclarations car: «la mise à niveau des entreprises algériennes est devenue un commerce très lucratif pour les bureaux d'études étrangers» comme l'a affirmé M. Taieb-Ezzeghaimi, vice-président du CEIMI et P-DG du groupe SIM, qui s'est demandé en outre, comment pouvait-on tracer un tel programme, sans as-

socier les premiers concernés, c'est-à-dire les professionnels de l'industrie algérienne. «C'est nous qui sommes sur le terrain et qui savons très bien quels sont les problèmes et les inconvénients qui font échouer les programmes de mise à niveau des entreprises», a-t-il tenu à préciser. De son côté, le DG de la PME a tenté de rassurer les entrepreneurs et les industriels sur l'importance de ce programme qui permettra aux entreprises une mise à niveau des capacités de gestion et d'organisation, de la maîtrise des connaissances et des innovations, de la qualité de l'entreprise et de ses produits ainsi que sur la gestion des ressources humaines. Mais les industriels restent peu convaincus et évoquent les obstacles dressés par les différentes administrations, par la douane et les banques, ce qui entrave toute initiative de relance économique. D'ailleurs M.

Ezzeghaimi interpella le directeur de la PME en lui demandant: «avez-vous le pouvoir de stopper la bureaucratie ?», ce à quoi M. Brahiti a répondu que: «nous ne pouvons pas applaudir avec une seule main», en faisant allusion à une participation plus grande des entreprises algériennes à ce programme.

Enfin et tout en annonçant la création d'une commission externe qui aura pour mission de mener des enquêtes techniques et financières, afin d'assurer la traçabilité des opérations mises en œuvre par l'opérateur dans le cadre de ce programme, le DG de la PME a invité les industriels et les entrepreneurs de la Mitidja à participer à l'élaboration du programme des 2^{ème} assises nationales de l'industrie. Celles-ci étant prévues pour le mois d'octobre prochain et ce, afin de se concerter et d'éviter les erreurs du passé.

La rue d'Alger de nouveau squattée

Les commerçants ayant pignon sur rue, à la rue d'Alger, ne savent plus que faire devant la prolifération de vendeurs à la sauvette qui ne laissent aucune place vide. Cette rue très commerçante a déjà fait l'objet, voilà quelques années, d'une opération coup-de-poing qui l'a vidée de ses innombrables charrettes qui rendaient la circulation automobile et même piétonne très difficiles.

Les services concernés avaient, à l'époque, eu toutes les difficultés pour déloger les marchands ambulants qui proposaient toutes sortes de marchandises sur des étals montés sur des remorques ou carrément sur le sol, très sollicités d'ailleurs par les citoyens car les prix étaient très bas par rapport à ceux pratiqués dans les magasins. Puis, depuis maintenant

quelque temps, nous avons pu voir réapparaître quelques vendeurs qui se sont multipliés pour occuper actuellement la quasi-totalité de la surface de la rue déjà étroite. D'un autre côté donc, ce sont les commerçants qui possèdent des magasins le long de cette rue qui se sentent lésés par cette concurrence qu'ils qualifient d'illégale puisque ceux qui pratiquent le commerce informel ne paient ni impôts ni charges, ce qui leur laisse une marge de bénéfice assez large qu'ils mettent à profit pour vendre moins cher.

Ils ont adressé une pétition à l'APC avec des copies pour information au wali, à la DCP et aux services de police pour «tirer la sonnette d'alarme sur cette situation d'anarchie qui prévaut dans cette rue». Les commerçants

veulent aussi attirer l'attention des autorités concernées contre les risques de voir ce commerce se transformer en commerce illégal de drogue et d'autres produits dangereux sous couvert d'une activité commerciale.

En plus, les vols et les agressions sont devenus «monnaie courante» selon eux. Ces mêmes commerçants menacent de recourir à une grève illimitée si une solution n'est pas trouvée pour faire retrouver sa quiétude à la rue d'Alger et affirment que «nous irons jusqu'à mettre la clef sous le paillason avant de geler notre activité auprès du CNRC et aller ainsi grossir les rangs des marchands de l'informel, ce qui nous évitera donc de payer les impôts et les autres charges».

T. M.

LAGHOUAT

Un programme de 9.000 logements sociaux locatifs

Les travaux de réalisation d'un programme de 9.000 logements sociaux locatifs (LSL), dans la wilaya de Laghouat seront lancés au cours de cette année 2011, a indiqué le directeur local de l'Office de la promotion et de gestion immobilière (OPGI). «Il est projeté, à ce titre, le lancement, avant la fin avril, d'une tranche de 2.500 unités, le reste du programme, en phase d'étude technique et de sélection d'assiettes foncières dans les communes concernées, sera lancé ultérieurement», a-t-il précisé. Con-

cernant les programmes destinés à la lutte contre l'habitat précaire, il est aussi prévu la réception de 3.200 unités réparties entre les régions de Bellil (1.200 unités), Laghouat (812 unités) et Aflou (500 unités). S'agissant du logement de type social participatif (LSP), une tranche de 628 unités est actuellement en cours de réalisation et sera livrée au cours de 2011.

La construction de 1.054 logements de même type ainsi qu'une tranche de 100 unités à Aflou, sont en phase de finalisation de leurs

procédures administratives. Au cours de l'année 2010, il a été réceptionné et attribué 26 logements promotionnels au chef-lieu de wilaya, dans le cadre de l'essai de ce type de logement, en vue d'évaluer sa réussite qui déterminera la poursuite de ce type de programmes, selon le même responsable. Dans le cadre du programme quinquennal 2005-2009, la wilaya de Laghouat s'est vue accorder un programme de 5.952 LSL, destinés à l'éradication de l'habitat précaire, a rappelé le directeur de l'OPGI.

MÉDÉA

Ils agressaient les auto-stoppeurs

Rabah Benaouda

Une dangereuse bande de malfaiteurs, composée de cinq individus âgés de 22 à 29 ans, spécialisée dans l'attaque et le vol, sous la menace d'armes blanches, de citoyens auto-stoppeurs que ces individus prenaient à bord d'un véhicule loué auparavant auprès d'une agence, vient d'être démantelée par les éléments de la gendarmerie nationale de la wilaya de Médéa.

En effet, selon le communiqué de presse qui nous a été remis dimanche dernier à l'état-major de ce corps de sécurité, les faits de cette affaire criminelle ont eu lieu entre le 30 janvier dernier et le 27 mars écoulé et dont ont été victimes pas moins de seize citoyens habitués du marché hebdomadaire à bestiaux de la commune de Boughezoul, située au sud de Médéa. Ces seize victimes ayant déposé des plaintes au niveau des brigades territoriales de la gendarmerie nationale de Berrouaghia, Ksar El-Boukhari et Aïn Boucif. Plaintes selon lesquelles ces citoyens victimes ont été pris en auto-stop, emmenés dans un endroit désert puis attaqués et délestés, sous la menace d'armes blanches, de tous les objets de valeur (argent, téléphones portables, habillement...) qu'ils avaient sur eux. Dès lors, un plan a été mis en place avec l'installation de plusieurs barrages fixes sur les axes routiers menant vers les trois localités en

question et repartant vers la commune de Boughezoul. Un plan qui allait cependant tarder à donner ses fruits, du fait que les individus malfaiteurs changeaient constamment de véhicules qu'ils louaient auprès d'agences à Zéralda, Tipaza, Bou Smail... Cependant, la perspicacité et la patience des éléments des trois brigades territoriales concernées, bien épaulés par ceux de la section de recherches de la gendarmerie nationale de Médéa allaient apporter leurs fruits, avec l'aide précieuse des éléments de la garde communale de Boughezoul et les responsables de l'établissement public hospitalier de Ksar El Boukhari. Et c'est ainsi que le 27 mars écoulé, à 7h30 du matin, un appel téléphonique de la garde communale parvenait à la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Boughezoul. Il faisait état de l'agression suivie de vol dont venait tout juste d'être victime un citoyen, T.B. âgé de 59 ans, auto-stoppeur se rendant au marché à bestiaux de Boughezoul, de la part de trois individus âgés entre 22 et 24 ans et circulant à bord d'un véhicule de tourisme de couleur grise au lieu-dit «Seddara» dans la commune de Boughezoul, sur le chemin de wilaya n°20, menant vers la RN1. Moins de deux heures plus tard, un autre appel téléphonique, provenant de l'EPH de Ksar El-Boukhari, parvenait au siège de la même brigade. Il faisait également état de

l'agression à l'arme blanche, sur les deux mains, dont venait d'être victime un citoyen, R.M., âgé de 45 ans, qui venait d'être, lui aussi, attaqué et délesté de tous ses objets de valeur après avoir été pris en auto-stop par trois individus, qui circulaient à bord d'un véhicule de tourisme de marque Nissan de couleur... grise; C'était suffisant pour les éléments de la gendarmerie nationale qui arriveront à localiser et arrêter, le jour même, trois individus répondant aux initiales B.K., A.S. et B.T., âgés respectivement de 29, 24 et 22 ans, qui ne tarderont pas à donner les noms de leurs deux autres acolytes qui se feront arrêter à leur tour. Il s'agit de M.S. et K.S., âgés respectivement de 23 et 22 ans. Les cinq individus étant tous originaires des environs de la commune de Boughezoul.

Présentés le 31 mars devant le procureur de la République, près le tribunal de Ksar El Boukhari, ces cinq individus ont été placés sous mandat de dépôt, sous les chefs d'inculpation d'association de malfaiteurs, vols qualifiés sous la menace d'armes blanches, menaces d'assassinat, coups et blessures volontaires, possession et consommation de stupéfiants. Alors que plusieurs objets de valeur (argent, veste en cuir, téléphones portables...) ainsi que des armes blanches (épées, couteaux) et du kif traité (4 gr) ont été retrouvés dans le véhicule en question et saisis.

Le patrimoine à l'honneur



Les musées, les sites et les monuments historiques de la wilaya de Médéa seront à l'honneur, à la faveur de journées portes ouvertes qui seront organisées à l'occasion du mois du Patrimoine, ont indiqué les responsables de la direction de la Culture. Durant toute la durée de cet événement qui aura lieu du 18 avril au 18 mai prochains, des visites guidées à travers les nombreux sites et monuments historiques de la région seront organisées à l'intention du public désireux d'apprendre un peu plus sur l'histoire de ces lieux. Ces visites permettront également de faire sortir de l'ombre, des hommes et des femmes qui ont façonné l'histoire de la région du Titteri durant

plusieurs siècles. Parmi les sites retenus pour cette opération de «promotion» et de «valorisation» du legs historique local, les organisateurs ont opté pour la ville romaine de «Rapidum», située dans l'actuel commune de Djouab, à l'est de Médéa, mais aussi «Achir», dans la commune de Kef Lakhdar, première ville moderne fondée par la dynastie Zéride.

Le programme tracé prévoit également des visites aux mausolées de Sidi Sahraoui et du Cheikh El-Berkani, implantés dans l'ancien noyau de la ville de Médéa.

Les villes de Médéa et d'El-Aissaouia, au nord-est du chef-lieu de wilaya, qui abritent respectivement le musée régional des

arts et des traditions populaires et le musée, dédié à l'héroïne de la résistance populaire Lalla Fatma Nsoumer, auront le privilège d'accueillir, à cette occasion, des visiteurs avides de connaître davantage l'histoire de cette figure marquante de la résistance nationale. Cette initiative donne l'opportunité au public, notamment les jeunes universitaires, de découvrir certains pans enfouis de l'histoire de la région du Titteri, pour d'autres, de parfaire leurs connaissances en la matière.

Par cette initiative, les organisateurs affichent enfin leur volonté de faire sortir également de l'anonymat les innombrables personnalités qui ont marqué l'histoire de cette région, telles Cheikh Fodil Skander, l'érudit Mohamed Bencheneb, ou les grandes figures de la culture nationale comme, Hassan el Hassani, et Mahboub Bati.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 jourmada el aouel 1432

El Fedjr 04h58	Dohr 12h50	Assar 16h27	Maghreb 19h17	Icha 20h38
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



APC de Constantine L'attente des travailleurs du filet social

A. Mallem

Des travailleurs communaux activant dans le cadre du filet social et payés 3 000 dinars par mois en guise de salaire, nous ont contacté hier pour nous exposer leur situation qu'ils qualifient de «misérable».

«C'est une honte aujourd'hui pour notre pays, indépendamment depuis près d'un demi-siècle et possédant des richesses énormes, alors qu'on continue de rétribuer le travail fait par un père ou une mère de famille par un salaire de misère. Pourtant, nous faisons le même travail que le personnel permanent », s'est écriée une mère de famille divorcée ayant quatre enfants à charge. Le nombre de ces travailleurs temporaires dispatchés entre les directions centrales de la mairie et les 9 secteurs urbains de la commune a été évalué à 1 000 et il est pratiquement le même que celui des permanents activant dans les services communaux. «Ce qui laisse penser, assure un cadre administratif de la mairie, que si ces agents décident de débrayer, l'administration communale sera bloquée à tous les niveaux ou connaîtra de réelles difficultés pour satisfaire les besoins journaliers des citoyens. Et Dieu sait si ces besoins sont chaque jour plus nombreux et pressants».

Enfin, il reste à signaler que l'écrasante majorité des travailleurs du filet social sont des femmes qui représentent autant de cas sociaux (veuves, divorcées et nécessiteuses qui ont toutes de nombreux enfants à charge). Pour un grand nombre d'entre

eux, ces agents communaux sont en poste depuis plus d'une décennie. «Le plus ancien totalise 17 ans de service», précise un membre du groupe qui nous a contacté.

Pour rappel, le dimanche 3 avril courant, une soixantaine de ces travailleurs se sont rassemblés devant le cabinet du wali pour revendiquer leurs droits, mais des collaborateurs du chef de l'exécutif de wilaya les ont orientés vers la mairie centrale où ils se sont rendus aussitôt pour tenir un sit-in.

Par la suite, des délégués désignés par les manifestants ont été reçus par le secrétaire général de l'APC, M. Bettine qui, selon leurs dires, les a rassurés en leur faisant comprendre que l'administration communale est au courant de leur situation et que leur corps n'a pas du tout été marginalisé. Le représentant du maire leur a expliqué qu'ils seront régularisés au fur et à mesure de la création de nouveaux postes d'emplois qui leur seront octroyés par la tutelle et, à cet effet, M. Bettine a cité le cas de la centaine d'entre eux, 17 autres, qui ont été régularisés récemment lorsque l'APC a bénéficié d'un nombre égal de postes de gardiennage. Il leur a expliqué aussi la méthode de régularisation qui prend en compte, en premier lieu, le critère de l'ancienneté. «Nous avons été convaincus par le secrétaire général, mais il n'en demeure pas moins que nous restons dans l'attente de la réalisation de ses promesses», a affirmé le groupe de travailleurs qui n'a pas écarté l'éventualité de recourir, le cas échéant, à la grève pour faire aboutir leurs revendications.

Un comité pour suivre les chantiers de l'éducation

Un comité de suivi pour faire accélérer les chantiers des établissements scolaires a été installé avant-hier par le wali, en prévision de la rentrée scolaire 2011/2012, indique un communiqué de la cellule de communication de la wilaya de Constantine.

De la sorte, les autorités locales et les responsables du secteur de l'éducation ainsi que les responsables du logement et des équipements publics (DLEP) s'attellent d'ores et déjà à la relance des chantiers en cours de réalisation ou pas encore lancés, afin d'assurer la réception des projets dans les délais impartis et garantir une rentrée scolaire dans de bonnes conditions. Le communiqué signale que 14 établissements scolaires, trois lycées, dont un prévu à la nouvelle ville Ali-Mendjeli, 4 CEM implantés également à Ali Mendjeli et dans la commune de Benbadis ainsi que 7 groupements scolaires dans la ville de Massinissa et dans les communes de Didouche Mourad et Ain-Abid sont concernés par le renforcement des chantiers et l'accélération des cadences. «Un comité de suivi a été désigné par le wali lors de la réunion du conseil de l'exécutif de la wilaya tenu dernièrement et aura pour mission le suivi permanent de l'évolution des différents chantiers», lit-on dans ce communiqué qui ajoute que «les membres de celui-ci devront

aussi présenter un point de la situation à chaque réunion du comité exécutif de la wilaya et signaler toute contrainte freinant l'avancement des travaux».

De leur côté, la direction de l'éducation et les chefs des daïras concernées doivent présenter le rapport relatif à l'avancement des chantiers scolaires. Pour la réalisation des 4 classes de l'école Feradj à Djebel Ouahch, indique-t-on, les directions de l'éducation et de la DLEP ainsi que les services de la DRAG ont été exhortés à activer l'opération d'expropriation pour utilité publique afin de dégager l'assiette de terrain devant accueillir les quatre classes. Pour sa part, la commune de Constantine a été chargée de suivre l'opération et doit présenter des rapports hebdomadaires sur l'évolution des chantiers.

Au niveau de la wilaya, selon des statistiques de la direction de l'éducation, signale le communiqué, une classe compte 30 élèves en moyenne. Mais, dans certaines zones où des opérations de relogement massif ont été effectuées, telles que la nouvelle ville Ali Mendjeli et Massinissa et aussi Hricha Amar dans la commune d'Ain-Smara, des surcharges de classes dans les trois cycles scolaires sont signalées et il y a des classes qui comptent plus de 44 élèves.

A. M.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

02 jomada el aouel 1432

El Fedjr 04h45	Dohr 12h36	Assar 16h13	Maghreb 19h03	Icha 20h24
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Un bus percute trois véhicules, huit blessés

Pour des raisons qui seront déterminées par l'enquête ouverte par les services de la sûreté de wilaya, un bus assurant la liaison Sétif-Annaba a fait, lundi, une violente embardée qui a provoqué de légères blessures à huit passagers. Les faits se sont déroulés dans la matinée vers 10 heures, sur la route d'El Ménia, connue à Constantine sous le nom de « descente de la mort ». Le car a fait une embardée et a heurté trois véhicules. Les services de la Protection civile, alertés, se sont rendus sur les lieux pour dispenser les premiers secours aux victimes. La chaussée a été bloquée par le bus arrêté en travers de la route, ce qui a obligé les policiers à intervenir pour réguler la circulation.

La mercuriale refait des siennes

Hier matin, les clients qui faisaient leurs emplettes au marché Boumezzou au centre-ville ont exprimé leur inquiétude sur de nouvelles augmentations des prix des légumes. Ainsi, outre le poulet qui n'est toujours pas descendu en dessous de la barre de 320 dinars le kilo, la pomme de terre, la tomate, la salade par exemple ont soudainement vu leurs prix passer presque du simple au double. Ainsi, la pomme de terre nouvelle était proposée 60 dinars le kilo contre 35, l'avant-veille. Même chose pour la tomate qui est passée de 40 à 100 dinars le kilo. La salade était vendue 120 dinars, etc. Bien sûr, les commerçants tirent leur épingle du jeu en chargeant les grossistes du marché de gros qui, selon leurs dires, augmentent les prix à leur guise, en jouant sur l'offre et la demande.

Temps clément et bonnes affaires

Depuis deux jours, la grande esplanade de la place du Premier Novembre ne désemplit pas de clients venus s'attabler aux nombreuses tables placées par les kiosques de boissons fraîches et autres glaces. Par ce temps printanier particulièrement clément, des dizaines de familles se sont attablées, à la grande satisfaction des commerçants. Effectivement, selon les indications des services de la météorologie de Ain El Bey, le temps sera clément jusqu'à dimanche prochain avec des températures printanières.

Trottoirs et présentoirs

C'est le retour à la case de départ dans la rue commerçante Larbi Ben M'hidi. Après un certain répit, les commerçants de cette rue ont repris possession des trottoirs en y plaçant leurs marchandises, contraignant ainsi les piétons à circuler au milieu de la chaussée. Et cela se complique pour ces derniers, car la circulation est intense et les voitures stationnent des deux côtés.

Et le comble, c'est que le piéton n'a pas intérêt à heurter la marchandise déposée sur le trottoir, sinon il sera pris à partie. **A. C.**

Attribution de locaux aux artisans L'APC d'El Khroub revoit sa copie

A. El Abci

Dans le cadre des tentatives de récupérer des locaux attribués à des artisans mais demeurés fermés depuis plusieurs mois, la mairie d'El Khroub revoit sa copie pour ce qui est des modalités de cession. Ainsi, selon le président de l'APC Nacer Hamaizia, «dans l'avenir, il ne sera plus délivré de contrat dûment signé aux bénéficiaires dès le départ. Dorénavant, il y aura d'abord une cession provisoire des locaux sans contrat avec les concernés, avec la condition d'ouverture et d'entame de l'activité dans un délai d'un mois. Ce ne sera qu'une fois cette condition satisfaite, que le contrat sera paraphé». Et notre interlocuteur d'ajouter que «dans le cas contraire, le récalcitrant se verra dépossédé du local et son attribution se fera au profit d'un autre postulant». Le maire d'El Khroub affirme que «toutes ces décisions ont été prises avec l'ac-

cord de la wilaya». L'existence entre les deux parties d'un contrat signé faisait que pour récupérer le local, il fallait recourir aux tribunaux, ce qui représentait un véritable casse-tête et prenait un temps fou pour que l'affaire aboutisse, explique M.Hemaizia.

Selon ce dernier, pas moins de 200 locaux ont été cédés à des artisans, dont 100 situés à l'ancien Souk El Fellah, 68 locaux à la cité Chihani Bachir et 32 à la cité des 900 logements. Toutefois, et jusqu'à maintenant, seuls 60 d'entre eux ont été ouverts, pendant que les 120 restants demeurent toujours fermés sans raison valable. En parallèle, ajoute le maire, il y a une grande crise, du fait de la pression de beaucoup d'autres demandeurs pour bénéficier de locaux de ce genre.

Ces demandes émanent, bien sûr, des bénéficiaires des crédits des différents dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes, à l'instar de l'ANSEJ et l'Angem.

Ibn Badis Un programme de mise en valeur de plus de 400 hectares

Une superficie de 420 hectares, répartie sur deux périmètres agricoles dans la commune d'Ibn Badis (Constantine), fera l'objet d'une mise en valeur par la concession, au titre du programme 2010-2014, a-t-on indiqué à la Direction des services agricoles. Le premier périmètre, situé dans la localité de Si El Haouès, d'une superficie de 300 hectares, sera concédé à 30 agriculteurs, tandis que le second, qui s'étend sur une superficie de 120 hectares à Stah El Maida, sera concédé à 12 paysans, avec une moyenne de 10 hectares pour chaque bénéficiaire, a précisé M. Khodja Taoutaou, chef du service de l'aménagement rural et de la promotion de l'investissement à la DSA. Ces actions, qui s'inscrivent dans le cadre du programme de mise en valeur des terres par la concession, seront menées dans la perspective «d'améliorer les rendements dans les superficies à haut potentiel et nécessitent une enveloppe financière de plus de 100 millions de dinars», a-t-on expliqué. Les deux périmètres en question ser-

vront à la culture des céréales et des fourrages ainsi qu'à la plantation des oliviers. Ils offriront de nouveaux postes d'emploi dans la région et amélioreront les conditions de vie des populations rurales, a-t-on ajouté, soulignant que l'éligibilité des 42 bénéficiaires a été établie par une commission ad hoc de wilaya. «Les services en charge de l'agriculture à Constantine encouragent les agriculteurs des zones montagneuses, dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique nationale de reconversion des terres céréalières à faible rendement, à adopter des cultures arboricoles (amandiers, cerisiers, pêchers et autres arbres fruitiers), a-t-on encore expliqué.

Rappelons que la wilaya de Constantine avait bénéficié entre 1999 et 2004, dans le cadre du programme de mise en valeur par la concession, de six autres projets pour une superficie de 2.280 hectares à travers les communes de Ain Abid, d'Ibn Badis, de Mes-saoud-Boudjeriou, de Didouche Mourad et Beni H'midene, en faveur de 214 bénéficiaires.

Ouled Rahmoune a besoin de plus de logements

Faisant le point sur les quotas de logements dont a bénéficié sa commune dans les segments social et rural, le président de l'APC de Ouled-Rahmoune, M. Slimane Zellali, a déclaré hier «qu'un lot de 20 logements sociaux, qui viennent d'être complètement achevés dans l'agglomération de Bounouara, seront distribués prochainement, c'est-à-dire dès que l'opération de tri des dossiers, qui est en cours au niveau de la daïra d'El Khroub, sera achevée», a-t-il indiqué.

Ce dernier a ajouté que 30 autres logements de ce type, dont la réalisation vient d'atteindre le taux de 50 %, seront distribués au niveau de cette même agglomération. «Dans le même cadre, affirme le président de l'APC, nous avons bénéficié d'un quota de 220 logements destinés à Ouled Rahmoun centre, dont le taux de réalisation est aujourd'hui à hauteur de 85 %. Pour le village d'El-Gourzi, nous avons obtenu 40 logements de même

type dont le taux de réalisation atteint 90 %, donc prochainement terminés». Passant au chapitre du logement rural, M. Zellali a rappelé que la commune de Ouled-Rahmoun a bénéficié d'un quota de 509 logements, et ceux-ci ont été distribués selon les besoins des habitants des agglomérations environnantes. A cet effet, le chef-lieu de la commune a obtenu 255 unités, El-Gourzi 126 et Bounouara 128. «A ce propos, a-t-il signalé, il faut ajouter les 42 logements provisoirement attribués au mois de février dernier et dont la liste des bénéficiaires était déjà arrêtée, tout en précisant que les dossiers de ces logements se trouvent encore au niveau de l'antenne locale de la commission nationale du logement (CNL) pour leur affectation et distribution définitive».

Revenant au logement social participatif ou LSP, le premier magistrat de cette commune a déclaré que Ouled Rahmoun a bénéficié d'un quota de

100 logements dont le taux de réalisation a atteint 90 %, et de 100 autres dont les bénéficiaires sont déjà connus et leur liste déposée au niveau de l'OPGI de Constantine. Ces logements en cours de réalisation seront distribués dès leur achèvement, a assuré le maire en indiquant que le taux de réalisation de ces unités vient d'atteindre 60 %.

«Malgré cela, a ajouté le président de l'assemblée populaire communale, ce programme reste très loin des besoins en logements de différents types exprimés par la population de la commune de Ouled-Rahmoun, lesquels besoins ont été évalués à plus de 2 000 demandes. Mais nous espérons que le déficit sera résorbé au fur et à mesure des programmes qui nous seront alloués, ceci, d'autant plus que la question de la disponibilité des assiettes foncières ne se pose nullement au niveau de notre commune ».

A. M.

Proxi mité

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information

Mort suspecte à Derb

Le corps sans vie d'une jeune femme, âgée de 21 ans, a été découvert dans une maison à Hai Derb. Le corps de la victime présentait des traces de violences et des écorchures au visage. L'hypothèse du crime n'est pas écartée. Le corps a été déposé à la morgue pour les besoins d'autopsie. Une enquête a été ouverte.

Chute mortelle à El Kerma

Un quadragénaire a été victime d'une chute mortelle, hier à El Kerma. L'infortuné a chuté du quatrième étage d'un immeuble en construction. La dépouille mortelle a été évacuée vers la morgue du centre hospitalo-universitaire d'Oran. Une enquête a été ouverte. **J.B.**

ORAN

P. 11 & 13

LE MOUVEMENT DE CONTESTATION SUSPENDU

**Le conseil syndical
de la CNAS
obtient gain
de cause**

**Les hippomobiles
réinvestissent
les rues d'Oran**

HASSI BOUNIF

**Des habitants
réclament
l'amélioration
de leur cadre de vie**

Des appareils de radiothérapie en panne au CHUO

La grande détresse des cancéreux

P. 11



El-Bayadh

P.14

**La comptabilité
de l'hôpital Boudiaf
sous la loupe**

Aïn-Témouchent

**L'AFS,
les quotas
et les cancéreux**

Sidi Bel-Abbès

**Une nouvelle
réhabilitation
de l'ex-place Carnot**

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Tu, toi et tais-toi



Manger tue, mais la faim tue plus. Boire tue, mais on peut mourir de soif aussi. Respirer tue, surtout de nos temps, où les pots d'échappement ont fait l'union avec les hauts fourneaux. Faut-il lutter contre cette industrialisation, quand on sait que le chômage tue ? Il y a qu'à voir le nombre de battaline qui mettent fin à leur vie. Mais les todjar aussi pensent que le fisc tue. Au choix donc, mourir d'un excès de fisc ou par manque de fric fixe. Donc si le fisc tue, le chômage tue, c'est que l'Etat tue, déduira le simple d'esprit, puisse Dieu avoir son âme.

L'ennui tue, l'oisiveté tue. Trop de travail tue. Aimer tue, mais chez nous, c'est très rare, car on ne s'aime pas. La preuve on s'entretue. Attendre tue, mais ça dépend ce qu'on attend. Attendre un bus, c'est rien. Mais attendre que les choses changent d'elles-mêmes sans

lever le petit doigt, ça tue forcément. Il n'y a qu'à voir le nombre de personnes qui sont mortes bel ghossa et les autres qu'une fakra a tués, pour s'en convaincre.

La mort tue, est un thème

philosophique, on ne s'y attardera pas. Mais voter tue-t-il ? Un mauvais vote tue, tu ne veux pas me croire ? Corrompre tue l'économie et la crédibilité du bled. Corrompu qui es-tu ? Ces fous tuent. Hésiter tue. Penser tue. Chez nous on aime rester le plus longtemps possible en vie, amala on pense qu'à nos panes. Refouler tue. Oublier tue. Confondre. Répéter tue, surtout répéter l'Histoire. La prison on veut la rendre plus agréable, afin que ceux qui tuent ne puissent pas dire que la prison tue. Pistonner tue. Vérifiable dans le secteur public. Grossir. Maigrir tue.

L'hiver tue. Le Soleil tue. Les fumeurs meurent. Les enfants meurent. Les soldats meurent, ils sont payés pour. Les pauvres meurent, personne ne s'empresse de leur faire paraître un avis de décès sur le journal, contrairement au riche qui meurt. Les vieux meurent, les jeunes meurent, les malades meurent, autant donc profiter de la vie.

Centre Culturel Français Oran

Angélique Ionatos
Bernard Noël et Edith Azam



Poésie et musique

> Samedi 9 avril : 18h
> Centre Culturel Français
www.ccf-oran.com

Instituto Cervantes Oran

Présentation livre: « La burqa comme excuse »
(Par Wassila Tamzali)

Samedi 16 Avril à 16h00
Institut Cervantès

Suite à la demande de l'Institut espagnol de la Femme, Wasila Tamzali, a écrit "La burqa comme excuse", édité -pour l'instant- uniquement en espagnol. L'auteur, une fois de plus, réclame les droits de la femme dans le monde musulman et attire l'attention sur les perceptions déformées qu'a la société européenne au sujet des femmes dans les pays musulmans...



Yasmina KHADRA à l'ICO

Lundi 18 Avril à 16h00
Institut Cervantès

La bibliothèque de l'Institut Cervantès d'Oran a dédié un rayon aux œuvres de Yasmina Khadra éditées en espagnol. A cette occasion, l'auteur algérien le plus international visitera les installations de l'IC, et s'entretiendra avec le public assistant.



Instituto Cervantes de Oran
13, rue Beni Soulem (ex. Léonie) Boulanger 31023 Oran - Algérie
Tél.: +213 (0) 41 359 661
<http://oran.cervantes.es>

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► **Samedi 09 avril à 16h00**
«**KOURSSI EL HAKEM**»

Adaptation collective
Mise en scène: Gharbi Khaled Ben Messaoud
Résumé: un professeur d'université vient d'être désigné à la tête du gouvernement. Mû par son intégrité et sa conscience sociale, il entreprend une action de prospection dans les profondeurs de la société en s'y introduisant par le truchement d'un déguisement. Ainsi pour prendre la mesure réelle de la pauvreté, il tente d'accéder au cœur de la cellule familiale en choisissant celle de «Sabet Ayoub» comble de l'ironie il se retrouve, par on ne sait quel stratagème, derrière les barreaux, dans un commissariat de quartier. (TRO)



► **Lundi 11 avril à 18h00**
Concert de Musique
Avec : **MOHAMED CHAIEB**
Dans le cadre événement Tlemcen «capitale de la culture islamique» (TRO)

CINÉMATHÈQUE D'ORAN

► **Mercredi 06 avril**

-14h30: «**Essaha la place**» de Dahmane Ouzid (Alg/2010)
-17h00: «**Hors la loi**» de Rachid Bouchareb (ALG/2010)

Air Méditerranée

Lundi	
Oran - Paris(CDG)	
Départ	Arrivée
14h20	17h55
Mercredi	
Oran - Orly. Sud	
Départ	Arrivée
14h15	17h45
Vendredi	
Oran - Paris (CDG)	
Départ	Arrivée
14h55	16h30

ALGÉRIE FERRIES



AVRIL

DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Mer 06 - 18h00	Jeu 07 - 07h00
ALICANTE / ORAN	
Jeu 07 - 19h00	Ven 08 - 07h00

TRAIN



Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h30
08h00	12h00
12h30	17h36
15h00	19h00
ALGER - ORAN	
06h25	11h30
08h00	12h00
12h30	17h36
15h00	19h00
ORAN - TLEMCEM	
07h35	09h56
TLEMCEM - ORAN	
10h30	12h49
ORAN - MAGHNIA	
12h50	16h22
MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
TLEMCEM- GHAZAOUET	
16h30	19h42
GHAZAOUET- TLEMCEM	
04h30	07h40
ORAN - CHLEF	
16h15	18h29
CHLEF - ORAN	
05h40	07h56
ORAN - RELIZANE	
16h40	18h18
RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17
ORAN - SBA	
17h15	18h38
SBA - ORAN	
06h15	07h31
ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
13h30	14h31
17h02	18h03
TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h15
09h30	10h34
05h05	06h05

AIR ALGÉRIE

Mercredi	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	14h30
Oran - Alger	15h50
Oran - Alger	16h50
Oran - Alger	17h15
Oran - Alger	18h15
Oran - Alger	22h00
Oran - Constantine	08h00
Oran - Timimoun	13h00
Vol	Départ
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	12h45
Alger - Oran	15h05
Alger - Oran	16h30
Alger - Oran	18h00
Alger - Oran	20h15
Constantine - Oran	10h15
Timimoun - Oran	15h55

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	14h30
Oran - Alger	16h50
Oran - Alger	18h15
Oran - Alger	22h00
Oran - Tamenrasset	13h15
Oran - Ghardaïa	13h15
Oran - Adrar	17h50
Oran - Annaba	14h00
Vol	Départ
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	11h15
Alger - Oran	12h45
Alger - Oran	14h45
Alger - Oran	15h05
Alger - Oran	17h15
Alger - Oran	18h00
Alger - Oran	20h15
Adrar - Oran	10h45
Annaba - Oran	16h30

Vendredi	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	11h45
Oran - Alger	14h30
Oran - Alger	15h00
Oran - Alger	16h50
Oran - Alger	18h15
Oran - Alger	20h00
Oran - Alger	22h00
Oran - Batna	11h55
Oran - Béjaïa	16h40
Oran - Ouargla	09h40
Oran - Ain Aménas	09h40
Oran - Constantine	07h00
Vol	Départ
Alger - Oran	05h45
Alger - Oran	07h45
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	12h45
Alger - Oran	15h05
Alger - Oran	16h30
Alger - Oran	18h00
Alger - Oran	20h15
Tamanrasset - Oran	06h15
Ghardaïa - Oran	09h15
Batna - Oran	14h05
Béjaïa - Oran	18h30
Ouargla - Oran	16h15
Ain aménas - Oran	14h15
Constantine - Oran	09h15

INTERNATIONAL

Mercredi	
Oran - Marseille	09h00
Oran - Paris (Orly)	09h25
Oran - Alicante	14h45
Jeudi	
Oran - Paris-Orly	09h25
Oran - Lyon	08h50
Oran - Jeddha	17h45
Vendredi	
Oran - Paris (CDG)	12h45
Oran - Paris (Orly)	09h25
Oran - Toulouse	09h00
Oran - Marseille	09h00
Oran - Casablanca	07h50
Oran - Alicante	14h45

AIGLE AZUR

Jeudi	
Marseille - Oran	11h45
Paris-Orly - Oran	17h20
Oran - Marseille	12h45
Oran - Paris-Orly	18h40
Vendredi	
Orly - Oran	17h20
Oran - Paris-Orly	18h40

الخطوط التونسية TUNISAIR

Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi	
10h10	11h00
Jeudi	
10h10	11h00

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Billets	Achat	Vente
1 USD	71,08	75,42
1 EUR	100,70	106,88
1 CAD	72,42	76,87
1 GBP	116,29	123,42
100 JPY	88,00	93,43
1 SAR	18,95	20,11
1 KWD	255,67	273,26
1 AED	19,35	20,54
100 CHF	7.893,72	8.378,16
100 SEK	1.123,96	1.192,96
100 DKK	1.350,41	1.433,24
100 NOK	1.271,76	1.349,99
Chèque de voyage	Achat	Vente
1 USD	71,80	75,42
1 EUR	101,72	106,88
1 CAD	73,16	76,87
1 GBP	117,47	123,42
100 JPY	88,89	93,43
100 CHF	7.973,86	8.378,16
100 SEK	1.135,38	1.192,96

COURRIER EXPRESS

KAZI - TOUR
Alger : 021.49.70.84
Oran: 041.58.77.56
Mostaganem: 070.91.38.03
Tlemcen: 070.87.96.35

TRANSPORTEUR SAFIR
Oran - Alger: 061.20.20.45
Constantine: 072.45.78.62
El Eulma: 072.90.40.89
El Eulma - Sétif: 071.43.61.49

ANDERSON NATIONAL EXPRESS
Groupage marchandises
Oran :070.32.59.29 / 070.94.69.31
070.92.87.28 - Alger:021.51.33.44
Fax: 021.51.47.27

TRANSPORT EXPRESS MISSOUM
Agent de Fret agréé
Transport marchandise
Benues + Plateaux -
0773.80.58.17

BRYA EXPRESS
Alger : 021.45.21.60
Oran : 041.32.33.46
Hassi. Messaoud : 0661.25.75.64

MÉTÉO

MERCREDI	JEUDI
ORAN	
Plutôt ensoleillé Max.24-Min.11	Peu nuageux Max.23-Min.11
MOSTAGANEM	
Plutôt ensoleillé Max.26-Min.12	Plutôt ensoleillé Max.23-Min.12
TLEMCEM	
Plutôt ensoleillé Max.23-Min.11	Averses éparses Max.22-Min.11
MASCARA	
Plutôt ensoleillé Max.26-Min.10	Plutôt ensoleillé Max.23-Min.10
TIARET	
Peu nuageux Max.23-Min.9	Plutôt ensoleillé Max.20-Min.8
CHLEF	
Peu nuageux Max.26-Min.14	Plutôt ensoleillé Max.23-Min.14
BÉCHAR	
Plutôt ensoleillé Max.27-Min.13	Plutôt ensoleillé Max.27-Min.13
ALGER	
Peu nuageux Max.23-Min.12	Peu nuageux Max.24-Min.12
CONSTANTINE	
Plutôt ensoleillé Max.23-Min.8	Peu nuageux Max.24-Min.9
ANNABA	
Peu nuageux Max.21-Min.11	Peu nuageux Max.24-Min.12

Des appareils de radiothérapie en panne au CHUO La grande détresse des cancéreux

Houari Barti

Les séances de radiothérapie que doivent subir régulièrement les malades cancéreux au niveau du CHU d'Oran ne se font désormais plus, et ce depuis une dizaine de jours, selon différents témoignages.

La cause: les deux appareils de radiothérapie dont dispose le service spécialisé sont en panne, l'un depuis une quinzaine de jours et l'autre depuis un peu plus d'une semaine. Une situation qui a poussé hier une trentaine de malades, essentiellement des femmes venues de plusieurs wilayas de l'Ouest, qui suivent un traitement locorégional de différents types de cancer au niveau du service de radiothérapie du CHU d'Oran à se rassembler devant le siège de la direction générale de l'hôpital pour dénoncer cette situation des plus alarmantes. La majorité de ces femmes ont parcouru des centaines de kilomètres afin de suivre ces séances de radiothé-

rapie. Originaires de Tiaret, Sidi Bel-Abbès, El-Bayadh ou Bougtoub, elles sont souvent seules à se battre corps et âme contre la maladie, mais aussi et surtout contre la bureaucratie et l'indifférence. « Moi je viens d'El-Bayadh. Il ne me reste qu'une seule séance. Et à chaque fois que je viens, on me dit la même chose: vous revenez tel ou tel jour. Cette fois, c'est sûr, l'appareil sera réparé.

Cela dure depuis une dizaine de jours maintenant », témoigne une des malades qui soigne une tumeur au sein. Pour ce qui est des conséquences de cette irrégularité des séances de radiothérapie, les spécialistes en oncologie sont unanimes: « Cette perturbation peut remettre en cause l'efficacité de tout le traitement. » Selon les mêmes sources, « il n'y a pas d'autre solution que de réparer les deux appareils, car on ne peut même pas orienter nos malades vers d'autres centres du pays, tels que ceux de Blida et d'Alger

qui sont déjà largement dépassés par le nombre important de malades qu'ils ont à traiter».

A noter que la radiothérapie est une méthode de traitement locorégional des cancers, utilisant des radiations pour détruire les cellules cancéreuses en bloquant leur capacité à se multiplier. L'irradiation a pour but de détruire toutes les cellules tumorales tout en épargnant les tissus sains périphériques. La radiothérapie est utilisée chez plus de la moitié des patients ayant un cancer. Elle est, avec la chirurgie, le traitement le plus fréquent des cancers et peut entraîner une guérison à elle seule. Elle peut être utilisée seule ou associée à la chirurgie et à la chimiothérapie. Ses indications sont liées au type de la tumeur, à sa localisation, à son stade et à l'état général du patient. Elle peut être faite en ambulatoire, c'est-à-dire sans hospitalisation, car les séances sont de courte durée et les effets secondaires moindres que lors d'une chimiothérapie.

Le mouvement de contestation suspendu Le conseil syndical de la CNAS obtient gain de cause

Sofiane M.

Le mouvement de contestation annoncé pour la journée d'hier par le conseil syndical de la Caisse nationale de l'assurance sociale de la wilaya d'Oran, n'a pas eu lieu. Le conseil syndical a obtenu finalement, gain de cause. «La DG de la CNAS s'est engagée à prendre en charge la quasi-totalité de nos revendications socioprofessionnelles. Nous avons assisté à une réunion avec le staff de la DG à Alger, où nous avons réussi à avoir une prise en charge effective de plusieurs points soulevés par les travailleurs et notamment la régularisation de la situation du personnel (promotions et autres) et le règlement immédiat des cas de cadres faisant fonction», déclare le SG du conseil syndical de la CNAS de la wilaya d'Oran. Le syndicaliste est revenu d'ailleurs de la capitale avec douze (12) décisions de promotion des cadres faisant fonction avec en bonus le versement avec effet rétroactif des indemnités de poste et des primes différentielles prévues par l'article 70 de la convention collective. «La DG nous a également promis de consacrer un quota pour le recrutement des enfants des travailleurs décédés ou mis à la retraite. Elle s'est aussi engagée à prendre en charge le versement des indemnités de véhicules pour les cadres et d'IEP (indemnité d'expérience professionnelle) pour les agents de sécurité», se félicite le syndicaliste. Concernant la revalorisation du point indiciaire à 40 au lieu de 31 DA, notre source précise que ce point devra être examiné prochainement par le ministère de tutelle. «La DG de la CNAS n'a pas



les prérogatives pour revoir à la hausse le point indiciaire. Nous allons soumettre cette revendication au ministère de tutelle», signale notre interlocuteur. Autre nouvelle annoncée par la même source est la création, dans les prochains jours, d'une fédération nationale regroupant tous les conseils syndicaux de la CNAS pour défendre les revendications des travailleurs. Il est à noter que cette grogne sociale ne

concerne pas que le personnel de la CNAS de la wilaya d'Oran, mais l'ensemble des wilayas du pays. Dimanche un arrêt de travail de deux heures avait été observé par les travailleurs de la CNAS et de la CASNOS de Tizi Ouzou.

Les travailleurs ont soulevé nombre de contraintes auxquelles ils font face. Outre le manque d'effectifs dans les différents services, les travailleurs déplorent les mauvaises conditions de travail, source de pression, ainsi que la mauvaise prise en charge des prestations en matière de remboursement des travailleurs. La confirmation des travailleurs avait également été exigée par les grévistes. Le mouvement de contestation s'est également étendu à d'autres wilayas de l'est du pays, à l'exemple de Constantine où le personnel de la CNAS a dénoncé «le favoritisme et le clanisme instaurés au sein de la caisse et la violation flagrante de la convention collective des travailleurs de la Sécurité sociale».

Aïn El-Turck Neuf harraga condamnés à une amende de six millions

Rachid Boutlélis

Neuf candidats à l'émigration clandestine, parmi lesquels figure un mineur, ont été condamnés chacun à verser une amende d'un montant de 6 millions de centimes, par le tribunal correctionnel d'Aïn El-Turck. Ces harraga ont été interceptés par les gardes-côtes de la marine nationale tôt dans la matinée de vendredi dernier, indiquent nos sources. Leur embarcation de fortune a été repérée au large du village côtier de Cap Falcon d'où ils avaient pris le départ le même jour aux environs d'une

heure du matin. Selon nos sources, ils ont exploité les bonnes conditions météorologiques qui prévalaient le week-end dernier pour tenter leur folle et périlleuse aventure.

Ils ont indiqué aux éléments de la brigade de gendarmerie territorialement compétente auxquels ils ont été livrés, qu'ils projetaient de rallier les côtes de la péninsule Ibérique.

Agés entre 23 et 28 ans, ces candidats à l'émigration clandestine sont originaires pour la plupart des quartiers défavorisés de la wilaya d'Oran tandis que le reste est venu de la région d'Aïn Témouchent.

Rassemblement de journalistes devant l'ENTV

Mokhtaria Bensaâd

Un groupe de journalistes d'Oran ont observé, hier, un sit-in devant le siège de l'ENTV. Un mouvement qui fait suite à l'initiative nationale pour la «dignité de la presse» créée récemment à Alger. Un premier regroupement des professionnels de la presse a déjà été tenu, la semaine dernière, devant la wilaya et qui se veut une mobilisation pour l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des journalistes. Tel que souligné par un membre de ce groupe, «le journaliste écrit tous les jours sur les problèmes des autres, mais ne parle jamais de

lui-même, bien que la corporation souffre depuis des années de conditions de précarité telles que désormais, nous ne pouvons plus nous taire et devons nous mobiliser pour notre cause qui est juste et légitime». Ne portant aucune casquette syndicale ou politique, ce groupe de journalistes se bat pour l'organisation de la presse publique et privée. Selon le représentant de ce groupe, «Notre combat et notre mobilisation sont pour la dignité de la presse. Nous avons établi notre plateforme de revendications et nous interpellons les pouvoirs publics pour qu'ils les prennent en charge».

L'APC d'Oran veut se doter d'un site web

K. Assia

L'APC d'Oran aura son site «web». C'est le projet que les élus locaux auront à approuver, lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire communale qui se tiendra demain à l'hôtel de ville.

Au total, quelque 25 points seront examinés par les élus de la commune d'Oran. L'accent sera mis sur la conclusion de plusieurs marchés avec des entreprises pour la réalisation de différents projets d'aménagement urbain de la ville d'Oran,

à l'exemple de deux projets d'élargissement des deux voies au niveau du secteur urbain Ibn Sina, l'équipement des écoles en chauffage et la dotation de la commune d'un traceur pour délimiter les bandes dans les voies d'accès et routes.

Une délibération sera également approuvée pour l'installation officielle de M. Brahmia Smain, comme délégué à la tête du secteur urbain d'Es-Seddiki. L'assistance procèdera également à la résiliation de certains contrats en matière d'éclairage public.

Prison avec sursis pour pillage de sable

Une peine d'une année de prison avec sursis a été prononcée par le tribunal correctionnel d'Aïn El-Turck à l'encontre du conducteur d'un camion, reconnu avoir commis un pillage de sable. La peine a été assortie d'une amende d'un montant de 5 millions de centimes. Le mis en cause s'est vu également infligé un retrait de permis pour une durée d'une année et son engin a été placé en fourrière. Selon les faits consignés sur l'arrêt de renvoi, une dizaine de jours auparavant, le prévenu au volant

de son camion a percuté un véhicule à hauteur de la localité côtière de St Roch. Sans se soucier du sort de l'automobiliste, il a pris la fuite. Le chauffard a été pris en chasse par un autre automobiliste de passage, témoin oculaire de l'accident, qui a réussi à l'intercepter au niveau de la commune de Mers El-Kébir. Conduit au poste et interrogé par les éléments de la police relevant de la sûreté de daïra d'Aïn El-Turck, il a finalement reconnu, en plus, d'avoir pillé du sable dans ladite localité. **R. B.**

Un homme écroué pour enlèvement

Un repris de justice répondant aux initiales A.S., âgé de 23 ans, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt lancé un mois auparavant par le tribunal d'Aïn El-Turck, a été finalement alpagué, avant-hier dimanche, par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Oran. Il a été transféré vers la sûreté de daïra d'Aïn El-Turck, qui s'est chargée de le présenter devant le magistrat instructeur du tribunal territorialement compétent.

Selon nos sources, le mis en cause est poursuivi dans une affaire liée à un enlèvement, séquestration, torture et menace de mort dont les faits remontent à quatre mois auparavant et ont eu pour cadre un garage à bateau situé dans la localité côtière de Trouville. Nos sources indiquent qu'avec trois de ses complices, qui font partie d'une organisation criminelle, l'interpellé a fait subir à sa victime, un jeune homme, les pires sévices lors de sa séquestration. **R. B.**

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Baouche Ali, 63 ans, 05/04/2011, Bouhenni, Sig
Belhadj Kheïra, 86 ans, 04/04/11, 11 rue Djillali Mohammed,
Tsouria Belaïd Rouba, 77 ans, 04/04/11,
04 rue de la République
Yzidi Ouafia, 81 ans, 04/04/11,
49 rue Tarek Ibn Ziad, Maraval

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 jourmada el aouel 1432
El Fedjr 05h15 Dohr 13h05 Assar 16h43 Maghreb 19h32 Icha 20h52



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET
POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION
IMMOBILIERE
WILAYA DE TLEMCEEN

AVIS D'ADJUDICATION

VENTE DE LOCAUX COMMERCIAUX EN TOUTE
PROPRIETE

L'office de Promotion et de Gestion Immobilière de la Wilaya de Tlemcen met en vente en toute propriété par voie d'adjudication

-Soumissions Cachetées- au plus offrant des locaux à usage commercial et administratif sis à la cite 56 logts promotionnels tagart.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis sont invités à se rapprocher auprès du département finances et comptabilité (DFC) pour le retrait des cahiers de charges contre paiement de la somme de 2.000,00DA.

Les soumissions présentées conformément aux dispositions du cahier de charges doivent être déposées au bureau d'ordre général de l'OPGI (cellule de sécurité et prévention) sous double enveloppe anonyme, l'enveloppe extérieure doit comporter uniquement les indications suivantes :

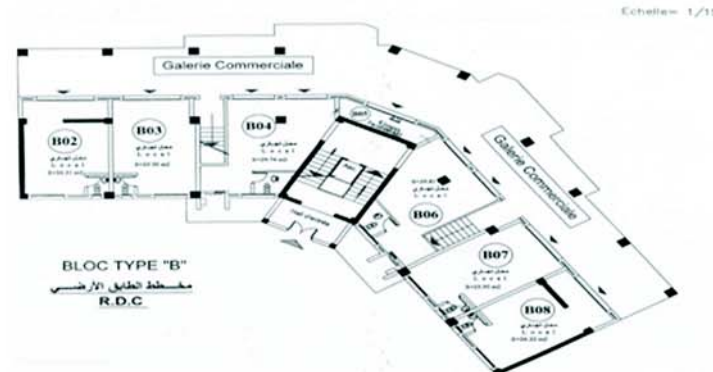
« Monsieur le Directeur Général de l'OPGI de la Wilaya de Tlemcen »

« Soumission de Vente des Locaux Commerciaux Projet 56 Logts Promotionnels à Tagart Kiffane Tlemcen »

La date limite de dépôt des soumissions est fixée à 21 jours à 13h à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.

N° BLOC	N° LOCAL	SUPER LOCAL M²	PRIX M²	MISE A PRIX
A1	02	111,20	250.000,00	27 800 000,00
	37	82,35	250.000,00	20.587.500,00
	38	52,58	250.000,00	13.145.000,00
	08	16,29	250.000,00	4 072 500,00
	11	111,75	250.000,00	27.937.500,00
	12	79,79	250.000,00	19.947.500,00
	13	18,00	250.000,00	4.500.000,00
	14	19,06	250.000,00	4.765.000,00
	39	23,72	250.000,00	5.930.000,00
	40	22,47	250.000,00	5.617.500,00
A2	03	25,24	250.000,00	6.310.000,00
	06	34,07	250.000,00	8.517.500,00
	07	30,96	250.000,00	7.740.000,00
	08	29,86	250.000,00	7.465.000,00
	09	34,03	250.000,00	8.507.500,00
	10	22,92	250.000,00	5.730.000,00
	11	23,07	250.000,00	5.767.500,00
	12	16,33	250.000,00	4.082.500,00
	13	31,59	250.000,00	7.897.500,00
	14	78,98	250.000,00	19.745.000,00
B	02	26,21	250.000,00	6.552.500,00
	03	29,95	250.000,00	7.487.500,00
	04	29,74	250.000,00	7.435.000,00
	06	29,81	250.000,00	7.452.500,00
	07	25,95	250.000,00	6.487.500,00
	08	26,22	250.000,00	6.555.000,00
	39	28,7	250.000,00	7.175.000,00
	40	20,32	250.000,00	5.080.000,00
	10	11,82	250.000,00	2.955.000,00
	11	12,45	250.000,00	3.112.500,00
	41	20,60	250.000,00	5.150.000,00
	42	29,20	250.000,00	7.300.000,00

LE DIRECTEUR GENERAL



Echelle: 1/150

Echelle: 1/150

الديوان العمومي لمكتب الأستاذ سعد الله عبد الكريم
محضر قضائي لدى محكمة عين تموشنت
لدى اختصاص مجلس قضاء سيدي بلعباس
الذي مكتبه بشارع امبارك بوسيف رقم 15 - عين تموشنت

إعلان بالبيع بالمزاد العلني

Tél: 043-60-67-82

تنفيذاً للأمر بالبيع بالمزاد العلني لعقار مبني الصادر عن السيد رئيس محكمة سيدي بلعباس بتاريخ 07/04/2007 تحت رقم 07/530 سيتم البيع بالمزاد العلني لعقار شركة ذات المسؤولية المحدودة الحجارة ومشققاتها (SARL-BTL) المسيرة من طرف السيد لحمر جلول بن محمد الكاتبة بأوراس المائدة حمام بوجهر ولاية عين تموشنت المتمثل في قطعة أرضية تقع ببلدية حمام بوجهر قرب قرية أوراس المائدة على الطريق المؤدي من حمام بوجهر إلى عين تموشنت تبلغ مساحتها 01 هكتار 00 أتر 00 سار، وتحتوي القطعة الأرضية على مصنع لقطع تفصيل وتحويل الحجارة ومشققاتها ويشمل المصنع على:

حظيرتين: مبنيتين بأصدة من الإسمنت المسلح ومغطاة بصفتان حديدية وتبلغ مساحة الحظيرتين 1296 م²

مركز المحول الكهربائي: وهو عبارة عن بناء منجز بالطرق التقليدية (أصدة وروافد) يحتوي على محولين كهربائيين كل واحد منهما بقوة 630 KVA وتبلغ مساحة المحول الكهربائي 40 م²

أحواض التنقية: هي عبارة عن 05 أحواض مبنية بالإسمنت تستعمل لتنقية المياه المستعملة وتبلغ مساحة الأحواض 125 م²

- وذلك يوم الخميس 2011/04/28 على الساعة 10,30 سا بمحكمة سيدي بلعباس الواقعة بوسط المدينة مقابل ساحة بلاس كارنو (مقر المجلس سابقاً) لصالح بنك الفلاحة والتنمية الريفية وكالة شلف ممثلاً من طرف مديره.

حدد السعر الافتتاحي للمزايدة بـ 75.531.129,99 دج (خمسة وسبعون مليوناً وخمسمائة وواحد وثلاثون ألفاً ومائة وتسعة وعشرون ديناراً جزائرياً وتسعة وتسعون سنتيماً).

- على الراعي أن يدفع حالا انعقاد الجلسة خمس الشئ (5/1) والمصاريف والرسوم المستحقة.

- للإطلاع على دفتر الشروط الاتصال بكتابة الضبط لدى محكمة سيدي بلعباس أو لدى مكتب المحضر القضائي الأستاذ سعد الله عبد الكريم الكائن مقره بـ 15 شارع امبارك بوسيف عين تموشنت.

المحضر القضائي

الديوان العمومي لمكتب الأستاذ سعد الله عبد الكريم
محضر قضائي لدى محكمة عين تموشنت - لدى اختصاص مجلس قضاء سيدي بلعباس
الذي مكتبه بشارع امبارك بوسيف رقم 15 - عين تموشنت

إعلان بالبيع بالمزاد العلني

Tél: 043-60-67-82

تنفيذاً للأمر بالبيع بالمزاد العلني لعقار مبني الصادر عن السيد رئيس محكمة سيدي بلعباس بتاريخ 07/04/2007 تحت رقم 07/530 سيتم البيع بالمزاد العلني لعقار شركة ذات المسؤولية المحدودة الحجارة ومشققاتها (SARL-BTL) المسيرة من طرف السيد لحمر جلول بن محمد الكاتبة بأوراس المائدة حمام بوجهر ولاية عين تموشنت المتمثل في قطعة أرضية تقع ببلدية حمام بوجهر قرب قرية أوراس المائدة على الطريق المؤدي من حمام بوجهر إلى عين تموشنت تبلغ مساحتها 01 هكتار 00 أتر 00 سار، وتحتوي القطعة الأرضية على مصنع لقطع تفصيل وتحويل الحجارة ومشققاتها ويشمل المصنع على:

حظيرتين: مبنيتين بأصدة من الإسمنت المسلح ومغطاة بصفتان حديدية وتبلغ مساحة الحظيرتين 1296 م²

مركز المحول الكهربائي: وهو عبارة عن بناء منجز بالطرق التقليدية (أصدة وروافد) يحتوي على محولين كهربائيين كل واحد منهما بقوة 630 KVA وتبلغ مساحة المحول الكهربائي 40 م²

أحواض التنقية: هي عبارة عن 05 أحواض مبنية بالإسمنت تستعمل لتنقية المياه المستعملة وتبلغ مساحة الأحواض 125 م²

- وذلك يوم الخميس 2011/04/28 على الساعة 10,30 سا بمحكمة سيدي بلعباس الواقعة بوسط المدينة مقابل ساحة بلاس كارنو (مقر المجلس سابقاً) لصالح بنك الفلاحة والتنمية الريفية وكالة شلف ممثلاً من طرف مديره.

حدد السعر الافتتاحي للمزايدة بـ 75.531.129,99 دج (خمسة وسبعون مليوناً وخمسمائة وواحد وثلاثون ألفاً ومائة وتسعة وعشرون ديناراً جزائرياً وتسعة وتسعون سنتيماً).

- على الراعي أن يدفع حالا انعقاد الجلسة خمس الشئ (5/1) والمصاريف والرسوم المستحقة.

- للإطلاع على دفتر الشروط الاتصال بكتابة الضبط لدى محكمة سيدي بلعباس أو لدى مكتب المحضر القضائي الأستاذ سعد الله عبد الكريم الكائن مقره بـ 15 شارع امبارك بوسيف عين تموشنت.

المحضر القضائي

SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE DES COMMISSAIRES-PRISEURS
Maîtres: HARNANE Belkacem - AMARA Zohra
Sidi Achour - ANNABA - Tél.: (07) 70 61 60 07 - (07) 70 49 85 67 - Fax : 038 55 28 88

AVIS DE VENTE

Une vente aux enchères publiques avec admissions cachetées aura lieu le 14 Avril 2011 à 09 H au siège de l'entreprise FERROVIAL - ANNABA -

1	(02) Chariots Elévateurs ENMTP (Carcasses) (Sans Carte Grise) + (01) Cyclomoteur CYCMA
2	S/R PLATEAU Mat: 01050-880-23 (Sans Carte Grise)
3	TR SONACOME TB230 Mat: 01037-580-23
4	Camion FIAT 619 Mat: 04810-281-23
5	VL T.T. 4X4 AUVERLAND Mat: 00394-197-23
6	VL FIAT FIORINO Mat: 00337-190-23
7	Fourgon RENAULT TRAFIC Mat: 00096-389-23
8	Grue Mobile PPM G 102 (Sans Carte Grise)
9	VL T.T. 4X4 AUVERLAND Mat: 00299-100-23
10	VL PEUGEOT 305 Mat: 00868-189-23
11	VL DAEWOO RACER Mat: 00147-192-23 (Sans CG)
12	VL FIAT FIORINO Mat: 00068-390-23

Conditions de vente: Conformément au cahier des charges dont le retrait est obligatoire pour la visite du matériel.

Société Civile Professionnelle des Commissaires-priseurs

AFFAIRE A SAISIR

Nous vendons au plus offrant en un seul lot des portes ininflammables en hêtre, chêne, sapin, de luxes et de qualités supérieures différents modèles composé de :

- * Portes d'intérieures
- * Portes de salons
- * Portes d'extérieures
- * Portes massives pour villas et appartements ainsi que des portes de placards

Toutes les portes sont avec leur pré cadres et cadres, serrures et poignées plus chambranles.

Poids total environs 530 tonnes soit 16 000 portes en général.

Pays d'origine Espagne Valence.

Possibilité de télécharger toute la documentation (fiche technique +photos) en contactant :

Monsieur : Dehri
Tel/mobile : 07-93-79-84-22
Email : dehri_charaf@hotmail.com



Les hippomobiles réinvestissent les rues d'Oran

Djamel B.

Malgré l'arrêté d'interdiction de la wilaya et les nombreuses saisies et mises en fourrière, depuis plus d'un mois, les citoyens ont remarqué un retour progressif et en masse des véhicules hippomobiles à travers les artères de la ville. Bloquant la circulation au niveau de plusieurs axes de la ville, provoquant d'interminables bouchons, les ambulants qui ont recours à ce genre de locomotion ne semblent pas être inquiétés outre mesure. Les automobilistes, tout comme les citoyens, qui avaient cru à la disparition totale de ces charrettes de nos artères, suite aux nombreuses opérations de police, ont dû faire face à l'amère réalité. Si, au départ, ils se faisaient discrets, en se concentrant surtout à l'intérieur des localités et de quelques communes, à l'image de Aïn El Beida, Chteibo, Es-Senia, entre autres, aujourd'hui, ils n'hésitent plus à investir les grandes artères

de la ville. Dans certains quartiers à grande concentration de population, à l'image d'El Hamri, Maraval, Eckmühl, Sananès, Dar El Beida M'dina Jdida, les véhicules hippomobiles, qui avaient disparu un moment de la circulation, ont repris leurs activités et leur nombre ne cesse de croître au fil des semaines, occupant de plus en plus l'espace public. Pleines à craquer de fruits et légumes, les charrettes sillonnent les artères de ces quartiers à longueur de journée. Bon nombre de ces hippomobiles ont été aussi remarqués au niveau des nombreux marchés des quartiers, surtout à l'intérieur de M'dina Jdida, bloquant complètement l'accès aux élèves des écoles mitoyennes. Après avoir été chassés de la ville, les hippomobiles se sont installés en nombre dans les communes rurales, avant de revenir à la charge et d'investir les ruelles de la ville d'Oran. Selon des sources de la division de l'hygiène et de l'assainissement de la commune d'Oran,

plus de 200 charrettes et véhicules hippomobiles avaient été mis en fourrière, suite à l'opération déclenchée il y a plus d'une année, conformément aux instructions de la wilaya et qui portent sur l'interdiction à la circulation des véhicules hippomobiles à l'intérieur du tissu urbain. Les services de la police ont pu également transmettre dans ce cadre 120 dossiers de commerçants ambulants au parquet. Cette action, qui s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du transport urbain, vise à mettre un terme à cette anarchie et aux dépassements causés en matière de pollution et d'entraves à la circulation automobile. Pour rappel, l'arrêté de la wilaya mis en vigueur en 2007 s'est traduit par le renforcement des dispositions pour mener à terme cette action. En plus des moyens humains, d'importants moyens matériels, notamment des camions, ont été mobilisés par l'APC et la daïra. Des entrepôts ont été aussi aménagés pour parquer les hippomobiles saisis.

Hassi Bounif

Des habitants réclament l'amélioration de leur cadre de vie

K. Assia

Des jeunes de Hassi Bounif ont exprimé leur ras-le-bol face à la détérioration de leur cadre de vie. Dans une lettre adressée au wali d'Oran, les rédacteurs de la pétition ont dénoncé le calvaire qu'endurent les habitants depuis plusieurs années. Tout va mal, selon leurs représentants.

C'est le cas, en effet, du logement où les contestataires ont demandé une attribution équitable des programmes retenus pour cette région. «Il faut qu'il y ait plus de logements dans le cadre du dispositif d'aide au logement initié par le gouvernement pour que les habitants puis-

sent vivre dans des conditions convenables», écrivent les concernés. Tout en mettant l'accent sur l'épineux dossier de l'Habitat, les contestataires ont revendiqué également l'absence de projets pour encourager les jeunes.

Ces derniers veulent s'insérer dans des associations afin de prendre part au développement économique et lutter contre le chômage.

A cela vient s'ajouter le manque de commodités, à l'exemple des complexes sportifs lesquels permettront aux habitants, surtout aux jeunes, de pratiquer diverses activités, un moyen efficace pour prévenir contre la délinquance.

Ainsi et tout en soulignant le man-

que de prise en charge des élus locaux, les intéressés ont exigé le départ du maire de Hassi Bounif. La dégradation du cadre de vie, selon eux, se fait ressentir à travers l'état des routes, le manque d'électrification et l'absence de raccordement de la ville au réseau d'assainissement. Autant de défaillances qui continuent à provoquer le mécontentement de ces jeunes. «Nous demandons qu'il y ait des commissions pour le suivi et le contrôle des différents projets inscrits dans les différentes localités relevant de Hassi Bounif. Celles-ci doivent également prendre en considération les préoccupations des habitants», ajoutent les rédacteurs de la lettre.

En retraçant le manque flagrant de loisirs et d'activités, les jeunes en question ont cité, à titre d'exemple, le cas de Hai Chahid Mahmoud où les habitants réclament la réalisation d'un poste de gendarmerie ou d'une sûreté pour sécuriser les habitants. Idem pour le centre de santé où l'on demande plus d'équipements afin d'éviter les déplacements vers d'autres polycliniques. D'autres doléances figurent parmi les revendications des concernés, à savoir l'électrification du quartier de Chahid Mahmoud, en plus du revêtement de la chaussée.

D. B.

Le projet des 13.000 logements lancé incessamment

J. Boukraâ

Tous les terrains devant abriter les nouveaux projets des 13.000 logements sociaux ont été choisis, le dossier a été transmis à la tutelle et les travaux de réalisation seront lancés prochainement», a déclaré le directeur de l'Office de la promotion et de la gestion immobilière de la wilaya d'Oran, lors du forum hebdomadaire de la radio locale. Le problème des assiettes foncières ne se pose pas actuellement. Plusieurs terrains ont été récupérés pour la réalisation de ce programme. A titre d'exemple, deux assiettes foncières ont été sélectionnées par la commission technique de la commune d'Oran, au quartier Fellaouçène, ex El Barki, et Hai El Akid Lotfi, dans la commune d'Oran pour abriter 2.050 unités et une troisième assiette foncière a été choisie dans la localité de Belgaid, relevant de la commune de Bir El Djir. Dans le même cadre, les autorités locales envisagent de récupérer les assiettes foncières des 185 immeubles menaçant ruine évacués durant les deux dernières années. Le même responsable a saisi cette occasion pour détailler les conditions d'attribution des logements sociaux, notamment les nouvelles mesures introduites par le gouvernement. Dans ce cadre, le même responsable a souligné que 40% des logements sociaux seront désormais, destinés aux jeunes de moins de 35 ans. En effet, les conditions d'éligibilité à un logement social ont été revues pour permettre aux couches moyennes de postuler à cette

formule. Le plafond de salaire exigé pour prétendre à un logement social est passé de 12.000 à 24.000 dinars. L'ancienneté de la demande et le nombre d'enfants figurent, entre autres, parmi les conditions exigées. Autres nouvelles mesures annoncées, les futurs bénéficiaires seront soumis à un cahier des charges. Les bénéficiaires seront liés avec l'OPGI par un contrat de location de trois années renouvelables pour lutter contre la vente par désistement. Le directeur de l'OPGI a aussi annoncé que 4.000 logements sociaux seront distribués fin juin; 40% de ces logements sont destinés aux jeunes de moins de 35 ans. Ces logements sont répartis à travers plusieurs communes de la wilaya dont 1.800 au chef-lieu de la wilaya. Concernant les créances impayées, l'intervenant a déclaré que le montant dépasse les 52 milliards de centimes. Pour ce qui est des cas de squat des parties communes, l'office s'octroie le droit d'ester en justice 50 personnes pour squat de caves, dans la ville d'Oran. Ces derniers avaient squatté ces caves dans l'espoir de bénéficier d'un logement social. La plupart de ces squatteurs ont des pétitions signées par les riverains et légalisées auprès des services de la commune dont ils se prévalent comme autorisation et justificatifs de leur présence dans ces lieux. Ces pétitions n'ont aucune valeur juridique ou administrative et ne peuvent tenir lieu de justificatifs pour l'obtention d'un certificat de résidence ni comme pièces justificatives de l'occupation de fait des caves.

Plans communaux de développement Treize projets lancés par l'APC d'Oran

Dans le cadre du suivi des opérations inscrites au profit de la commune dans le cadre des PCD, le comité technique de daïra, présidé par le chef de daïra, s'est réuni hier pour s'enquérir de la situation physique des opérations inscrites en 2011. Selon un membre du comité technique, 13 opérations représentant des projets structurants au profit de la commune d'Oran ont été lancées sur le plan des procédures, et les marchés pour le choix des entreprises sont en cours d'approbation. Les travaux seront lancés au

plus tard au début de la semaine prochaine. L'autre point sur lequel les membres du comité se sont penchés concerne les groupes scolaires inscrits cette année. Sur ce point précis, notre source indique que les quatre groupes scolaires pris en charge par l'APC seront réalisés dans les délais. A ce titre, le même interlocuteur souligne que pour deux groupes scolaires, les avis d'appel d'offres sont en cours, alors que pour les deux autres groupes (en extension), les entreprises ont été choisies et seront installées incessamment. **D. B.**

Kristel se prépare pour la saison estivale

En prévision de la saison estivale, une sortie d'inspection conduira aujourd'hui le wali d'Oran et les directeurs de l'exécutif, dans la localité balnéaire de Kristel. Une visite qui permettra au chef de l'exécutif de s'enquérir des projets retenus pour l'aménagement de cette localité après que celle-ci ait bénéficié d'un important ouvrage visant le désenclavement de plusieurs zones. Il s'agit, en effet, de la réalisation d'un chemin de wilaya, le CW 75, sur une distance de 21 km, qui reliera Kristel, en passant par Douar Belgaid et Canastel. Ce projet constitue une véritable voie d'accès pour de nombreux habitants de la zone est d'Oran, notamment pour ceux de Kristel, Aïn Franine et Belgaid, ont noté des sources proches de la wilaya. Dans la zone de Kristel,

les travaux concernent l'élargissement de la route de la corniche, de quoi assurer une meilleure fluidité de la circulation surtout pendant la saison des plages. La wilaya a débloqué une enveloppe de 150 milliards de centimes pour la réalisation de ce projet qui sera scindé en deux parties dont une concernera la concrétisation d'une voie à double sens entre Belgaid et Canastel, alors que la deuxième étape va porter sur l'élargissement de la route de la corniche de Kristel. Notons, par ailleurs, qu'une enveloppe de 2 milliards de centimes a été décaignée par la wilaya, au profit de Gdyl dont relève Kristel, pour les préparatifs de la saison estivale. Ceux-ci vont concerner l'aménagement des parkings et le nettoyage des deux plages que compte Kristel. **K. A.**

EL-BAYADH

La comptabilité de l'hôpital Boudiaf sous la loupe

Hadj Mostefaoui

Une commission d'experts dépêchée récemment par le ministère de la Santé passe sous la loupe depuis plusieurs jours les dossiers et documents comptables de l'hôpital Mohamed Boudiaf d'El-Bayadh, secoué ces derniers temps par une vague de protestations sans précédent initiée par la section syndicale, suivie par le mécontentement des malades qui ne cessent eux aussi de dénoncer l'immobilisation du scanner et de l'appareil de mammographie, des appareils ultramodernes acquis à prix d'or il y a plus de quatre années, mais relégués aux oubliettes et envahis par

la poussière par manque de manipulateurs expérimentés.

Trois pavillons qui comptent plus d'une trentaine de locaux, entre chambres et salles d'observation, situés au troisième étage de l'hôpital, sont fermés depuis plus de trois années. Cette commission d'enquête s'est penchée, nous dit-on, sur les sommes colossales qui ont été déboursées pour de sempiternels travaux d'embellissement, d'aménagement des bureaux et d'espaces verts au détriment de prestations de qualité, et ceci au moment même où le manque de médecins spécialistes est constaté au chef-lieu de la wilaya. Une situation peu reluisante qui fait sortir de ses gonds

le premier responsable de la wilaya à chacune de ses visites hebdomadaires, lequel n'a pas manqué d'afficher publiquement et à haute voix sa désapprobation quant à l'état dans lequel se trouve cet hôpital, transformé en un véritable chantier de construction en perpétuelle transformation, au détriment de sa réelle vocation qui consiste à répondre aux préoccupations des malades. Ceux-ci ne trouvent hélas leur salut qu'auprès d'autres structures médicales du nord du pays, mais à quel prix ? Toute la population locale s'accorde pour dire que, pour le moment, l'hôpital, bien que malade, est réellement souffrant depuis plus de deux années...

AÏN-TÉMOUCHENT

L'AFS, les quotas et les cancéreux

Belhadri Boualem

S'il y a bien des catégories de nécessiteux qui méritent des aides sans discontinuation et sans tarder, l'on commence par les malades chroniques et ceux dont les jours sont comptés notamment. Sur ce plan, tous les observateurs accordent leurs violons et d'aucuns n'auront quoi contester.

Depuis peu, le directeur général de l'EH Docteur Benzerdjeb (220 lits) de Aïn Témouchent avait, lors du forum de la radio locale, estimé leur nombre à 400 environ. Le volet social des cancéreux n'a pas été abordé dans les débats car il con-

cernait la DAS en premier et il n'était pas dans les attributions des invités de se prononcer sur le sujet. Cependant, au début de cette semaine, on apprend que des malades cancéreux ne cessent de réclamer l'allocation forfaitaire de solidarité, connue sous l'abréviation AFS. Ces derniers, précise un malade de la daïra d'El Amria, concerné par l'aide de 3.000 dinars/mois, ont déjà déposé leur demande auprès des services habilités territorialement, mais sans suite. Certainement quelque part de la confusion et de l'incompréhension car, d'après un fonctionnaire de la DAS, les demandeurs nouveaux de l'AFS devaient

passer devant une commission de wilaya d'éligibilité. Le quota alloué reste certainement en deçà de l'effectif réel qui dépasse les 400 cas recensés par l'EH de Aïn Témouchent. Contactés par nos soins lundi après-midi, le directeur et le chef de service chargé du dossier des AFS étaient injoignables, selon la personne relevant du département concerné, qui n'a pas voulu noter nos coordonnées pour que les deux responsables nous contactent par la suite. Le problème des quotas ne se pose pas uniquement pour les cancéreux mais également pour d'autres catégories de malades et de nécessiteux, apprend-on.

SIDI BEL-ABBÈS

Une nouvelle réhabilitation de l'ex-place Carnot



M. Kadiri

Une fois de plus, l'ex-place Carnot, dénommée du 1er novembre 1954 en 1962, vient d'être fermée des quatre côtés et barricadée : des travaux sont lancés en cet espace qui a connu plusieurs vies. Tantôt c'est la pose de carrelage, tantôt c'est l'ère des espaces verts et différentes touches s'y succèdent en ces lieux de mémoire bélabésienne à travers le kiosque à musique, qui fut un espace culturel et politique : meetings, festivals, soirées musicales, c'était selon les

programmes établis ou les conjonctures politiques qu'avait connus le pays. Elle est régulièrement animée, malgré le manque palpable de paysage verdoyant qu'elle possédait jadis. Des anciens de la ville, des retraités de plusieurs secteurs d'activité, des sportifs, des maquignons connus de tous sont les acteurs de cette présence humaine, contrainte ces jours-ci de choisir d'autres lieux, mais toujours mitoyens, a-t-on relevé, histoire de ne pas se sentir dépaycé et pour être toujours être aux nouvelles de la cité, nous dit-on. A noter qu'il y

a à peine un mois, le kiosque à musique a connu une opération de rénovation et, de l'avis des riverains, il n'y avait pas de raison pour commenter négativement. Pour l'heure, des travaux continuent. L'on n'arrive pas à en savoir plus pour fournir d'autres détails.

Les terrasses des cafés ont quitté les lieux, et c'est dans les axes des trottoirs que les habitués de la place sirotent leur thé... Les justiciables, car le tribunal fait face, sont eux aussi contraints d'être sur d'autres trottoirs, en attendant la rénovation.

TLEMCEM

Colloque international sur les penseurs et figures illustres de la cité

Un colloque international sur «Les penseurs et les figures illustres de Tlemcen» sera organisé du 18 au 20 avril courant à Tlemcen, dans le cadre des activités scientifiques de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011», a-t-on appris de ses organisateurs.

Organisée par l'université Abou Bakr Belkaïd de cette ville, cette rencontre, qui coïncide avec la célébration de Youm el-Ilm, vise à «mettre en exergue le parcours et les oeuvres des savants scientifiques, littéraires, artistes et érudits qu'a enfantés Tlemcen ou qui y ont séjourné, attirés par sa civilisation», précise-t-on.

Les axes des travaux ont été classés selon les disciplines scientifiques et les savants qui s'y sont illustrés, comme la philosophie (Es-Senoussi, Ed-doudi, El-Meghili), l'histoire et la sociologie (Ibn Merzouk, El-Khatib et Ibn Meriem Ettlimçani), les sciences théologiques, la jurisprudence, l'exégèse et le soufisme (El-Okbani et le

petit fils d'Ibn Merzouk), les mathématiques, l'astronomie, la géographie, la médecine et l'architecture (Ibn El-Fehham et Thaghari Ettlimsani, auteur de l'Encyclopédie de la médecine et de la pharmacie).

Pour le volet littérature, critique, langue et poésie populaire, il s'agira de jeter la lumière sur plusieurs intellectuels tels que Ibn Khamis, Afif-Ed-dine Ettlimçani, Ibn Abi Hadjla, Bensahla et d'autres ainsi que sur Abdelmoumène Ben Ali, Yaghmoracen, Abou Hamou Ettani, qui ont marqué la vie politique de l'époque.

Les participants nationaux et étrangers traiteront d'autres thèmes tels que «Abou Mediène Chouaib El-Ghaout, fondateur de la nouvelle école de soufisme», «Ahmed El-Habbak et son rôle dans le développement de l'astronomie au Maghreb islamique», «Abou Al-Abbas El-Mokri et le rayonnement culturel» et «Les enseignants, les éducateurs et les écrivains de Tlemcen à l'époque coloniale».

TIARET

12.500 nouveaux logements sociaux

El-Houari Dilmi

Plus de douze mille cinq cents logements de type socio-locatif seront réalisés au courant des deux prochaines années, dont quatre mille au titre du programme de l'année en cours, a annoncé samedi le DG de l'OPGI, M. Zahana Habib. En effet et selon ce même responsable, outre les trois mille logements sociaux déjà lancés au titre des programmes précédents, quatre mille autres logements de même type ont été lancés pour l'année en cours, «tandis que le reste du programme sera lancé dès l'année

prochaine», a-t-il indiqué. Concernant le programme de lutte contre l'habitat précaire, le DG de l'OPGI a indiqué qu'un quota dépassant les 2.000 logements sera bientôt livré pour le relogement des familles. La part du lion est revenue à la daïra de Tiaret avec 1.200 logements, ce qui «devrait tordre le coup définitivement à l'habitat précaire à Tiaret-ville», a estimé le même responsable. Le centre de transit de Karman et le bidonville de Zaâroura, près de mille familles en tout, devraient être les premiers à bénéficier de ce programme de recasement décidé par les pouvoirs publics locaux.

Il meurt en ingurgitant de l'acide

Un jeune homme de 22 ans, militaire de réserve, et alors qu'il se trouvait à Tiaret en congé de permission, s'est donné la mort en ingurgitant une bouteille d'acide, a-t-on appris de source hospitalière. En effet, et selon la même source, la victime s'était isolée lundi en plei-

ne forêt au nord de la ville pour ingurgiter une bouteille d'acide sulfurique. Retrouvé mourant, il sera transporté à l'hôpital Youcef Damardji de Tiaret où il a rendu l'âme. Une enquête a été ouverte par les services de la sûreté pour déterminer les circonstances exactes du drame.

Les accidents de la route en baisse

Pour la première fois depuis des années, le nombre des accidents de la circulation est en baisse, passant de 777 en 2009 à 573 en 2010, a indiqué le commandement de groupement de la Gendarmerie nationale à Tiaret. Selon le commandant du groupement, c'est toujours le facteur humain qui vient en

tête des causes d'accidents, suivi de l'état des véhicules et de l'état de la chaussée. Par ailleurs, 15.378 permis de conduire ont été confisqués à leurs titulaires durant l'année 2010 pour des infractions principalement liées à l'excès de vitesse, les dépassements dangereux et le non-respect du code de la route. **E. H. D.**

TISSEMSILT

Plus de 3.700 postes d'emploi créés

Plus de 3.700 postes d'emploi ont été générés durant le premier trimestre de 2011 dans la wilaya de Tissemsilt dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), a-t-on indiqué lundi à la direction de l'emploi. Ces 3.708 postes sont répartis entre 1.658 contrats de pré-emploi pour les diplômés, 1.152 contrats d'insertion professionnelle et 898 contrats de formation-insertion. Par ailleurs, le secteur de l'administration s'est renforcé de 2.866 postes d'emploi bénéficiant aux détenteurs de diplômes universitaires qui ont été affectés dans les établissements scolaires et les collectivités locales, entre autres. Le secteur économique, public et privé, s'est doté, pour sa part, de 248 postes d'emploi, selon des statistiques de la direction de l'emploi. Le nombre de placements a enregistré une augmentation notable au cours du 1er trimestre de l'année en cours dans le cadre du DAIP par rapport à la même période de 2010, qui a connu la créa-

tion de seulement 890 postes d'emploi. La même source a attribué cette augmentation aux nouvelles mesures récemment prises par les pouvoirs publics ainsi que l'octroi à la wilaya d'un quota ouvert en terme de placements. Il est prévu d'élever le nombre de placements accordés à la faveur du dispositif d'insertion professionnelle dans la wilaya en fin 2011 à plus de 9.000. Les inscriptions et les recrutements se font par le biais de l'Agence de l'emploi (ANEM) et de la main-d'oeuvre de la wilaya, alors que la direction du secteur se charge de la signature des contrats et du paiement des bénéficiaires de placements. Le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle a permis, depuis son lancement en 2008 et jusqu'à la fin de mars 2010, de créer plus de 13.000 postes d'emploi dans la wilaya de Tissemsilt, répartis entre 5.429 afférents aux contrats d'insertion des diplômés, 4.500 aux contrats d'insertion professionnelle et 3.800 aux contrats formation-insertion.

Bechar entre malvie, populisme lénifiant et scandales financiers à répétition

Par Abdallah Azizi

2ère partie

AUTOCONSTRUCTION ET LOGEMENTS NON DISTRIBUES

Pendant la décennie écoulée, le problème du logement dans la wilaya en général et à Bechar en particulier se posait avec acuité et continue d'ailleurs de se poser, hélas ! Et n'est pas près d'être résolu. Beaucoup de citoyens ont acquis des lots de terrain en zone urbaine pour construire eux-mêmes leurs habitations, entrant ainsi par cet acte (important dans la vie d'un individu ordinaire) dans la catégorie des auto-constructeurs. Mais cette catégorie est constituée de citoyens (la majorité) à revenus modestes et classés, dès lors, comme économiquement vulnérables. Aussi, construisent-ils généralement une clôture autour de leur terrain à l'intérieur de laquelle ils érigent une ou deux pièces pour s'abriter avec leur progéniture et renvoient aux calendres grecques la réalisation du logement familial, renonçant ainsi à leur «ambitieux» plan initial et par voie de conséquence au grand rêve de leur vie. Peut-être même, en désespoir de cause, misent-ils sur leurs enfants pour finir la maison une fois ceux-ci devenus adultes. Une véritable gageure. La situation de ces auto-constructeurs a été aggravée par l'arrêté interministériel du 13.09.2008 qui les a exclus de l'aide financière de l'Etat instituée par l'arrêté du 15.11.2000. Ainsi, cette frange de la population est-elle doublement pénalisée parce qu'elle ne peut, par ailleurs, prétendre à un logement social participatif (LSP) puisque incapable de justifier d'un revenu minimum mensuel exigé par les promoteurs de cette formule. Cette situation est d'ailleurs nettement en contradiction avec la volonté proclamée par les pouvoirs publics pour faciliter l'accès au logement, même pour les plus démunis.

Acôté de ceux-là, il y a ceux qui postulent pour un logement social en déposant un dossier auprès des services concernés. Cette autre catégorie serait au nombre de 10 000 environ alors que les logements sociaux réalisés et disponibles ne sont qu'au nombre fort dérisoire de 1 343 (fin 2010). Des listes ont été dressées pour d'éventuels bénéficiaires mais, depuis plus de cinq ans, pas un seul logement n'a été distribué, hormis une quantité infinitésimale pour des sinistrés de la crue de 2008... et ce, en attente «de la vérification de la situation sociale des prétendants». Des enquêtes ont été ouvertes. Enquêtes sur enquêtes qui ont duré plus de 03 ans. A vrai dire, ce nombre de logements réalisés – insignifiant comparativement à celui d'autres wilayas du Sud – s'avère donc infime au regard du nombre des demandeurs (10 000 environ, nous dit-on). Dès lors, on se demande si ce grand déséquilibre entre «l'offre et la demande» ne serait pas la cause véritable de la non-distribution desdits logements en temps opportun. Peur des troubles sociaux ? Il faut bien croire que oui, car en mettant en forme ces lignes, nous venons d'apprendre que l'Administration vient de publier finalement des listes pour la distribution des 1 343 logements en question non sans mettre en place un impressionnant dispositif sécuritaire. Ces logements, qui sont demeurés fermés trop longtemps, se seraient dégradés, auraient subi des actes de déprédation, de vols et de vandalisme.

LA SALETE ENVAHISSANTE

La ville a été qualifiée par un wali comme «la ville la plus sale du pays». Ce responsable savait certainement de quoi il parlait. Il y a d'abord la saleté intra muros que nous avons déjà décrite dans un précédent

article dans ces mêmes colonnes. Cette ville est traversée en son milieu par son oued éponyme. Celui-ci, jadis vallée verdoyante aux berges ombragées, est devenu aujourd'hui une décharge sauvage et son lit une immense plaie purulente qui supprime une eau pestilentielle chargée de détritus déversés par des riverains «sans scrupules» et donc sans «civisme». Dans l'esprit de ces «non-citoyens», les crues épisodiques de l'oued joueraient le rôle naturel «d'éboueur». Ainsi, les détritus continuent de s'accumuler sur les berges que les crues «envoyées par le ciel» n'atteignent pas ou n'entraînent que partiellement. Néanmoins, pour l'impartialité, il faut croire aussi que les camions de ramassage des ordures répugnent à aller sur les berges de l'oued qui sont des pistes pas très carrossables. Ce qui fait que les riverains dudit oued ne trouveraient que le lit de celui-ci pour se débarrasser de leurs déchets. Une belle excuse ! Les autorités responsables s'en inquiètent-elles ? Oui : à vrai dire, elles s'en inquiètent à leur façon. Seulement, «s'inquiéter» dans ce cas d'espèce est-il suffisant ? Nous avons appris que «Le schéma de la gestion des déchets ménagers et assimilés» pour Bechar et Kenadsa (2 communes à quelque 20 km de distance l'une de l'autre) avait fait l'objet d'un débat en septembre 2008 ! Une opération avait été inscrite à l'indicatif de la Direction de l'environnement de Bechar pour la construction d'un CET (Centre d'enfouissement technique). Après quoi, une étude avait été confiée par cette structure à un bureau de Sétif. Etude finalisée. Lorsque la direction de l'environnement transmet le dossier à l'APC de Bechar, celle-ci s'est aperçue que le projet n'était pas conforme à la loi 01.19 du 12.12.2001 relatif à la gestion des déchets et du décret 07.205 pris pour son application. Ainsi, en contradiction des textes en la matière, la Direction de l'environnement aurait agi au lieu et place de l'APC de Bechar ! Pour remédier à cette situation, ladite APC avait remis le dossier pour étude à une association écologique spécialisée en qualité «d'expert». Cette dernière, par des observations et remarques, invalida l'étude commandée au bureau de Sétif par la Direction de l'Environnement de Bechar, et ce, pour non-conformité aux normes en vigueur. Il fut alors envisagé de créer une commission ad hoc pour régler ce problème. Mais ne dit-on pas que «pour se débarrasser d'un problème, on lui crée une commission ?». Dans ce contexte, les communes de Bechar et de Kenadsa concernées par le CET susvisé attendent toujours la réalisation de cet établissement qui les soulagerait de leurs déchets. A diverses périodes de l'année et surtout en été, l'oued est envahi par les moustiques et la leishmaniose, une grave maladie inhérente à cet insecte réapparaît épisodiquement. Elle continue à faire des ravages. Extra muros, l'agglomération est quasiment entourée de décharges publiques sauvages et normales (officielles). Il est vrai que la saleté n'est pas propre à la ville de Bechar, elle fait partie de notre environnement, celui-là même à «l'entretien» duquel nous participons tous directement ou indirectement. La saleté s'accumule dans les quartiers de nos villes et villages, des sachets plastiques pleins ou vides envahissent nos belles campagnes, se «baladent» dans nos rues et coins de rues pour venir jusque devant nos portes et sous nos fenêtres pour nous narguer. Si l'on ne peut tenir un maire pour responsable de l'incivisme, de l'égoïsme et du manque d'éducation de ses «ouailles», on peut, a contrario, reprocher aux pouvoirs publics de ne rien faire médiatement (ou si peu) et matériellement pour enrayer la saleté, sensibiliser, voire éduquer la population à l'effet de réduire un peu de cette situation catastrophique à défaut de l'éradiquer définitivement. Une situation qui s'ag-

grave de jour en jour de façon exponentielle. Il s'agit d'inculquer aux masses l'indispensable hygiène de leur environnement : propreté des rues et des espaces publics, maîtrise de la collecte des déchets et des ordures ménagères et ce, en attendant un traitement scientifique du problème (un vœu pieux). Par ailleurs, ceci ne nous empêche pas de rappeler en désespoir de cause (autre vœu pieux) l'éternelle question : à quand la mise à niveau de l'école publique dans les programmes de laquelle figurerait en bonne position l'instruction civique ?

L'aspect particulièrement «clochardique» des abords de oued Bechar est accentué par les stigmates encore visibles de la crue inaccoutumée d'octobre 2008 qui a ravagé une bonne partie des habitations en zones inondables. Certaines de ces habitations sont devenues, depuis, des ruines incrustées dans «le décor» qui donne à la ville son aspect de cité bombardée ou ayant subi un violent séisme. Dans ce décor de ruines «panoramiques», un pont reliant Bechar au «Quartier 8» a été dressé en catastrophe au lieu et place d'un passage submersible et dont les travaux ont duré néanmoins une éternité. Vu les efforts fournis, la montagne semble avoir accouché d'une souris. Ce pont, que nous hésitons à qualifier «d'ouvrage d'art» (par référence au jargon de la profession), ne serait, d'après les spécialistes, vu sa conception basse en pente abrupte vers le quartier 8, qu'un nouveau goulot d'étranglement propice à de nouveaux dégâts en cas de crues éventuelles, même de moyenne importance si, bien sûr, il n'est pas emporté par l'une d'elles. Dans ce cas d'espèce, même les profanes savent depuis belle lurette (vécu oblige !) que les ponts qui franchissent les oueds au Sahara doivent être conçus le plus haut possible avec des arcades les plus larges, vu l'imprévisibilité et surtout le volume phénoménal de certaines crues. A moins que les concepteurs de l'ouvrage susvisé ne le voient que comme un simple radier virtuellement submersible ! ? Dès lors, on se posera la question : quelle serait donc l'utilité d'un tel ouvrage en cas de crue si l'on n'y aura pas passage à sec ?

LE TONNEAU DES DANAÏDES

Pourtant l'Etat n'aurait pas lésiné sur les crédits pour assainir cet oued dont l'insalubrité permanente en milieu urbain présente un danger non négligeable pour la santé de la population (voir supra). Pour ce faire quelque 20 milliards de cts auraient été débloqués en 2007 sur le sectoriel de l'hydraulique. D'autres opérations avaient précédées celle-là sur le PCD de la commune, soit 6 millions de dinars en 2006 et 8 millions en 2007. Puis il eut la crue exceptionnelle d'octobre 2008. Celle-ci fut à l'origine de la précipitation des quelques travaux réalisés sur le site : les autorités au plus haut niveau de la wilaya, évoquant «des mesures d'urgence» auraient fait appel à quelque 18 entrepreneurs à qui on aurait fixé des tâches précises et qui auraient intervenus dans l'oued et sur ses berges. Mais «un malheur n'arrive jamais seul» dit l'adage : ne voilà-t-il pas qu'un scandale financier éclate au niveau de la direction de l'hydraulique «entraînant l'inculpation et l'incarcération de certains agents de ladite direction dont le directeur». Du coup, les 18 entrepreneurs auxquels les autorités auraient fait appel dans le cadre «des mesures d'urgences» sont-ils devenus suspects et mis sous contrôle judiciaire : la justice leur aurait reproché d'avoir conclu des contrats contraires au code des marchés publics (des marchés de gré à gré irréguliers). Les travaux sont encore une fois remis en cause (cf supra). Sur les ondes de la radio locale, des responsables et des élus locaux s'égosillent en explications et en justifications de toutes sortes sur ce déplorable état de fait

: quand ils ne sont pas très convaincant dans leurs argumentaires, ils excellent néanmoins dans le style «langue de bois» encore cher à certains partis. Le statu quo demeure. Devant un pareil imbroglio où les affaires publiques prennent ce genre de tournures au détriment de l'intérêt public, quand ces affaires pâtiennent de l'incompétence de certains responsables et que cela dure, ne sommes-nous pas en droit d'évoquer encore une fois la malédiction et se tourner vers le ciel ?

LE PNEU NOURRICIER

La population de Béchar et celles de l'ensemble du sud-ouest sont nourries «par le pneu» expression consacrée ici, pour dire que tout vient du nord du pays grâce à la route et donc «au pneu». Quelle belle invention donc en effet que ce pneu ! Invention salvatrice s'il en est autant que salutaire. Néanmoins, il est absolument nécessaire d'associer à cette merveille qu'est le pneu, le «tapis» de bitume. Sinon la portée socioéconomique voire psychologique autant qu'alégorique du premier serait bien limitée. Le pneu ! Ce miracle ! Cette bouée de sauvetage ! - Bouée de sauvetage ? Oui ! En tout cas pneu et bouée de sauvetage se ressemblent étrangement et concourent au même but et sont mêmes parents quelque part !

En effet, à l'approche de chaque fête, les gens avisés se précipitent vers les marchés pour s'approvisionner à l'avance en légumes et fruits malgré des prix qui s'envolent en «ces heurteuses» circonstances pour atteindre des sommets vertigineux. Cette course effrénée à l'approvisionnement dure pendant les sept ou dix jours environ qui précèdent les fêtes. Après celles-ci, ce sont les étals et éventaires des magasins qui demeurent désespérément vides, jusqu'à la reprise des «bienheureuses rotations des pneus». A titre d'exemple la pénurie des fruits et légumes qui a suivi le Aïd-el-fitr dernier a duré une bonne semaine, plongeant dans le désarroi les moins prévoyants qui ont fait les frais d'une insouciance ô combien inexcusable ! Ces pénuries à répétitions qui reviennent à chaque fête et avec acuité mettent en exergue l'absence criarde de la quasi-totale des agriculteurs de la wilaya, dont le nombre à l'heure actuelle avoisinerait les 13 000 fellahs ! Les crédits investis dans le secteur pendant la décennie écoulée se chiffrent en milliards. Aucune contrepartie tangible de ces investissements considérables ne peut être notée. Le secteur demeure toujours déficitaire. Il y a deux ans un bruit a couru dans le public que des «magouilles» concerneraient presque la moitié des agriculteurs inscrits à la chambre agricole de Béchar soit : 5600 sur les 12 000 inscrits. Une enquête avait été déclenchée par les services de la wilaya qui avaient saisi pour la circonstance la brigade économique de la Gendarmerie nationale. A ce jour les résultats de cette enquête ne sont pas connus. Est-ce à cause de «l'effacement» de la dette des fellahs décidé par le président de la République qui aurait rendu caduque cette enquête ?

Trouver un palliatif à l'insécurité alimentaire semble être l'un des objectifs importants des pouvoirs publics au plus haut niveau de l'Etat. Aussi, le «deal» de performance contracté par le ministère de l'Agriculture avec les agriculteurs pour des rendements qualitatifs et quantitatifs en vue de l'auto-suffisance sur le plan national ne semble pas avoir concerné la wilaya de Béchar qui serait, a-t-on appris classée «zone dattière». Mais ceci ne saurait la dédouaner d'assurer d'autres productions que la datte. Le soutien aux fellahs de cette wilaya sous forme d'allocations dans le cadre du FNDRA est loin d'être négligeable et ce, depuis le début des années 2000. En toute logique, ce soutien aurait dû donner ses fruits aujourd'hui (11ans après). Ne serait-

ce qu'en ce qui concerne le palmier. En principe, celui-ci commence à produire à partir de cinq ans après avoir été planté. Donc les palmiers plantés en 2003-2004 et avant auraient dû donner leurs premières productions à partir de 2008-2009. Or, sur les marchés de Béchar, pendant ces années - et la saison des cueillettes 2010 a correspondu cette année avec le mois du ramadan - il n'y avait que des dattes d'Adrar et de Ghardaïa, puis vers la fin de la saison, il y eut celles de Taghit. Mais pour l'apport de Taghit il s'agit d'un classique qui ne semble devoir rien du tout au soutien «FNDRA» ou très peu : cette superbe oasis a été de tout temps une pourvoyeuse de Béchar de ses excellentes dattes prénommées «eggouss». Par ailleurs, on peut se poser légitimement la question de savoir où sont donc les dattes des quelques «quatre millions de dattiers» que les services agricoles se targuaient d'avoir planté à travers la wilaya dans le cadre du programme FNDRA ou autres ? Cela fait beaucoup de questions qui restent sans réponse.

Malgré l'apport, (néanmoins modeste) de certains autres cultures dont les expériences ont avérées leurs productions positives (comme l'olivier par exemple), il n'en demeure pas moins que l'on ait fini par se convaincre qu'en cette région, c'est vers la phoeniciculture qu'il fallait revenir. En fait, si la nature a fini par imposer ses droits, elle a aussi mis en exergue l'évidence ancestrale qu'un retour aux sources est une vertu qui a été quelque peu occultée un peu à la légère. On a donc amorcé un retour au dattier que l'on s'est mis à développer dans son contexte naturel, ce qui implique en aval, le développement des cultures sous-jacentes à ce dernier en essayant d'utiliser les techniques scientifiques qui ont fait leurs preuves. Sur tout en matière d'irrigation : quelles techniques pratiquées en l'occurrence ? Est-ce que celles pratiquées actuellement seraient bien celles qui conviennent le mieux à cet arbre prodigieux du désert ? Nous avons nommé le goutte-à-goutte. Certains spécialistes doutent beaucoup de l'efficacité de cette technique pour l'irrigation du dattier, système prématurément fort encensé par ses adeptes. Indubitablement le palmier qui dispose grosso modo de quatre catégories de racines a besoin de beaucoup d'eau et une assiette humide quasi-permanente. Celle-ci permet à ses racines de «nutrition» de se développer et à ses racines «d'absorption» de plonger jusqu'à une nappe hydrique indispensable à sa survie : le proverbe dit que «le palmier vit les pieds dans l'eau et la tête au feu du soleil». Par ailleurs, et nécessairement, l'irrigation rationnelle d'un dattier est conditionnée par la constitution du sol (sol sebkhia, sol moyen, sol sableux etc...) mais quel que soit le sol, la nappe phréatique est un postulat que l'on ne peut occulter, chose que les spécialistes en la matière ne peuvent ignorer. Aussi, lorsque l'on rencontre des palmiers dits «borr» qui «émergent» d'une dune de sable par exemple, il ne faut pas s'étonner : c'est qu'une nappe phréatique n'est pas loin en dessous ! Le dattier constitue certainement une richesse indéniable. La seule vallée de la Saoura dans la wilaya de Béchar compte au moins une soixantaine de variétés de dattes qui attendent d'être étudiées, répertoriées et surtout développées et commercialisées pour le grand bonheur des fellahs saouris qui actuellement pratiquent une agriculture de survie. Sinon, ces variétés risquent de végéter comme présentement puis disparaître à jamais. Nous avons dans ce cas d'espèce, la palmeraie même de Béchar, qui, dans quelques années elle aura disparu complètement. Non pas à cause du manque d'eau mais à cause de l'insouciance de l'homme qui la détruit quotidiennement lui préférant la laideur du béton !

A suivre

Eliminatoires JO- 2012

La sélection nationale à pied d'œuvre à Antananarivo



Ph.: APS

La sélection nationale olympique de football va faire le déplacement à Antananarivo, en conquérant pour confirmer le résultat enregistré en match aller (3-0), face aux Malgaches dans le cadre du second tour (retour) des éliminatoires des Jeux Olympiques de Londres 2012, a-t-on appris auprès de l'entraîneur des Olympiques, Azzedine Aït Djoudi. Largement victorieuse de son homologue malgache, lors de la manche aller (3-0), pour le compte du second tour des éliminatoires des JO 2012, la sélection algérienne Espoirs doit, tout de même, rester avec les pieds sur terre et devra confirmer à Antananarivo. La sélection olympique qui s'est envolée hier à midi à destination d'Antananarivo via Paris, avait disputé la première manche le 26 mars dernier au stade de Dar El-Beida (Alger). La sélection algérienne olympique conduite par Azzedine Aït Djoudi a entamé lundi un stage à Alger en vue du match retour face à Madagascar. «Ce stage entamé lundi fut consacré à la préparation tactique, et aux dernières retouches avant le match de dimanche à Antananarivo», a déclaré l'entraîneur national olympique, Azzedine Aït Djoudi. Le sélectionneur des Olympiques, Azzedine Aït Djoudi ne veut pas tout de même déroger à la règle qui veut que l'on ne change pas une équipe qui gagne. «Nous avons rappelé tous les joueurs convoqués lors des précédentes rencontres à l'exception de l'attaquant de Panionios (Grèce), Mohamed Chalali, qui a été laissé à la disposition de son club», a-t-il ajouté.

Le DJS dresse un état des lieux

Un lycée sportif régional à Oran

Tilmatine Md

Le directeur de la jeunesse et des sports d'Oran, Remaoun Abdellatif, a tenu un point de presse lundi dernier au cours duquel il a brossé un tableau succinct sur la situation de son secteur dans la wilaya d'Oran, et notamment la réalisation d'infrastructures de jeunesse et le réaménagement d'installations sportives. Il a officiellement annoncé le rattachement à son secteur des deux complexes sportifs des Castors et Hadebi Miloud (Maraval). A propos de la salle du complexe des Castors, elle sera entièrement rénovée et

servira de dojo régional alors qu'une autre salle sera édifée dans le même complexe, notamment pour accueillir le hand-ball dont le quartier était le fief. Quant au complexe sportif Hadebi Miloud, il accueillera les classes sport/études du nouveau lycée sportif régional, en l'occurrence l'établissement Si Tayeb El-Mehadji. En effet, selon notre interlocuteur, cet établissement accueillera les élèves de quatrième année moyenne ayant suivi un cursus spécial. Il est aussi prévu la construction dans ce complexe d'une auberge et d'une piscine. L'ouverture de ces classes permettra donc aux clubs oranais et limitro-

phes de faire barrage à la déperdition de leurs jeunes talents au profit des clubs du Centre plus huppés. Dans un autre registre, il est à signaler le déficit en matière d'infrastructures pour la pratique du football car, sur les vingt et un terrains en gazon synthétique, seul un nombre restreint d'une capacité de 5.000 places sont en mesure d'accueillir réglementairement les compétitions des championnats de divisions inférieures. Afin de mieux faire connaître son secteur et lutter contre la désinformation, le DJS d'Oran a installé une cellule de communication constituée de plusieurs journalistes.

AS Rome

Fin de saison pour Mexès



Le défenseur central de l'équipe de France et de l'AS Rome, Philippe Mexès, a été opéré mardi et l'intervention s'est bien passée, selon l'agence italienne Ansa. Mexès a été opéré hier matin à la clinique Villa Stuart de Rome d'une rupture du ligament croisé antérieur gauche. Il devrait rester entre 48 et 72 heures dans l'établissement médical, avant de commencer la rééducation au centre d'entraînement de la Roma, à Trigoria. Mexès, âgé de 29 ans, s'est blessé dimanche soir contre la Juve, en match de la 31e journée du Championnat d'Italie.

Touché quelques minutes avant la mi-temps, le défenseur de l'équipe de France s'est mal réceptionné sur un corner. Son indisponibilité est évaluée à quatre mois au minimum. Pour ce genre de blessure, elle peut même être de six mois. Un coup dur pour les Giallorossi

et pour l'ancien Auxerrois, qui signait un bel exercice. Régulièrement titulaire dans l'arrière-garde romaine, il avait retrouvé son tranchant.

Et depuis l'arrivée de Laurent Blanc à la tête de l'équipe de France l'été dernier, il avait su saisir sa chance en Bleu où il s'est imposé comme l'un de piliers de la défense tricolore avec quelques performances de grandes classes aux côtés d'Adil Rami. Face à la Croatie mardi dernier (0-0), on avait d'ailleurs craint pour le défenseur lillois après une mauvaise chute. Quelques jours plus tard, c'est finalement Mexès, qui s'est blessé. Il devrait manquer au moins les trois prochains matches de l'équipe de France. Début juin, les protégés de Laurent Blanc affrontent la Biélorussie pour le compte des éliminatoires de l'Euro 2012 et enchaînent avec deux matches amicaux face à

l'Ukraine et la Pologne. Trois rencontres pour lesquelles Laurent Blanc devra repenser sa charnière centrale, qui avait trouvé ses marques et était l'une des grandes satisfactions des Bleus version Blanc. En fin de contrat, l'ancien défenseur de l'AjA a, de son côté, peut-être disputé sa dernière rencontre avec la Louve. Depuis plusieurs mois, les quotidiens italiens l'annoncent avec insistance du côté du Milan AC.

Les Rossoneri souhaitent rajeunir leur défense et ont fait de Mexès leur priorité. D'après la presse italienne, le Français se serait d'ailleurs déjà mis d'accord avec le club lombard pour un contrat de quatre ans et un salaire annuel de plus de 4 millions d'euros, assortis de bonus en fonction des objectifs. Mais il rêvait sûrement d'une autre fin avec la Roma où il a passé les sept dernières saisons.

Tennis

Djokovic va devenir N.1



Ces paroles viennent du N.1 actuel. Pour Rafael Nadal, Novak Djokovic, vainqueur d'un 4e titre de suite à Miami, peut prendre la place de N.1 mondial dans un futur proche. La saison sur terre battue qui débute cette semaine, habituellement faste de l'Espagnol, sera un premier élément de réponse. Un N.2 mondial qui domine le tennis mondial, la situation tiendrait presque du paradoxe. Et pourtant, qui oserait dire actuellement que le dauphin n'est pas lui le meilleur joueur ? Sur le premier quart de la saison, Novak Djokovic a fait un sans faute impressionnant, plus vu depuis Ivan Lendl en 1986 en terme de victoires consécutives (25 contre 14 pour Djokovic) et plus vécu depuis Roger Federer en 2006 en terme de titres majeurs remportés (Open d'Australie, Indian Wells et Miami). L'Espagnol, battu pour la troisième fois en finale en Floride, aurait aimé être l'auteur de ce magnifique «coup du chapeau», mais les débuts de saison ne sont pas son fort sur une surface qu'il apprécie moins que son bourreau. Non, lui a une autre carte dans sa manche: la terre battue. Battu deux fois de suite en finale de Masters 1000 à Indian Wells et Miami, le N.1 a compris que, cette saison, le Serbe constitue bel et bien la principale menace pour son trône. Mais si Nadal a perdu une bataille, il n'a pas perdu la guerre.

Djokovic marche sur l'eau en ce début de saison. Arrivera-t-il à écraser la concurrence également sur terre, surface de prédilection de l'Espagnol, pour contester pour de bon la place du choix tout en haut du classement ATP ? Revenu à 3170 points de Rafael en trois mois de compétition, Novak est désormais à portée de raquette de son but ultime, celui qu'il convoitait ouvertement depuis son premier titre du Grand Chelem à Melbourne en 2008. Nadal a 5000 points à défendre d'ici à Roland-Garros, là où le Serbe n'en a que 945. Si le Majorquin perd plusieurs

de ses quatre titres remportés l'an passé (Monte-Carlo, Rome, Madrid et Paris) et que Djokovic en profite, il sera tant que sortir les calculatrices et de tirer de nouvelles conclusions. » Novak joue avec beaucoup de confiance, c'est la meilleure période de sa carrière, a reconnu Nadal à Miami. Ce qu'il fait est incroyable, gagner quatre tournois consécutifs, des grands tournois. C'est un grand champion... » Avant d'asséner une phrase qui peut interpeller : «Je pense que Novak va devenir N.1, dans un mois, dans deux mois, dans plus longtemps, je ne sais pas... ça dépendra de mes résultats sur terre battue. » Résigné l'Espagnol ? Ce serait mal le connaître. «Si je fais une très bonne saison de terre battue, on verra après. » Son fair-play n'a d'égal que sa sincère humilité. Pourtant, lui-même sait qu'il n'a plus gagné de titres ATP (Tokyo en octobre dernier). A contrario, Djokovic savoure sa nouvelle notoriété sans ménagement. «Je suis fier de ma performance. Cette série de victoires me donne beaucoup de confiance en vue de la saison de terre battue, où je n'ai pas connu beaucoup de succès la saison passée. »

«C'est le sport, j'adore ce genre de matches, même si je préfère les gagner», s'est laissé dire le Majorquin. «Je n'étais pas loin de gagner contre le meilleur Novak Djokovic et sur sa surface favorite. Je trouve que j'ai fait une très bonne tournée américaine et je suis prêt pour la terre battue. » Comme il l'avait fait avec Roger Federer quand il le talonnait au classement ATP, l'Espagnol prend la mesure de ce qui le sépare de cet adversaire redoutable. A l'écouter, pas grand chose finalement. Mais force est de constater que Djokovic a pris de l'avance sur le Majorquin qu'il saura sans doute combler sur surface ocre, avant un passage sur gazon et un retour sur dur avec deux titres du Grand Chelem à défendre. La saison est encore longue.

Espagne

Real Madrid-FC Barcelone le 16 avril

Le choc de la 32e journée du championnat d'Espagne de football, entre le Real Madrid et le FC Barcelone, aura lieu le 16 avril au stade Santiago Bernabeu (21h00), a indiqué hier la ligue espagnole de football. Quatre jours après ce «clasico» de la Liga, qui pourrait faire office de revanche après la claque infligée par les Blaugrana aux Merengues fin novembre (5-0), les deux équipes se retrouveront à Valence pour la finale de la Coupe du Roi.

Le FC Barcelone occupe la première place au classement du championnat avec 81 pts, à huit longueurs du Real, deuxième avec 73 pts, rappelle-t-on.



Football / ASM Oran

Un nouveau départ

A trois longueurs du duo de dauphins, le NAHD et le CAB en l'occurrence, l'ASM Oran maintient intactes ses chances d'accession à l'issue de la dix-neuvième journée du championnat de Ligue 2.



M. Benboua

Il faut dire que la dernière rencontre à domicile devant la JSM Skikda revêtait une grande importance pour les coéquipiers de Mebarki qui n'avaient pas droit à l'erreur. Et malgré leur infériorité numérique suite à l'expulsion de Bouaâmria en première période, ces derniers ont su relever le défi et renouer avec le succès. «Eu égard aux données d'avant match, l'ASMO se devait de bien réagir. La prestation des joueurs était convaincante, sans oublier leur détermination et leur envie de vaincre. Même réduits à dix, ils ont pu garder l'avantage, ce qui dénote la grande solidarité qui existe entre les joueurs», dira l'entraîneur adjoint Hadj Merine. Et d'ajouter : «Cette victoire a fait beaucoup de bien à

l'équipe, car les joueurs ont repris confiance et c'est tout à leur honneur. Maintenant, il faut bien préparer la suite du championnat et surtout le match de vendredi prochain face au PAC. J'espère que nous serons à la hauteur des espérances». Pour rappel, les deux dernières défaites consécutives à l'extérieur ont eu pour effet de semer le doute chez les joueurs. C'est pourquoi les camarades de Aïni ont à cœur de réaliser un bon résultat face au Paradou AC, histoire de rester au contact du peloton de tête. Côté effectif, l'entraîneur français Stéphane Durin, qui est en train de réaliser du bon travail avec le groupe, ne badine pas avec la discipline. Bien qu'il soit très proche des joueurs, ce dernier n'accepte pas les sautes d'humeur de certains joueurs, à l'image de Bourouis,

Bouziani et Sahraoui qui ont été traduits en conseil de discipline, après avoir contesté leur non-convocation pour le match face à la JSMS. Pour ce qui est des joueurs blessés, les Dalaâ, Bengabou et Moudjar devront encore prendre leur mal en patience avant de reprendre la compétition. En plus de ces trois éléments, Durin ne pourra pas compter sur le portier Bouhedda et le défenseur Bouaâmria qui seront suspendus face au PAC. En revanche, le jeune international des U20, Chaouti, qui a raté les deux derniers matches en raison d'une blessure à la cuisse, est apte à jouer, selon le staff médical. Quoi qu'il en soit, les joueurs ont repris le travail dimanche au stade Zabana pour préparer dans la sérénité le déplacement à la capitale et le très important match face au Paradou AC.

AS Khroub

L'appel à la mobilisation pour éviter le purgatoire

L'ASK souffle le chaud et le froid. L'équipe dirigée par l'ancien adjoint de Saâdane en équipe nationale, Zoheir Djelloul, n'arrive pas à enchaîner deux résultats positifs. Avec le point du nul ramené de Rouiba de chez le Doyen, tout le monde a cru que les camarades de Mesfar ont entamé leur redressement. Mais, samedi, il a suffi de quatre-vingt-dix minutes devant le MCEE pour que cet espoir s'évapore et que le doute, sur l'avenir du club en ligue 1, s'installe de nouveau, étant donné que l'équipe khroubie figure toujours parmi le lot des équipes menacées par la relégation, en comptant toutefois un match en moins à disputer contre la JSK. Pour Abbas Laifaoui, le directeur général du club, le problème incombe au nerf de la

guerre. «Comme tous les clubs d'Algérie, nous souffrons toujours de ce côté-là. Côté administratif, c'est l'apaisement, l'équipe dirigeante est stable. Ajoutons que depuis l'arrivée de Djelloul, nous avons senti un léger mieux. Cet entraîneur est en train de donner le meilleur de lui-même pour sauver l'équipe de la relégation» dira-t-il. Le wali de Constantine a convié, mercredi passé les staffs dirigeant et technique ainsi que les joueurs à un dîner convivial et a promis d'aider et d'accompagner l'ASK jusqu'au bout. Aussi, Bedoui n'a pas hésité à débloquent plus d'un milliard de centimes au club pour l'aider à se maintenir parmi l'élite. «C'est une bouffée d'oxygène pour nous et cela nous encourage beaucoup. Mais, dans ces moments dif-

ficiles l'ASK a besoin aussi du soutien sans faille, de tous ses enfants, dirigeants et supporters» a affirmé Laifaoui. C'est aussi l'avis de l'entraîneur Djelloul qui, après le match décevant livré face au Baboya a lancé un appel à tous pour sauver l'équipe. «Si j'ai un message à adresser aux supporters, c'est pour leur faire savoir qu'il y a des responsables qui veillent sur cette équipe, jour et nuit, et qui déploient de grands efforts pour la sortir de l'ornière. Aussi, c'est le moment de se mobiliser autour de l'ASK. Il nous reste encore des rencontres importantes au Khroub et si nous retenons les leçons de la rencontre d'aujourd'hui contre le MCEE, nous atteindrons notre objectif. Il faut que la confiance revienne !» conclura l'entraîneur. **A. M.**

Paradou AC

Un grand chantier attend Bouhellal

A. Mallem

Le président Zetchi ne s'étant pas déplacé avec l'équipe à Constantine pour le match contre le MOC, c'est le secrétaire général du PAC, Youcef Djabali, qui nous a dressé un état des lieux concernant son équipe, non sans beaucoup d'insistance de notre part. Il commencera par évoquer les conditions de départ de l'équipe dans ce championnat newlook de la ligue 2 professionnelle en mettant l'accent sur la préparation bien insuffisante, l'instabilité au niveau de la barre technique, la promotion d'un certain nombre de juniors en équipe première... «Nous avons débuté laborieusement la saison et connu un problème d'ordre psychologique à la suite des mauvais résultats enregistrés au départ. Toutefois, avec l'arrivée de l'entraîneur Bouhellal, les choses se sont améliorées, puisque les joueurs ont repris progressivement confiance en leurs capacités et cette confiance a été renforcée par le retour de Touati et le recrute-

ment de Braham Chaouch et d'autres joueurs. L'équipe a entamé son redressement qui s'est traduit encore aujourd'hui par ce point ramené de Constantine face au MOC», dira-t-il. Du point de vue des finances, Djabali a assuré qu'il n'existe aucun problème, du moment que le président Zetchi continue toujours à soutenir à bout de bras l'équipe. «Nous visons le maintien et la formation d'une équipe compétitive comme le veut la vocation du PAC», ajoutera Djabali. L'entraîneur Bouhellal, de retour à la barre technique après le match contre le CSC, n'a pas reconnu son équipe. «Nous avons travaillé d'arrache pied, ce qui nous a permis d'améliorer nos résultats en attendant mieux», affirma-t-il. L'entraîneur du PAC pense qu'un grand chantier l'attend pour être dans le rythme de la compétition qui est, par moment, très difficile, a-t-il avoué. «Il me faut encore du temps pour peaufiner le système de jeu et je pense qu'on est sur la bonne voie», conclura Bouhellal.

MC El Eulma

Les joueurs font bloc

Pour le Mouloudia d'El-Eulma, tout baigne dans l'huile. Les choses vont bien, surtout depuis la venue de Bira à la barre technique. Le président de la section de football Hireche l'a reconnu implicitement après le nul décroché par son équipe face à l'ASK, samedi dernier. «Notre équipe est en constante progression et elle occupe actuellement une place honorable en championnat. C'est le fruit du travail effectué par Bira», dira-t-il en ajoutant «qu'il reste au «Baboya» sept matches à domicile et si tout marche bien, l'équipe se classera parmi les six premiers. C'est notre seule ambition cette année». Abordant l'aspect gestion et finances, Hireche affirma que le MCEE, à l'instar de toutes les équipes de la ligue 1 professionnelle, n'est pas épargnée par les problèmes financiers. «Dieu merci, nous venons de bénéficier tout récemment d'une aide du

wali de l'ordre de deux milliards de centimes. Cette manne nous permettra de régler la deuxième tranche de la prime de signature des joueurs», soulignera-t-il. Côté technique, l'entraîneur Bira semble très satisfait par le point collecté face à l'ASK. «Nous avons su réagir et c'est bon pour le moral après le semi échec subi à domicile face au CRB. Avec cet état d'esprit relevé chez les joueurs, l'équipe grandira et aura un meilleur rendement. Jusqu'à maintenant, hormis le match perdu face à la JSK, nous n'avons pas concédé de défaite et nous sommes arrivés à obtenir une bonne organisation de notre jeu. Les joueurs font preuve de sérieux et ne rechignent pas à l'effort. Et en football, ces facteurs constituent des ingrédients de la réussite. Les joueurs font bloc et avec le concours de tout le monde, on pourra relever le défi», conclura-t-il. **A. M.**

IRBB Tiaret

Le manque d'infrastructure pose problème

Kamel Lezoul

Qui ne se rappelle pas de la belle aventure de l'IRB Bouhenni Tiaret en coupe d'Algérie où il a pu atteindre les trente-deuxièmes de finale avant d'être éliminé par le MCA dans les dernières minutes (2 à 1). C'est dire que la seconde équipe de Tiaret a quitté la scène la tête haute. En championnat, l'IRBBT croit dur comme fer en ses chances d'accession en inter-régions.

Le manque d'infrastructure reste le gros problème auquel est confrontée cette équipe qui est obligée de partager un terrain en piteux état avec cinq autres équipes en cours de se-

maine en attendant l'achèvement des travaux de l'ancien stade Ait Abderrahim. Pour le responsable médical Choubane Mohamed, l'IRBBT jouera à fond la carte accession. «Cette saison, on possède une équipe jeune et pétée de qualité sauf que nous craignons l'arbitrage, comme ce fut le cas lors du dernier match contre Froha où le referee, que je ne citerai pas, a prolongé la rencontre de onze minutes, ce qui a permis à l'équipe visiteuse d'égaliser avant de siffler la fin. C'est malheureux de le dire mais c'est la triste vérité. Toutefois, le plus important c'est d'être fair-play et de développer un bon football», conclura-t-il.

APPARTEMENTS

■Loue appartement 5 P. Très spacieux et très éclairé - 3ème étage dans une cité calme - Tél: 0771.71.59.56

■Vds Apparts: F4 Plateau 1er / F3 Bi Sonelgaz avec garage / F3 Akid Lotfi BATIOR - F3 Place des Victoires - Tél: 0554.16.80.42

■Alouer Appart niveau 1er 260 m². 3 grandes pièces, hall, cuisine, hammam avec baignoire, WC + cabine douche - ES-SENIA - Bahi Amar - 0552.44.75.59 - 00331.42001501

■A louer appartement au cœur d'Oran, Cité Perret: F3 cuisine, SDB et toilettes séparées, 10ème étage avec ascenseur, ensoleillé, bon voisinage. 15.000 DA - Tél: 0559.914.916

■Vends F2. Acté. RDC. Libre. Cour espagnole - Choupot - P.O. 300 U - P.D. 330 U - Tél: 0557.56.06.49

■A vendre appartement à AMRIA, F3 de 62 m², cuisine + sanitaire, 1er étage. Acté + livre foncier - Tél: 0661.46.78.97

■Vends F3 + garage dans un bloc de deux étages, refait à neuf. Acté. 1er étage. HLM Gambetta - ou Echange contre Maison de Maître + complément Cité Petit - Tél: 0778.18.41.70 - à 13 h 00 - 21 h 00 - Prix après visite

■A vendre Appart. Acté. F4 + de 80 m² (3 façades). RDC. Bon voisinage. Bien situé Cité 5 Juillet Mostaganem - ou Echange contre avec Appart F3 ou F4 à Oran - Tél: 0772.64.57.79

■A vendre Appart F5, refait à neuf, 3ème étage, 2 façades Bâtiment Primula à Yaghmoracen - Tél: 0552.37.02.71

■Vends en plein centre-ville d'Oran un Appart F4 - 94 m² - 3ème étage - Demandez HANIFI: 0775.16.20.01

■A louer F2, 3ème étage, cuisine + WC + SDB - Refait à neuf. Dalle de sol, citerne avec pompe d'eau H24, chauffe-bain, gaz de ville, 2 façades. Bien ensoleillé. Garage - Cité Lescure - N° 0775.01.29.80

■A vendre F3 centre-ville ORAN - Sup. 100 m² - 3ème étage - Tél: 0557.98.06.63

■A.V.: F2. Acté. Superf. 96 m² au 1erétg. Gd salon, 1 petite chambre + loggia de 20 m² + terrasse (possibilité d'extension) situé dans un semi-collectif (R+1) CNL Millenium Bir El Djir - P.O 625 - PD 670 - Tél: 0550.61.89.08 - Curieux s'abstenir

■Vds: Haouche S. Bachir 470 U. F2 Cavaignac 240. F3 Marcel Cerdant 320 U. F2 P. Promesse LSP 350 U. F2 Albert 1er 220 U. P. Promesse. V. F2 Si Pierre 270 U / V. F2 C.V. 360 U / P. Promesse V. / V. villa Belgaid 1.8 U. / V. F2 Choupot 350 U / V. studio St Eugène 200 U / V. F3 Savignon 400 U / V. F2 Plateau 400 U - N° 0798.53.11.49

■Vends: F2 Hai Salem 1er étage. Acté + F2 Mouloud Feraoui + F2 Ho Chi Minh + F3 Vieille Mosquée + F2 + F4 Akid Lotfi + F3 11ème étage côté Wilaya + F3 RDC Miraouchaux - Immo. LIBERTE- 0770.31.70.77 - 0774.33.17.00

■Loue: F4 Lamartine 3.5 - F2 Choupot 1.7 - F4 El Yasmine 2 - F3 Si-Pierre 2.5 - F5 Jean Kraft 6 U - Maison Carteau F3 U - F5 HLM 4.5 - F3 Adl El Chouhada 4 U - AG. DJIWEID EL ADL - 0796.74.05.52 - 0771.53.77.94 - 041.40.26.74

■Location d'un étage (04 pièces + cuisine + salon + sanitaire) dans une villa à l'adresse: Haï Ibn Sina (Boulevard Bastié) Oran - Pour toutes autres informations, veuillez contacter le N° 0797.48.39.84

■Cherche appartement avec Promesse de vente - Tél: 0556.07.39.90

■A louer à Point du Jour - ORAN: Appartement F3 surface 95 m², équipé de chauffage et chauffe-eau et interphone. Eau H24 (Bloc administratif) pour Société ou Bureau - Tél: 0771.62.28.15

■Vends F3, 3ème, Vieille Mosquée + F5, 2ème, Pyramides - AG. ES SALEM - 041.42.75.99 - 0770.35.12.91 - 0771.69.87.27

■A vendre: 01 Appart F3 à Oran-Centre Place des Victoires de 74 m², 4ème étage, double façade avec balcon - Acté et libre - Tél: 0555.20.61.61

■Vends F4, 80 m² Rue de Mostaganem au 1er étage avec 2 façades, refait à neuf - convient pour activité professionnelle - Tél: 0559.59.07.03

■Ecole de Formation cherche location à ORAN: F4 - F5 ou F6 au 1er étage - Tél: 041.33.39.59 - de 9 H à 17 H 00

■A vendre grand appartement de 05 pièces + 01 salon + cuisine + salle de bain + cour situé Bd Mellah Ali - 1er étage - ORAN - Contacter Tél: 0793.32.41.95

■Vends un Appart à Grande Terre. ORAN. Refait à neuf - Acté - très bien situé. Bon voisinage. Convient habitation idéale. Prix demandé 980 U - Contactez 0770.56.66.39

■A vendre à Seddikia bel Appart F5 + cour, RDC, 105 m², bloc 2 étages, refait à neuf, toutes commodités, citerne 2000 L, très propre, sécurisé, calme, très bon voisinage. Curieux et courtier s'abstenir. P.O. 12.80. PD. 14 - Tél: 0777.18.67.41

■SIDI BEL ABBES. Loue pour société ou profession libérale grand F2 centre-ville 89 m² situé au rez-de-chaussée entrée individuelle - Tél. 0772.85.93.90

■A vendre à Sidi Bel Abbès F4 RDC avec cour et garage, très bien aménagé, cité Hasanoui 200 logements. Prix offert 635 U - Tél. 0770.52.87.53

■A.V. F3 à Zitoune côté commissariat 10ème - 4ème et dernier étage - Bloc calme et sécurisé et toutes commodités - libre de suite - Tél: 0555.09.05.35

■Vends F2 acté 4ème étage à Yaghmoracen, toute commodité, climatisé, chauffage, chauffe-eau, bien aménagé, 50 m² de superficie avec petite pièce en plus - Tél. 0561.03.64.37

■Ag. Immo. DOUNIA vend Appart F4 4ème 80 m² Akid Lotfi 33 + F3 4ème HLM 17 + villa R+1 120 m² la LOFA 18 + carcasse actée R+1 200 m² finie à 60% Coop. Karama 37 + lot de terrain acté 190 m² Canastel - Tél: 0661.25.45.49 -0772.85.74.87

■Appart F3. Acté. RDC. Convient à profession libérale, axe commercial Grande Terre, Dar El Beïda - ORAN - Tél: 0773.24.60.89

■AG. cherche en urgence des Apparts pour Location et Achat pour des clients sérieux, meublés ou sans meublés de tous types du F1 au F5 - Tél: 0561.84.41.11 / 0558.03.41.71 - De 9 H à 20 H

■Loue: F4 Larbi Ben Mhidi 6e (2,5 U). F4 duplex Haï Yasmine 1er /2e (2,5 U). F4 duplex 1er/2e place Valérie (5 U). F5 duplex El Kerma (4 U). F5 Larbi Ben Mhidi 2e (4 U). F4 meublé Yaghmoracéen 4e (4 U). F4 meublé la Wilaya 1er (7 U) - AG. "AB-DALLAH" - 44 Cavaignac - 041.33.56.40 / 07740.87.48

■Vends F3 RDC double façade. 65 m². Acté + attestation d'urbanisme - idéal pour restauration ou bureauque - lieu: en face de la 2ème porte du port d'Oran - Tél: 0771.82.61.31

■Echange ou vends Appart 3 P.C., SDB. Sup. 85 m². RDC à Haï Khemisti, près palais des Conventions - contre similaire ou plus grand ou Maison de Maître. Etude toutes propositions. Visites de 10 H à 13 H - Tél: 0771.72.90.52

■A vendre Appart. Acté. F4 au 4ème étage, double façade, situé à Cité de l'Avenir. Chollet. Eckmühl - ORAN - Tél: 0661.21.58.43

■Vends deux appartements: F3 acté, Sup. 73 m², 7ème étage (3 balcons) Cité Gde Terre, Haï Dar El Beïda + F4 LSP. Sup. 89 m², 7ème étage avec ascenseur Haï El Yasmine proche 4ème Périphérique - Tél: 0794.54.85.82

■Vends / Ech. F4 Ht Stand. acté 100 m², avec terrasse de luxe, 2ème en face marchands de fleurs (les Arcades), ensoleillé, pas de vis-à-vis. Eau H24/ 24, clim., chauff. Conv. Habitat. out. Fonct. Libér. contre Pt terrain ou jardin de villa ou Pte Mais. Maître. Etud. ttes propos. - Tél: 0770.96.84.89

■Loue Appart 3 pièces, cuisine, SDB, 4ème étage, libre de suite - Haï El Yasmine - Tél: 0772.12.27.26

■SIDI BELABBES - Vends F4. 153 m² C.-ville (Rue d'Article). Bien aménagé, libre de suite + Duplex F3 bien situé, bien aménagé, 2 façades, libre de suite + F3 à Makam Chahid bien situé et bien aménagé - Contacter le 0560.35.39.89

■Loue Apparts: usage de bureaux F4, 1er Bd Charlemagne + F3, 1er Courbet nouveau villa + 200 m² F6 Rue Khemisti Boulevard des Chasseurs + 200 m² usage de bureaux F. de Mer côté Djézzy + 02 magasins RDC de 100 m² usage bureaux Promotion Plaza Seddikia + F4, 250 m² 2ème Rond-Point Apyl Fernand-ville + F5, 2ème Larbi Ben Mhidi - Tél: 0661.27.69.36

■Location 02 Apparts meublés de luxe, immeuble privé centre-ville pour société + 2 appart F4 meublés, vue sur mer la nouvelle Tour de Chérif Promotion Bel-Air + 2 Apparts Mobil-Art meublés vue sur mer + 02 Apparts meublés à Plaza - Tél: 0661.20.08.90

■A louer des apparts bon prix: F2, 1er nouvelle villa Delmonte + F3, 1er USTO en face Nekkache + Duplex F5 Kerma +2 F3 Bel Air + F3 4ème rue Michelet immeuble propre - Tél: 0661.27.69.36

■Vends F3 + F4, 1er et dernier étage Larbi Ben Mhidi immeuble très propre + F3, 3ème Protin sur Bd Albert Premier + F5, 1er Karguentah immeuble bien propre - Tél: 0661.27.69.36

■Vends duplex F5 Résidence Nour Nvile Tour, Rond-Point des Amandiers + F5, 1er Rue Khemisti + F4 de 120 m² Bi EPLF Ave, Sidi Chahmi + F3 duplex Haï Chouhada - Haï Sabah - Tél: 0661.27.69.36

■Vds Apparts F4, F5, 1er R/Point Karguentah + F4 RDC en face immeuble Plaza Seddikia neuf + F3 pour Bur. RDC côté cinéma Colisée + F5 Plaza, 1er avec magasin RDC de 250 m² sur Boulevard Emir Abdelkader centre-ville - la totalité convient pour Showroom - Tél: 0661.27.69.36

■Loue Apparts meublés bon prix: F2, 3ème en face hôtel Méridien + F4, 2ème USTO + F5, 1er côté Clinique Benmansour + F3, Cité Bahia Sonatrach + F5, 3ème en face hôtel Méridien + F3, 3ème en face Méridien + F3, 4ème en face Palais Justice Seddikia + F2, 2ème cité clôturée, côté Rond-Point 10ème Castors avec parking - Tél: 0661.27.69.36

■Vends F2 + F5 RDC usage de bureaux Bd de la Soummam + F3, 3ème en face P. de justice Seddikia avec parking + F6, 1er Bd de la Soummam - Tél: 0661.27.69.36

■F4, 1er Dar Beïda cité clôturée, neuf + 1 F4 160 m² immeuble neuf à côté de Djézzy Front de Mer + F5, 4ème avec ascenseur neuf Front de Mer immeuble propre porte fermée + F4, 4ème neuf Bd des Chasseurs + 02 Apparts de 100 m² vue sur mer Michelet Antinea avec bon prix - Tél: 0661.27.69.36

■Vends F3, 1er angle Bd des Chasseurs et Rue Khemisti + F5, 4ème Rond-Point Castors Bi Vert + F3, 3ème les Falaises vue sur mer + F5 RDC avec cour Seddikia neuf + F2, 4ème Yaghmoracen - Tél: 0661.27.69.36

■Loue Apparts pour Bur: 200 m² Open Space à Front de Mer + F5, 1er Point du côté Términus B + F5, 1er ENAVA, côté Sénia-Dour + 100 m² RDC, côté RTA + RDC 200 m² en parallèle Djézzy Fl de Mer + Space Rue de Nancy + F5, 2ème 300 m² à bon prix Boulanger + 200 m² R+1 vue sur mer Front de Mer - Tél: 0661.27.69.36

■Location d'un Appart Triplex vue sur mer, meublé au Front de Mer + F5, 3ème Rue Khemisti - Tél: 0661.20.08.90

■Loue des Apparts pour bureaux: F5, 1er Karguentah, très propre + F4, F6 Bd de la Soummam + F4, 2ème Adda Benaouda + 200 m² en face Marché Michelet + 1 Appart F3, 1er bon prix Point du Jour + Open Space de 140 m² + 240 m² 1er étage Rond-Point Karguentah + F5 RDC + cour Seddikia - Tél: 0661.27.69.36

■Vends F3, 1er en face Palais Justice, neuf + F3 RDC Cité des Enseignants, Plaza Seddikia + F5 RDC côté Clinique Ste-Anne, bon prix + F2, 1er Bel Air + F4, 4ème Grande Poste, C/ville + F3, 2ème Plateau - Tél: 0661.27.69.36

■Front des Apparts meublés: F2, 2ème + 3ème Front de Mer vue sur mer + F3 côté lycée Lotfi + F5, 3ème Rue Khemisti + F5, 2ème Seddikia + F3 Bel-Air vue sur mer, immeuble propre + F4, 1er USTO HLM + beau F3 RDC Cité Lobet + F3 Front de Mer, vue sur mer + F4, 4ème Grande Terre + F3 Akid Lotfi - Tél: 0661.27.69.36

■Loue Apparts bon prix: 02 apparts F4 Bel-Air + F4 duplex + F4 Rue de Mostaganem + F4, 2ème Résidence Jabari Bahia + F3, 1er Cité Jourdain Castors + F2 lycée Lotfi + F4 Duplex Haï Sabah + F3, 4ème Rue Mostaganem Sémiramis + F3, 3ème Bel-Air - Tél: 0661.27.69.36

■Vends Apparts: F2 vue sur mer Front de Mer meublés, très propre avec ascenseur + F2, 2ème Rue Khemisti + F6, 1er Larbi Ben Mhidi + vends F6, 1er Rue Khemisti + F4, 1er étage avec parking Avenue d'Arcole - Tél: 0661.27.69.36

■A vendre Appart - Acté - F5, 1er étage, 127 m², 2 façades, 2 balcons. Ensoleillé, 2 salles de bain. Refait. Aménagé luxe - Tél: 0554.58.78.07 - Jelloul

ANNONCES CLASSÉES

■Vends 1 F3, 4ème Rue Michelet meublé propre avec ascenseur + F4, 1er côté pâtisserie Kraouti (Rue de Mostaganem) + F2, 4ème Bd Marceau façades, la deuxième rue de Mostaganem - Tél: 0661.27.69.36

■Vends très bel appart F4 sis à Akid Lotfi 92 m² double façade, vue sur mer toutes commodités 7ème étage avec ascenseur (Pris en charge par société de maintenance) - Tél: 0550.678.749 - Curieux s'abstenir SVP - Prix après visite

■Location Appart F6, cuisine + 2 SDB, 200 m², 2ème étg. avec garage pour 2 voitures à Cité Petit + villa 300 m² Gd standing à Cité ENSEP Sénia - BENSAlD, 04 Rue Med Khemisti - Oran - Tél: 041.29.26.03 / 041.29.26.02 - www.immobilierbensaid.com

■Vends Apparts à F4, F3 à USTO + F4, F3 à Pt du Jour + F3 la Vieille Mosquée + F3 à Miramar + F3 à Maraval + F4 Monte-Carlo + F3 à Larbi Ben Mhidi + F3 Rue de la Paix + F3 à Michelet + F1 à Plateau - AG. BENSAlD, 04 Rue Med Khemisti - Oran - Tél: 041.29.26.03 / 041.29.26.02 - www.immobilierbensaid.com

■SIDI BEL ABBES - A vendre Appart F3 Cité des 400 Logements (Sidi Djilali) au 1er étage, très bien aménagé avec climatisation, cité calme. Prix demandé 480 unités négociable - Contacter le 0558.46.73.80

■MOSTAGANEM. Vends F3 luxe 2 façades, 1er étage, à 100 m de la wilaya - toutes commodités, chauffage, chauffe-bain. Eau H24, parking, espaces verts. Cité CIA en face ITE. PO 660 Unités. Prix demandé 700 Unités - Tél: 0772.24.42.50 - 0773.60.32.46

■Vends F2 immeuble Sémiramis 1er étage. Acté. 111, Rue de Mostaganem - Tél: 0770.81.33.55 - Intermédiaire s'abstenir

■A vendre appartement F3, 2ème étage, refait à neuf, endroit calme et sécurisé. Eau H24, toutes commodités aux alentours - sis à Maraval, Curieux et intermédiaires s'abstenir. Prix après visite S.V.P. et négociable - Tél: 0555.72.60.44

■A vendre appartement F3. Nouvelle construction. 76 m², 3ème étage, situé à Haï El Yasmine avec Cessibilité - Contacter N°: 0550.45.23.13

■Cherche achat appartement F3, 1er étage à Oran environ 800 U un peu plus - Faire proposition - Contact: 0775.90.14.77

■Vend appartement F4, 110 m² en plein centre-ville d'Oran, au 18ème étage avec deux 2 ascenseurs, vue sur mer - Tél: 0775.56.30.48

■A vendre F3, 2ème étage à la cité EPLF Haï Khemisti en face palais des Congrès Sonatrach, double façade, ensoleillé, parking géré. Sup. 86 m² - Appeler aux heures de bureau au 0664.33.72.58 - Curieux s'abstenir

■Vends appartement Maraval côté mairie, refait à neuf. Acté. 78 m². Prix 850 U + loue villa Millenium Bir El Djir 240 m², Prix 12 U - curieux s'abstenir - Tél: 0771.12.03.26

■A vendre F3 en face hôtel Méridien à Akid Lotfi - 64,45 m² - 2e étage. Acté - Tél: 0791.74.82.08

■Vends un joli Appart F3 toutes commodités, refait à neuf, bon voisinage, 3e et dernier étage Cité 124 Logts CNEP Kerma, parking pour voiture sécurisée. Possibilité d'échange - Tél: 0771.97.39.59 / 0560.83.14.58

VILLAS

■Vends villa construction récente. Deux étages. 6 grandes pièces + 2 grands salons + 2 cuisines + 2 locaux + garage de 4 voitures. Sup. 250 m². Prix demandé 70 millions de dinars - Gambetta. ORAN - 0553.45.29.39

■Vends ou loue villa Sup. 336 m². Actée. R + 2 + terrasse + 2 grands locaux et un garage de 300 m² Hauteur 5 m - à Sénia-Village à côté de Sonelgaz. Libre de suite - avec toute commodités et puits d'eau - Tél: 0550.84.97.71 - 0771.19.66.15

■A vendre carcasse de 96 m² - Actée - avec une dalle - piliers (Rocher) ORAN - Prix après visite - Tél: 0792.479.802

■Vends superbe villa à Bir El Djir quartier résidentiel. 2 façades. R+2 avec 2 Apparts en Loft style moderne et fonctionnel. Ttes commodités, préau couvert et garage pour cinq véhicules. Etud. Ttes propositions. Prix après visite. Curieux s'abstenir - Tél: 0555.20.51.59

■Vends: Carcasse Îlot 14. 250 m² / Carc. 14 Coop. 250 m² / Carcasse 180 m² Îlot 14 / Carcasse 203 m² Kara 1 / Terrain PF 159 m² Kara 2 - Tél: 0557.17.61.61

■A vendre belle villa à Canastel superficie 290 m² avec arndi + puits + cave + hall - Standing R + 1 + garage pour 4 voitures + hammam + salle de bain + 4 chambres + 2 salons - Mobile: 0661.46.78.97

■A louer villa à 2 niveaux pour Crèche - Ecole - Institut et Bureaux - 365 m² + 1 cour 100 m² + climatisation, chauffage central: loue séparément chaque niveau ou ensemble - à Choupot - ORAN - 0553.65.95.18 - Prix intéressant

■Loue villa R+1, 300 m², 7 pièces, 1 cuisine, hall, 2 SDB, 2 WC, cour, jardin, garage 2 voitures - Adresse: Cité 155 villas CNEP Es-Sénia - Tél: 0774.21.72.74

■Vends Maison Sup. 307 m². Actée. R+1. Située à Fernand-Ville - Tél: 0790.46.35.04

■Vends Maison Maître 500 m². R+1. 18 m façade. RDC: 1 Sal. + 2 Pcs C. SDB + 2 sanitaires + local 100 m² + G.2 V. + puits + B. à eau + Gd jardin. 1er: 2 Sal. + 5 Pcs + C. SDB + Sanit. + Gde véranda (Environ Grossistes Alimentation Rue Soufi Zou-bida - Maraval) - ORAN - Tél: 0771.32.70.92

■Ag. Immo. HOUHOU - 041.35.34.27 - 58.86.24 - 0667.43.43.15 - Vds M.M. Delmonte 240 m² 26 - M.M. Douar Belgaid 02 Fdes 15 - M.M. D. Boujdjema 260 m² 15 - 02 M.M. Senia 12 et 11 - M.M. 140 m² R+2. N.C. Toro Eckmühl 18 nég - F3 La Radieuse 620 U - Lot F. Mer Arzew 200 m² 12 U le m²

■A vendre belle villa finie à 95% en face Hôpital Pédiatrique de Canastel à 50 m du Bd - R+1 - 6 pièces, cuisine, 3 salles de bain, hammam, 2 garages, 2 Gds halls + jardin - sur une surface de 260 m² - Tél: 0663.11.35.54

■A.V. M.M. Nie Const. R+1 - Actée - sise à Hassi Bouinif. RDC finie: garage + 3 P. + Cuis. + bûche à eau + F. Mot. + gaz + WC - 1er étage fini à 80%: 1 Gd hall + 3 P. + SDB + WC + Pte cour + escalier. Prix après visite - Tél. 0794.64.24.43

■Location d'une villa R+2 en 2 façades avec garage. Endroit magnifique à côté Hôtel Président - P.D. 13 U - 0557.52.16.39

■Vends villa R+1. Sup. 1.400 m². Vue panoramique sur mer, 5 Pcs, 1 Gd salon, 2 cuisines, 2 SDB, 2 Gdes terrasses + Gd garage à Trouville Ain El Turck - Tél: 0771.19.17.74 - 0661.13.79.49

■Vends M.M. R+1. Sup. 100 m². Actée à Fernand-ville (côté Hikma) - Comp. de 4 Ch., 1 Sal., 2 halls, 2 WC, 1 SDB, cuisine + terrasse + garage. Façade 12 m 50 - Tél: 0771.75.72.93 - à partir de 16 H 00 - Curieux s'abstenir

■A.V. Immeuble composé de 02 étages N.C. Sup. 360 m². 04 locaux commerciaux. 1er étage: 06 Chs + salon + hall + cuisine + SDB + cour. 2ème étage: identique. Possible de vendre par étage - Adresse: 3 Ave Aspirant Hamrou Mokhtar - St-Eugène. ORAN - Tél: 0771.78.07.06

■A vendre villa style coloniale R+1 + jardin au centre ville d'Oran. Superficie 600 m². Eau H24 + grand garage. Curieux s'abstenir - Tél: 0773.44.55.41

■Vends M.M. 260 m² finie 100% (même rue Labo Atak) sise à Bir El-Djir (Axe Canastel / Belgaid), RDC (250 m² Amén. Tot. en local commer. H. 5 m avec 02 Gds portails), 1er étage: 03 Gdes P. + hall + salon / Cuis. Equip. style Amér. + 02 Vér. Fen. Mischler + Terr. Acc. 250 m² + gaz + eau - Prix après visite - Tél: 0554.59.85.66

■MOSTAGANEM: Vends villa R+2 d'une superficie de 144 m². V5 + garage + cour + terrasse à Kharrouba proximité de la plage (Sidi El Medjoudub) site agréable et calme. Avec Acte notarié - Tél. 0554.55.18.61

■Vends villa en construction R+3. Finie 70% avec acte, située au Chemin des Crêtes Mostaganem - Appeler après 17 h sur le N° Tél: 0774.04.83.07 - Intermédiaire s'abstenir

■Location / Vente Ain-Témouchent - Pour Banque étrangère, Assurance, Succursale, Direction générale, Clinique - Immeuble S/Sol armé 280 m² - Local 280 m² + 03 Niv. Haut standing - Bd Didouche Mourad - Tél: 0550.18.41.32

■Vends Bousfer-ville AET ou échange contre petite plus Comp. Villa 650 m² R+1. Bâti 220 m² 2 Gds Apparts 6 P.C. SDB construction neuve, Chauff. Cent. Climat. - Tél: 0779.88.30.15

■Vends petite Maison Maître Sup. 75 m². RDC 1 pièce, C. SDB. 1er: 2 grandes chambres. 2ème: 1 pièce + terrasse. 2 Clim. Désistement - Tél: 0771.56.21.20 - Cité Fellaoucène Jeba-ri. Barki. Libre de suite

■A vendre villa actée R+1 - 200 m². 7 pièces, salon, une grande cuisine, SDB + 2 garages, 2 toilettes. Const. neuve, toutes commodités, située à Gaïta Sidi-Maârouf - Oran - Tél: 0772.53.97.95

■A vendre ORAN-Est à proximité de l'Univ. USTO, villa Const. récente 320 m², bien finie avec F2 séparé. RC: 2 Sal., 1 Cuis., WC. 1er étg.: 4 Ch., SDB, terrasse. Sous-sol, hammam + WC + B/éau. Toutes commodités. PD.: 2 M 800. Curieux s'abstenir - Tél: 0558.45.23.76 - 0663.11.16.32

■Vente villa R+2 - 132 m² - 6 Ch. + 2 salons + 2 cuisines, grand local + Matériel de boulangerie. Fourn, Pétrin et Façonnage. Bonne occasion. Prix après visite - Tél: 0661.20.21.39

■Vends Cabanon de 350 m² double façade, pieds dans l'eau - P.O. 27.000 DA/m² - P.D. 40.000 DA - à Cap Falcon Ain Turck ORAN - Tél: 0799.14.27.15

■Vends ou échange villa - Actée - 400 m² à Gambetta - Vends villa - Actée - 400 m² 2 F. sur Bd les Castors - Tél: 0557.20.40

■Sté Bureau d'études recrute jeune Diplômé universitaire, 01 Ingénieur en Informatique option Développement, 01 Diplômé en Science financière option Comptabilité - Env. CV et L. de motivation au: mehjam2001@yahoo.fr

■Entreprise BTP à Oran cherche un architecte, maîtrisant (AUTOCAD, KATIA...) expérience souhaitée, disponible tout de suite, envoyez Cv avec photos à l'adresse mail: recrutement.oran@hotmail.fr et au Fax: 041.29.42.51

■Société de Taxi recrute des Chauffeurs possédant diplôme délivré par la direction des transports et permis de conduire plus de 03 ans - Veuillez contacter: 0557.83.21.25

■Pizzeria MASSILIA cherche Serveuse de 17 H 00 à 23 H 30 transport assuré. Adresse Maraval Route de la Ligne Bus B - Tél: 0772.57.37.27

■Sté privée recrute Electromécanicien. Connaissance maintenance chaînes automatisées. Expérience minimum 05 ans et plus. Résider à Oran - Envoyer votre C.V. au Fax N° 041.51.47.13 ou par E-mail: rh_bisco@yahoo.fr

■Entreprise privée recrute Fraiseur qualifié plus de 10 ans d'expérience, hébergement assuré - Nous contacter au: 0697.30.87.48

■La Superette Au Soleil d'Oran cherche une Femme Agent de saisie expérimentée; dynamique et présentable - Appeler au 0550.90.77.09 - Oran Bir El Djir

■Restaurant Pizzeria à ORAN cherche des Serveurs et des Femmes de ménage (expérience exigée - âge minimum 25 ans) - Tél: 0696.280.380

■Crèche Léo Kanner spécialisée pour Enfants Artistes, située à Oran, cherche à recruter une Secrétaire qualifiée - des Psychologues - Contactez-nous au 0669.59.66.30

TERRAINS

■Cherche terres agricoles à: Oran - Témouchent - Tiemcen - Belabbès - Mosta - Tiarret - Tissemilt - Acte notarié - Tél: 0799.31.36.36 - BACHA

■Vends lots: 720 m² Fernandville + 270 m² + 300 m² Canastel + 200 m² Hai Nakhil + 151 m² Belgaid + 240 m² Boustfer + 485 m² 3200 Ain Turk + 2000 m² Hassi Ameur - Immo. LIBERTE - 0774.33.17.00 - 0770.31.70.77

■Vends: 40 Hectares. Acté à Mostaganem - 04 Hectares. Acté à Boufatis - 10 Hectares. Acté à Hassi Bouif - 0772.17.01.56 - 0552.76.64.30

■A vendre un lot de terrain d'une superficie de 1.015 m² dont une surface de 373,19 m² bâtie - au 28, Avenue Albert 1er - ORAN - 0770.98.92.85

■A vendre terrain 283,5 m² à Belvédère dans la zone entre la Maternité du Point du Jour et la Maison Peugeot Courbet - ORAN - Tél: 0552.41.60.33

■Vds de terrain agricole 7 Ha. Acté - les environs les Andalouses Daira A.E.T. Possibilité vente la motié actée - Tél. 0771.21.68.71

■Vends lot terrain acté 200 m² à Belgaid Coopérative El Hachimia - Tél: 0554.19.37.89

■Terrain à vendre à Moustakbal 3 (Bir El-Djin) 230 m² - 2 façades - Tél: 0550.12.67.37

■Vds / lot terrain, 3 façades (7.000 m²) St-Eugène + Vds / lot terrain (17 000 m²) à Gambetta + Vds / lot terrain (160 m²) Maraval - AG. FARH - 0553.31.94.10

■Echange un lot de terrain 300 m² à HSAINIA BOUINAN (BLIDA) 25 km sud ALGER contre un lot à ORAN. Etude toute proposition - N° contact: 0791.21.21.37

■Vends terrain 300 m² + 400 m² sur Bd côté Sheraton + 800 m² Bd Morchid +700 m², 350 m² Vieux Canastel + 200 m² "Vieux" Cité Djamel 10 mètres sur 20 mètres + 280 m² à Point du Jour Belvédère + 370 m² 200 logts Sénia - Tél: 0661.20.08.90

■Vends terrains avec très bon prix: 1.000 m² (20 x 50 m) Faç. Cité Militaire Pt du Jour (clôturé + acté) + 700 m² en parallèle B Bernardville (clôturé + acté) avec bon prix + 500 m² Bd les Palmiers St-Hubert + terrain 300 m² Monplaisant + 600 m² de 24 m Faç. Cité Résidentielle Belgaid - Tél: 0661.20.08.90

■Vends des terrains 280 m² en face jardin Canastel avec 02 façades + 350 m² avec 02 façades côté salle omnisports Canastel + 220 m² Coop. Ahmed Wahid + 400 m² avec 02 façades à Fernandville + 1.400 m² de 30 mètres façade à Fernandville avec 1 bon prix - Tél: 0661.20.08.90

■A MOSTAGANEM: vends 02 lots terrains industriels, actés, clôturés, sur route d'Alger d'une superficie de 36.000 m² Souk Ellil - Tél: 0770.10.25.25

■Vends 02 terrains de 285 m² de 12 mètres façade de chacun à Belgaid, bien placés près du boulevard quartier résidentiel avec un bon prix - Tél: 0661.20.08.90

■Vends terrain 410 m² pour Promotion Immobilière, Permis de construire R+8 en plein boulevard centre-ville d'Oran - Tél: 0770.10.25.25

■Vends des terrains pour Promotion Immobilière avec leur Permis de construire - Oran - Tél: 0661.20.08.90

■Lot de terrain à vendre, 150 m² (10 m de façade x 15 m). Acté - à 30 m du Terminus de Arrêt 103 (Millenium) - Tél: 0561.33.37.38

■Vends terrain 247 m² - 01 façade - à Cap Blanc / Boutellés - ORAN - Tél: 0553.49.64.65 - Appeler à partir de 18 H 30

■Vends terrain 600 m², F. 20 m - Ain Turk - Route des Andalouses - 700 m Dauphin - Tél: 0555.03.25.52 - Courtier s'abstenir

■Cherche terres agricoles à: Oran - Témouchent - Tiemcen - Belabbès - Mosta - Tiarret - Tissemilt - Acte notarié - Tél: 0799.31.36.36 - BACHA

VEHICULES

■Cherche à louer Camion Frigo léger - Contacter: 0555.11.44.20 - 0798.50.13.61

■Vends à Oran JETA 1L.9 - 2009 en 31 - Etat neuf - 27.000 Km - Gris souris. SAFIA - Tél: 0555.20.51.59

■Vends POLO VW - TEAM. Année 2010 - Km 25.000 - SAFIA. ORAN 31. Blanche - Tél: 0550.51.42.00

■A vendre RENAULT Fluence. Couleur: Gris souris. Année 2010. Toute option. 10.500 Km + ATOS 2010 GLS 10.000 Km - Tél: 0668.41.59.30

■Vends 4x4 X-TRAIL NISSAN. Noir. Année 2004 - 88.000 Km. Très bon état - Tél: 041.28.21.78 HB - 0770.31.60.80

■A vendre FIAT Punto. Année 2009. Toutes options - Tél: 0661.31.78.99

■Vends Citerne pour transport de carburant. Capacité 27.000 L. Année 2005. Bon état. Papiers en règle - Tél: 0551.075.903

■Vds: "Citroën" C5. 2009. grise Torioume, HDI 2.2 L. 173 Ch, jante 19", 26.000 km + Vds "Volkswagen" Tourane noire 150.000 km, 2004 - Cherche "Citroën" Berlingo ancien modèle 2007/2008, Panoramic - Cherche Passat CC. 5 places. 2010 - Tél: 0662.37.32.73

■Location de voitures SAMAD près de l'hôtel Président la Lofa. 10 jours loués 03 J. off. - 20 jours loués 06 J. off. - 30 jours loués 10 J. off. - Tél. 0550.50.14.44 / 0661.34.50.97

■Achat véhicules accidentés ou en panne Légers et Lourds - 021.91.35.62 - 0771.87.77.73 - 0771.39.49.82

■Vends TOURAN (VW) C. Noire. 2009 - 48.000 Km - Toute option - Immatriculé 31 - Tél: 0557.25.30.37

■A vendre KIA 4x4 Sorento Nv. Modèle, toutes options, couleur gris titane. 7 places. P.C. s'abstenir - Tél: 0699.10.92.52

■A vendre: (01) Pellié O et K RH. 6. Année 1989 - (01) Chargeur O et K L25. Année 1994 - (01) Bulli LIEBHERR 741 - (01) Rouleau pneumatique - Tél: 0796.58.82.14

■A vendre 2 autocars MCV 600 Mercedes en bon état de marche. Année 2008 - N° 0771.42.92.62

■EURL SLIMANE: Location de voitures. Passez louer une voiture à partir de 1400 DA/jour sans caution. Vous bénéficierez d'1 Jr Grt/semaine ou 2 Jrs Grts/10 Jrs - Tél: 0553.45.10.25 - 0770.60.05.34 - "L'Agence à votre écoute"

■Vends Rétrochargeur marque JCB modèle 20CX. Année 1993 avec carte grise (W.13), 4 pneus neufs, pompe hydraulique neuve d'origine, vérin refait. P.O. 140 U + lot de pièces détachées - Tél. 0661.220.272 ou 0772.280.485

■Vends Renault Scenic gris argent, diesel, année 2008, très bon état, 36.000 km, 05 vitesses, Clim., jantes en alliage... Prix demandé: 157 Unités - Tél: 0793.72.71.10

■Vente Chargeur FOTON 956 F. Année 2007. En bon état. Moteur Caterpillar - N° Tél: 0777.10.70.81 - 0795.60.12.58

■Vends 03 Poclains sur pneus: CASE 988.201. CASE 788.96. SONACOME ENMTP 9210. 04 pieds Insta. Marteau. Année 95 - Le tout en bon état - à ORAN - 0775.84.21.78 et 0771.72.55.01

■Vends une VOLKSWAGEN FOX 2006. Gris Argent - Tél: 0771.07.38.56

■ORAN - Vends 207 HDI. Année 2009 en très bon état, couleur noire et en toutes options - Tél: 0661.55.41.29

■Vends ou échange Tracteur routier "SNVI" TB340 - 98. Bon état - Contacter le: 0665.03.77.02 - 0771.76.29.90

■Vends - Echange - Loue: Clark 3 T 500 tout neuf, marqué ISUZU. Etude toutes propositions - Tél: 0793.84.63.06

■Vends RENAULT KANGOO PRIVILEGE. Noir. Toute option. Année 2011 - 800 km - Tél: 0554.09.54.37

■Vends AUDI A3 noire. S Line 1. TDI. 170 CV. 2006. Roulé 160.000 km. TBE. Révisée. Reste 3 mois Incessibilité. Imm. 31. Prix 170 U - Tél: 0770.10.60.44

LOCAUX

■Loue local d'une superficie de 27,5 m² - 01, Rue Charfaoui Ahmed - Plateau (Bd Marceau) Oran. Convient pour Coiffeur - Pizzeria - Quincaillerie - Contacter 040.21.07.27

■A louer local 200 m² - Es-Senia - Bahi Amar - très accessible, grande rue, double façade - carrelage - électricité - eau - 0552.44.75.59 - 00331.42001501

■Loue local tous commerces + Rôtisserie toute neuve marque étrangère à Gambetta en plein carrefour - N° T: 0556.01.28.55

■Vends ou loue magasin centre d'Oran superficie 100 m² - Loue Bureau au centre commercial El Mountazeh - Oran - Tél: 0553.78.91.77

■A vendre lot commercial 200 m² Bd Front de Mer ARZEW - W. ORAN - Tél: 0668.94.52.29

■A vendre local commercial très bonne affaire de 254 m² rentrée boutique et garage plein centre Oran "Plateau": 13 Bd Zirout Youcef - Pour une visite, Tél: 0550.46.21.76

■Cède sur rue principale à El Ançor Ain El Turk ensemble 2 chambres froides, 4 pièces, 1 studio, hangar, terrain - possibilité échange contre F3 + complém. - Tél: 0779.88.30.15

■Loue local 24 m² ORAN-Centre, avec vitrine: 17 Rue Bernahal Mohamed, angle Rue Beranger. Taxi-phonie en activité. Libre 15 Avril 2011. Contrat notarié d'un an + 1 mois de caution, payable d'avance - Tél 0663.851.999 - 041.40.31.87

■Vends local commercial (Restaurant catégorie 3) au Bd Front de Mer centre-ville d'Oran - Tél: 0699.30.16.56

■ORAN. Cherche à louer dépôt 400 - 500 m² avec bureaux - Non situé dans une zone industrielle ou zone d'activités - Tél: 0550.92.19.20 H.B.

■A louer pizzeria bien équipée à Canastel à côté Hôpital Pédiatrie - Oran - Contactez-moi N° T. 0770.31.21.37 - 0558.44.93.89

■Particulier vend local acté sis au plein centre-ville d'Oran côté marché Michelet spl. 200 m² + 100 m² sous-sol bien aménagé convient tout usage commercial - courtier, intermédiaire s'abstenir S.V.P. - Tél: 0559.05.78.58

■Location ou Association de 2 Chambres froides 200 m3 situées à un endroit commercial avec place de stationnement à Maraval + Mini-camion frigo (HAFFEL) - Tél: 0561.94.72.29

■MERS EL HADJADJ - Ex-Port-aux-Poules - Loue pizzeria équipée en face de la mer avec très belle terrasse, pieds dans l'eau - Tél: 0771.72.50.90

■ORAN Centre-ville - Loue Salon de coiffure Homme ou Femme avec eau chaude + arrière-boutique + sanitaire. Etat neuf - Tél: 0771.72.50.90

■A vendre local superficie 16 m². Acté, 2 façades. N° 2 Rue de Batna - Victor Hugo - ORAN - Tél N° 0775.80.43.77

■Vends 4 magasins à la Rue de Nancy + local 60 m² avec soupenne à la Rue Khemisti, neuf - Tél: 0661.27.69.36

■Vends Cafétéria luxe à Plateau - ORAN - Tél: 0790.52.65.20

■A vendre local 2 façades, Larbi Ben M'hidi C-Ville d'Oran - AG. FARH - 0553.31.94.10

■A vendre à Bouizville-plage: Bar + restaurant (630 m²) 2 façades, une façade en face à la plage + 12 chambres + 2 locaux en face la plage. Fonds et Murs - AG. FARH - 0553.31.94.10

■Vends douche de 220, 18 m² (salle principale + arrière-salle + terrasse + puits) située à: 20 rue Cavaignac (centre-ville d'Oran) - 0771.71.19.12

■Loue local 86 m² centre-ville place Aissat Idir Oran, en activité cafétéria, convient pour commerce ou administration (Banque, Assurance) - Appeler le: 0559.41.86.58 - de 16 h 00 à 18 h 00

■Location dépôt 2.000 m² Bd Phoenix ZI + 02 dépôts 800 m² Bel-Air + 250 m² Médiouni côté Djézzy + 8.000 m² couverts 4.000 m² Zone Hassi Ameur - Tél: 0661.20.08.90

■Vends usine de 11.000 m² couverts 8.000 m² zone d'activités Sénia, avec administration + poste d'électricité - Tél: 0661.20.08.90

■Vends Showroom convient (voitures, camions... etc.) terrain de 7.500 m² (Showroom 1.500 m² Dépôt 2.000 m²) sur grand boulevard Phoenix Sénia côté Caterpillar - 06.61.20.08.90

■ES-SENIA - Loue local commercial à deux niveaux 107 m² x 2. Toutes commodités. Convient: bureaux, fabrique, crèche, superette, meubles, clinique, école privée... Contacter: 0771.23.55.33

■Possède grande pizzeria - pâtisserie à côté de l'hôpital Plateau sur Bd Dr Benzerdjeb en bonne production avec des locaux stratégiques pour transformer et louer pour un groupe médical ou partenaire - Tél: 0775.90.14.77

■Pour Société - Banque: Loue un très beau local double façade centre-ville d'Oran Larbi Ben M'hidi. 120 m². Possibilité d'une soupenne. Curieux s'abstenir - Tél: 0771.12.03.26

■A vendre un Hangar à Cheteibou Zone Industrielle N° 02 côté Mobilart. Sur. 340 m² - Tél: 0551.27.94.13

■A vendre un magasin à Boulevard Marceau. Sup. 43 m² - Tél: 0551.27.94.13

■Local à louer 35 m² bien situé, endroit commercial, à Autoroute RTA - ORAN - N° T. 0777.05.42.09

■ORAN. Location idéale pour Société étrangère, grand local commercial situé en plein centre-ville, proche du consulat français, des banques et de l'hôtel Royal - Tél: 0553.664.107

DIVERS

■Vends: Chaîne de galettes rondes marque BOUNAR LORMAC, Four 26 m avec 02 Empaqueuses - en état de marche - Tél: 0661.25.61.01

■Charpente métallique - Fabrication et Montage tout type de Modèle lourd et léger suivant formes, chemin de pont roulant, couverture, bardage y compris gros béton et maçonnerie. "Délaï court" - Tél: 0770.32.10.30 - ORAN

■Vends Machine conditionneuse de bûchettes de sucre de 5 g et + de 5 doseurs instantanés marque Turquie - 0550.20.42.20 - 0553.06.38.52

■Vds: Bascules (1.000, 500, 100 Kg) marque TESTUT. T.B.E., Groupe froid 2,5 CV Mot. 5,5 CV, 03 Pompes immergées H. 70 M. T.B.E., Véhicule LIFAN 1,3 Ess. Année 2008 - 48.000 Km - Tél: 0550.37.28.39

■Cherche Machine de fabrication de Diour - Tél: 0560.46.92.23

■Cabinet d'architecte prend en charge Etudes architecturales - Permis de construire - Permis de lotissement - Aménagement intérieur - Suivis de chantier... etc. Travail soigné et personnalisé - Tél: 0550.81.36.10

■A vendre: Cisaille électrique + Coudeuse électrique pour fer - Tél: 0661.40.06.63

■A vendre: Groupes électrogènes. 1. AKSA 180 KVA - 2. ÇUKUROVA 400 - 350 KVA - Tél: 0661.40.06.63

■A vendre: Pompes à Chap. Marque FABENAS - Tél: 0661.40.06.63

■A vendre: Poste de transformateur mobile 630 KVA (SEREM) - Tél: 0661.40.06.63

■A vendre: Citermes d'eau - 22 tonnes - 20 tonnes - 16 tonnes - Tél: 0661.40.06.63

■Electricien Auto à Gambetta. 1 Place Gharbi Mohamed - à côté de la SAA - cherche un Partenaire dans le domaine - Tél: 0797.63.05.96

■I.S.F.H.T. Institut Supérieur de Formations en Hôtellerie et Tourisme agréé par l'Etat lance les Formations suivantes: Cuisine - Pâtisserie - Réceptions - Chef de rang... etc. - Tél: 0792.23.14.89 - 040.22.04.82

■Loue Licence café W d'Oran - N° T: 0770.51.54.37

■Vends machine plastique: Imprimante 06 couleurs Flexo - Soudeuse + toute pièce J9 KARSAN disponible - Tél: 0771.30.15.33

■Centre d'Esthétique Haute Technologie. Mme TABET Esthéticienne diplômée de PARIS vous propose des soins avec Résultats Immédiats: Lifting sans chirurgie - Soins effet Botox - Soins exclusifs des cernes - Eclaircissement - Tél: 0779.91.39.81 - Maraval - ORAN

■Vends à MOSTAGANEM: Presse injection SANDRETTO 5 GV 500 T, 1.200 T production - 2 Tours de décolletage marque TAREX - Tél: 0772.08.37.49 - 045.22.96.10

■A vendre Salle à manger (Table + 06 Chaises). Prix/ 30.000 DA 6 d'origine Malaisie - Contactez-nous au: 041.328.274 - E-Mail: cityline111@yahoo.fr

■Vente Matériaux de construction à domicile (Brique 12 trous - 8 trous - sable - graviers - ciment - parpaing - étanchéité...etc.) - Contactez Amine: 0771.85.21.77

■Entreprise Travaux Bâtiment cherche des projets en: Démolition - Construction - Maçonnerie - Peinture - Ferronnerie - Etanchéité (étude - réalisation - expertise)... etc. - Contactez Amine: 0771.85.21.77

■Imprimeur vend Vernisseuse UV ouverture 72 cm. Année fin 2010. Peu servi - Tél: 0550.21.98.09 - ALGER

■SARL WORLD Equipement vend Matériel de boulangerie (Bongard - Fiorini) - biscuiterie, croissanterie, pressing - Dénoyauteuse avec vibreur - Huilerie Auto - (MAASRA) - Tél: 021.77.70.07 - Mob: 0770.94.25.01

■A vendre: 1) Boudineuse savon ménage - 1) Boudineuse savon douche - En bon état - Tél: 0775.89.33.80

■Vends: Liquide stock Bordures 130 DA - petite Bord. 100 DA - Tour d'arbre 0,50 x 0,25: 80 DA - Carré de trottoir 240 et 180 DA le m² - à Fleurus (ORAN) - Tél: 0772.58.65.12

■Vends à Oran Rectifieuses de vilebrequin MILLON (France) + Rectifieuse et Aléseuse de bloc moteur Poids lourd KELLENBERGER (Allemagne) - Tél: 0553.56.92.73

■A vendre Machine d'injection 4 postes Bicolore OTTOGALLI Spa, nouveau modèle, état neuf - Tél: 0771.29.23.27 / 043.27.33.41

■Vends Compresseur D71 ENMTP en marche + Rouleau Compacteur ENMTP SP 24 - Le tout en très bon état de marche - Tél: 0771.56.54.13

■Vente en gros Vêtements Bébé et Enfants. Printemps - Eté (marque française) - Tél: 0557.25.30.37

■Import. Sté privée vend: 02 Transformateurs 630 KVA - 01 Transformateur 250 KVA - 01 Groupe électrog. 250 KVA - Machine NEGRIBOSSIN 100 T - Machine MIR 280 T - Machine JON WAI 300 T - Machine JON WAI 100 T - Tél: 0770.91.03.13

■Vends Chiots Staff Américain 02 mois - Contacter Samir au 0771.48.58.68 - BOUSFER

■Le centre de développement des compétences Al-ARIB organise des cours de perfectionnement en traduction AR/FR/AR (Domaine juridique et administratif) pour universitaires - Tél: 041.431.702 - Port: 0794.504.586 - Fax: 041.431.401 - e-mail: markaz-alarib@yahoo.fr

■Vente en gros: Tableaux - Toiles - Décoration murale. ORAN - Tél: 0559.27.46.81

■Vous êtes en recherche d'emploi ? Et la maîtrise d'outil informatique est indispensable? Microway Technology donne du sens à votre CV - Formez-vous en iCDL et obtenez un diplôme international - Contactez 041.32.11.11 / 040.22.40.14 ou sur Face Book: microway.technology@yahoo.fr

■Proposons pour le Broyage des plastiques: Milconiseur PVC - Densifieur PEBD - Broyeurs PET et mousse - Broyeurs Standard tout plastique - Tél: 0770.31.71.71 - Site: WWW.EREI-DZ.TK

■Fromagerie vend 6 Machines portionneuses marque KUSTNER avec pose étiquettes. Bon état - Contacter 0555.05.18.77 - 0555.05.18.74

■Problème informatique ? Microway Technology vous forme à Flasher votre BIOS, récupérer vos données et même d'augmenter la vitesse de votre ordinateur - N'hésitez pas à nous contacter au 041.32.11.11 / 040.22.40.14 ou sur Face Book: microway.technology@yahoo.fr

Office Public des Ventes
Maître : ABBADI Abdelkader - Commissaire-priseur près le Tribunal d'Oran
19, Rue Ho Chi Minh - ORAN - Tél. & Fax : 041 / 41-58-56

Avis de Vente aux Enchères Publiques avec Admission de Soumissions Cachetées

Le Commissaire-priseur porte à la connaissance du public, qu'il sera procédé à la vente aux enchères publiques le Jeudi 14/04/2011 à 9 H du matériel roulant, des pièces de rechange et divers ci-après désignés appartenant à l'entreprise "PMA.T" Oran, sise Route Hassi Bounif, lieu de visite et de vente.

Lot N°	Désignation	Observation
01	Semi-Remorque SONACOME Immatriculé 5722-883-31 (A.C.G.) Equipement Informatique et Téléphonique	Moyen
02	Camionnette FIAT Immatriculée 1500-390-31 (A.C.G.) Matériel de Sécurité Mobilier de Bureau	//
03	V.P. NISSAN BREAK Immatriculé 1235-191-31 (A.C.G.) Groupe Electrogène	//
04	Lot de Pièce de Rechange Clarck MANITOU 10 T	Neuves
05	Lot de Pièces de Rechange Divers	
06	Lot de Bois usagé, Lot de Ferraille et Lot de Cabine de HINO.	

Conditions de Vente : Voir cahier des charges.
" Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'office du C.P. ou Téléphoner au 041-41-58-56
Le Commissaire-priseur
Maître ABBADI AEK

Office Public des Ventes
Maître : ABBADI Abdelkader - Commissaire-priseur près le Tribunal d'Oran
19, Rue Ho Chi Minh - ORAN - Tél. & Fax : 041 / 41-58-56

Avis de Vente aux Enchères Publiques avec Admission de Soumissions Cachetées

Le Commissaire-priseur porte à la connaissance du public, qu'il sera procédé à la vente aux enchères publiques le Mercredi 13/04/2011 à 9 H du matériel roulant, équipement de confort et informatique et divers ci-après désignés appartenant à l'entreprise Laboratoire des Travaux Publics d'Oran "LTPO", sise Rond-Point des Castors, lieu de visite et de vente.

Lot N°	Désignation	Observation
01	Lot de 02 Citernes à Eau à 3.000 L chacune	Usagées
02	Camion à benne SNVI Immatriculé 1038-290-31 (A.C.G.)	Moyen
03	Véhicule DAIHATSU Immatriculé 04468-102-31 (A.C.G.)	//
04	Véhicule DAIHATSU couleur Bleu : 001054248 avec récépissé de déclaration	//
05	Véhicule PEUGEOT Immatriculé 00334-101-31 (A.C.G.) Et Equipement de Confort et Informatique	Bon état
06	Véhicule DAEWOO Immatriculé 03371-102-31 (A.C.G.) Et Equipement de Bureau.	//
07	Camionnette MITSUBISHI Immatriculée 24-302-08 (A.C.G.) et Groupe électrogène	Etat moyen

Conditions de Vente : Voir cahier des charges.
" Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'office du C.P. ou Téléphoner au 041-41-58-56
Le Commissaire-priseur
Maître ABBADI AEK

Distributeur véhicules à Mostaganem recrute:

- Vendeur-Société

Conditions:

- Expérience professionnelle dans l'Automobile
- Apte à se déplacer sur le territoire national
- Salaire selon compétence

Déposer CV à l'adresse suivante:

Chemin vicinal n° 06 Zone d'Entrepôts,
ou envoyer CV par Fax au
N° 045.33.31.77
MOSTAGANEM

Carrefour des Langues

Centre International d'Apprentissage des Langues
Spécial 2011
Initiation et perfectionnement en:

- Français	- Arabe
- Anglais	- Allemand
- Espagnol	- Russe

Pour élèves, lycéens, Travailleurs, Professionnels et autres
Formule Accélérée / Livre offert
Méthode audiovisuelle
Séances de Conversation Gratuites
Existe aussi des cours en formule Week-End

Début des Cours Le 06/04/2011
25 Rue Larbi Ben M'hidi (1er étage) Oran
Tél : 041 29 16 69 / 05 60 33 28 84

Ouverture à Mostaganem d'un
Centre de Procréation Médicalement Assistée

- CPMA - NOUR -

Spécialisé dans
Exploration et traitement de la stérilité
IAC - FIV - ICSI - IMSI
* Equipé aux Normes européennes
* Animé par un personnel hautement qualifié
Lotissement Benchenni.
Villa 69 (à côté Station essence)
Chemouma - Mostaganem
Tél/Fax: 045.20.60.33/34
Email: cpmanour@yahoo.fr

Pour cessation d'activité cède par unité ou en groupe

01- Cuve relais en acier inox avec calorifugeage pour la réception de produits Cap : 200 Kg
02- Moteurs électriques de grande puissance
02- Echangeurs tubulaires
01- Pasteurisateur pour eau de process
01- Pasteurisateur pour le lait
02- Pompes à piston haute pression pour l'alimentation du process
01- Kombinator SCHRODER avec armoire électrique Cap: 3.5 Tonnes/h.
01- Kombinator GESTENBERG
01- Cuve en inox de mélange des ingrédients Cap: 100 kg
01- Cuve en inox avec calorifugeage Cap: 300 kg
01- Tube de repos
01- Machine de conditionnement de margarine en plaquettes de 500 gr
01- Machine de conditionnement de margarine en plaquettes de 250 gr
01- Machine de conditionnement de margarine en barquette de 500gr
01- Tour de refroidissement pour groupe froid
01- Chaudière à vapeur Cap: 3.5 Tonnes/heure
01- Fardeuse

Pour tous renseignement appelez le: 07.71.12.30.92

Avis aux Industriels en agro Alimentaire, Collectivités et traitement de l'eau

Fidèle à ses engagements, la **SARL Hygiène Chimie Industrielle « H.C.I »** Ex -partenaire en Algerie de Johnson Diversey devenu Diversey, continue comme par le passé à fournir son aimable clientèle, à travers le territoire national, ses produits habituels de qualité supérieure fabriqués en Algerie, aux normes européennes à des prix défiant ceux du marché à l'importation et anciennement distribués par H.C.I tout en assurant : leur efficacité, leur disponibilité permanente et nos services habituels.

Nos commerciaux (Tel : 021-681-250/52 Fax : 021-681-659) et notre (E-mail : service.client@hci-Algerie.com) sont à votre disposition pour toute information et vous invitent à visiter notre stand N°J69 Safex au salon Dzagro qui se déroulera du 11 au 14 avril 2011.

Sous le Patronage de Monsieur le Ministre de la Santé de la Population et de la Réforme Hospitalière

5 - 9 AVRIL 2011
Palais des Expositions Pins maritimes, Alger

Journée d'étude
• Les risques infectieux en milieu hospitalier
Séminaires
• Application des normes ISO dans le secteur
• La maintenance des équipements médicaux

ELISA INTERNATIONAL
COMMEvent
Communiquez par l'événement

Accès réservé aux professionnels
10h - 18h

LES MAGASINS EP
Grande Surface Informatique

Changez le look de votre Magasin !
Idéal pour vos expositions aux salons et foires

Présentoir Vitre
Lumineux Avec Roulettes Et Verrouillage

A contacter le service marketing
GSM : 0555 05.02.94 - 0550 55.41.95
GSM : 0555 05.02.52 - 0550 57.63.41

PENSÉE 40ème JOUR ET REMERCIEMENTS
Le 1er Mars 2010 le décès de notre chère mère
Hadjia BELARBI F.Z. née BENAOUA.
Après 1 an on a perdu notre cher frère **BELARBI Benali.**
Voilà déjà 40 jours que tu nous as quittés, t'es parti sans nous prévenir. Combien ta séparation est dure, la plaie est profonde et douloureuse. Vous avez laissé un immense vide toi et maman que personne ne pourra combler. Nous remercions toutes les personnes qui ont compati à notre douleur, en particulier le brave K.B. qui a décrit les obsèques de l'ex-maire de Chetouane BELARBI Benali au journal du 02 Mars 2011. Nous prions Dieu, Le Tout-Puissant; de vous accueillir dans Son Vaste Paradis. **SALIHA qui ne vous oublie jamais.**

إنا لله وإنا إليه راجعون

ENTREPRISE DES TRAVAUX DE BATIMENT - TOUS CORPS D'ETAT
MESBAH HABIB - RELIZANE

CONDOLÉANCES
Ayant appris avec tristesse le décès de la mère de Madame la Directrice de la DLEP de Relizane. Le Directeur Général et l'ensemble du personnel de l'Entreprise de Travaux de Bâtiment Tous Corps d'Etat Habib MESBAH lui présentent leurs sincères condoléances et l'assurent en cette pénible circonstance de leur profonde sympathie. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.
"A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons".
ETB - TCE MESBAH HABIB RELIZANE

النويان العمومي لمكتب الأستاذ سعد الله عبد الكريم محضر قضائي لدى محكمة عين تموشنت لدى اختصاص مجلس قضاء سيدي بلعاس الذي مكتبه بشارع إمبرك يوسف رقم 15 - عين تموشنت

إعلان بالبيع بالمزاد العلني
Tél: 043-60-67-82

تنفيذاً للأمر بالحجز التنفيذي الصادر عن السيد رئيس محكمة بني صاف بتاريخ 2011/02/13 تحت رقم 11/36، وبموجب محضر حجز تنفيذي المؤرخ في 2011/03/16 لصالح بنك التنمية المحلية وكالة بني صاف ضد السيد عراب محمد الساكن برقم 192 غار البارود بني صاف، سيتم البيع بالمزاد العلني لشاحنة من نوع (SNVI) K 120 تحت رقم 00073- 208-46.

- وذلك يوم الخميس 2011/04/14 على الساعة 10.00 سا صباحا بمقر مكتبنا الواقع بشارع إمبرك يوسف رقم 15 عين تموشنت لصالح بنك التنمية المحلية وكالة بني صاف.

حدد السعر الافتتاحي للزيادة بـ 2.600.000,00 دج (مليونان وستمئة ألفا دينار جزائرياً).

- للإطلاع على الشاحنة المذكورة الرجاء الاتصال بمكتبنا الواقع بالعنوان المذكور أعلاه.

- لا تقبل الشاحنة إلا بعد دفع الثمن الكلي الذي رُسم به المزداد إضافة إلى المصاريف والرسوم.

المحضر القضائي

LES MAGASINS EP
Grande Surface Informatique

Changez le look de votre Magasin !
Idéal pour vos expositions aux salons et foires

Prix choc !

Présentoir Vitre
Lumineux Avec Roulettes Et Verrouillage

A contacter le service marketing
GSM : 0555 05.02.94 - 0550 55.41.95
GSM : 0555 05.02.52 - 0550 57.63.41

LOUE

Appartement standing meublé 4/5 pièces - Centre-ville ORAN
(près Marché Michelet) -
Tél.: 05.50.04.22.20



07.00 Journal télévisé
07.15 Sabah El Kheir
10.00 Dessins animés
10.30 Min ghir lih Feuilleton arabe
11.15 Documentaire
12.00 Dessins animés
12.35 Ibtikarat Documentaire
13.00 Journal télévisé

13.40 Hayati aâdab
15.00 Azizi El-Mouchahid
16.30 Dessins animés
17.00 Djerouh El-Hayat
17.30 Moutâat El-Maïda Documentaire
18.00 Journal télévisé amazigh

18.20 El-Moustahliq

18.45 El-Moufid Documentaire
20.00 Journal télévisé
20.45 Hiwar el-sâa
21.45 Dr House Série
23.00 Master sport
00.00 Journal télévisé



19.35 Les beaux mecs



Avec Simon Abkarian, Soufiane Guerrab
 1983 : après le braquage de la bijouterie Maillol qui a mal tourné, Tony est toujours en fuite. Claire se retrouve seule à élever le bébé. Guido est persuadé que Tony l'a trahi et rejoint les frères Balducci. En 2011, Tony et Guido ont voulu se venger des Balducci qui les ont autrefois floués. Mais leur vengeance a des conséquences qu'ils n'avaient pas prévues.
21.35 Ma maison de A à Z
21.40 Face aux Français... conversations inédites
23.40 Journal de la nuit
00.00 Des mots de minuit



19.35 Maison en travaux, du rêve... au cauchemar



Si la décision d'entreprendre des travaux dans son logement a toujours pour objectif de réaliser un beau projet, il arrive que l'aventure tourne au cauchemar. Sébastien Girodon a ainsi suivi trois couples et une femme célibataire qui ont choisi de rénover ou de transformer leur maison.
21.00 Hors-série
21.30 Soir 3
21.55 Ce soir (ou jamais !)
23.25 Couleurs outremer
23.55 Espace francophone
00.25 Soir 3



07.55 Les maternelles
09.00 Allô Rufo
09.15 Superstructures
10.10 Les Malouines, le paradis des oiseaux
11.00 Ludo Zouzous
12.35 Le magazine de la santé
13.30 Allô, docteurs !
14.05 Zoo nursery : Berlin
14.35 Le clan des Sakuddei
15.30 Papillons
16.23 Comprendre la route, c'est pas sorcier
16.25 C l'info
16.30 C à dire ?!
16.43 Soyons clairs avec la retraite
16.45 C dans l'air

18.00 Arte journal

18.30 Globalmag
18.55 Les derniers de leur espèce
19.40 La biodiversité menacée
- Quelles solutions pour demain ?
Espèces en voie de disparition, écosystèmes malades, atteintes irréversibles à l'environnement : face à ce scénario catastrophe et au risque de la destruction du monde naturel sous les effets de la pollution et du changement climatique, un consensus a vu le jour sur la nécessité de conserver la nature. Avec des images fortes et éloquentes, recueillant des avis aussi experts que passionnés, ce film soulève des questions incontournables : quels sont les modèles scientifiques fiables pour agir avec succès ?
21.10 Le dessous des cartes
21.25 Better Things
22.55 Le fabuleux voyage des choses inutiles
23.55 Fortunes
01.39 Pollution : le casse-tête chinois
01.40 Contaminés

arte



TF1 19.35

LIGUE DES CHAMPIONS

- Chelsea (Ang) / Manchester United (Ang)
 Ligue des champions. Quart de finale aller. Chelsea (Ang) / Manchester United (Ang). L'affiche de ces quarts de finale est assurément outre-Manche avec cet alléchant Chelsea / Manchester United. Qui des Blues ou des Red Devils sortira vainqueur de ce duel 100% anglais ? Les deux derniers champions d'Angleterre s'affrontent pour une revanche de la finale 2008, remportée par les Mancuniens de Sir Alex Ferguson aux tirs au but. Et même si les clubs français font défaut à ce stade de la compétition, quelques Tricolores fouleront la pelouse de Stamford Bridge : Florent Malouda et Nicolas Anelka du côté de Chelsea et Patrice Evra au sein de l'effectif mancunien, leader de la Premier League.



4 19.35

KILL SPEED

Avec Andrew Keegan, Brandon Quinn, Natalia Cigliuti, Nick Carter
 Pour satisfaire leur goût du luxe et de l'argent, quelques amis acceptent de travailler pour un cartel de la drogue mexicain. Pilotes accomplis, ils utilisent des avions high tech et extrêmement rapides pour transporter la drogue du Mexique jusqu'à la Californie. Tout bascule lorsqu'un des leurs se tue dans un crash spectaculaire. Repérée par une agence gouvernementale, la bande d'amis se voit contrainte de retourner sa veste et de travailler pour l'Agence de lutte contre le trafic de stupéfiants...



CANAL+ 19.53

SEPT VIES

Avec Will Smith, Rosario Dawson, Woody Harrelson, Elpidia Carrillo
 Ben Thomas est à la recherche de la rédemption. Il veut à tout prix transformer radicalement la vie de sept personnes. Patiemment, il sélectionne celles et ceux qu'il va aider. Car ses critères sont très stricts. Et c'est en se servant d'informations fiscales qu'il rencontre ces personnes. Car ce qui intéresse Ben Thomas, c'est de venir en aide à des gens qui font le bien. Parmi les profils qu'il retient, il y a celui d'Emily. Avec un certain agacement, la jeune femme refuse de répondre à ses questions indiscrètes. Pourtant, Ben et Emily vont se rapprocher insensiblement. La jeune femme commence à trouver que ce contrôle fiscal a du bon.



21.50 Esprits criminels



- Humiliés
Avec Michael Ironside, Joe Mantegna
La petite ville de West Bune, au Texas, est secouée par une violente explosion. Deux habitants, Jordan, une adolescente, et son père, sont tués par la déflagration. Un inconnu avait placé une bombe dans leur maison et les deux agents de police arrivés les premiers sur place sont abattus par un tireur embusqué équipé d'une arme automatique.
22.40 Forgotten
00.15 Deadline, chaque seconde compte



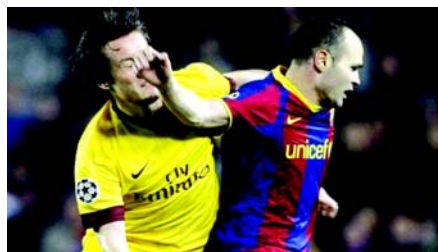
19.45 La pire semaine de ma vie



Avec Bruno Salomone, Elodie Frenck
Dans une semaine tout juste, Stéphane va épouser Mélanie, la fille aînée du juge Coville. Si les quelques jours qui précèdent un mariage sont rarement de tout repos, ceux que va vivre Stéphane vont battre tous les records. Le fiancé commence par perdre l'alliance léguée à la famille de Mélanie par l'impératrice Joséphine.
21.25 Un mariage à tout prix
19.05 Scènes disparitions
00.50 100% Poker



21.53 Ligue des champions



- Les rencontres de la soirée de mercredi
Ligue des champions. Quarts de finale aller. Les rencontres de la soirée de mercredi. Le choc 100% anglais entre les Blues de Chelsea et les Red Devils de Manchester United devrait être largement commenté en plateau. Les Londoniens, avec Florent Malouda, Nicolas Anelka et Fernando Torres, ne sont plus en course pour le titre national, au contraire des hommes d'Alex Ferguson, encore engagés sur de nombreux tableaux.
22.35 Etat de choc : Inhale
23.57 Complices
01.28 Chloé



15.35 Aimé Césaire : Hommage de la Nation
17.45 Chabotte et fille
18.10 En voyage
18.35 Tout le monde veut prendre sa place
19.30 Journal (France 2)
19.55 Sultan marathon des sables
20.00 Ondes de choc
21.45 TV5MONDE, le journal
21.55 Journal (TSR)
22.25 Le point
23.20 TV5MONDE, le journal Afrique
23.35 Sud, coté court
00.00 Grande ourse, la clé des possibles



09.15 Ludo
12.15 Avis de sortie
12.30 Doctor Who
14.10 Ludo
16.05 Plus belle la vie
17.00 Largo Winch
17.50 JAG
19.25 Samantha Oups !
19.30 Comprendre la route
19.35 Kill Speed
21.05 Hyper Sonic
22.40 Dangers dans le ciel
00.20 Inna de Yard All Stars au printemps de Bourges 2009



08.45 Les enquêtes impossibles
10.40 Le destin de Lisa
12.00 Journal
12.09 MP1
12.15 Medicopter
13.55 Le destin de Lisa
15.43 MP1
15.45 NT1 actu
15.50 La vie devant nous
16.50 Dawson
19.40 Shadow Man
21.20 Blade
00.40 MP1
00.45 Jeux actu
01.05 En mode Gossip

Autisme en Algérie

Le 02 avril dernier était la journée mondiale de l'autisme. «La célébration annuelle de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, selon le message du Secrétaire Général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, revêt donc une importance grandissante car elle offre la possibilité de mobiliser des forces pour agir et aider.»

Par Yazid Haddar *

Qu'en est-il de cette journée en Algérie ? Les autistes sont-ils pris en charge ? Si oui, comment sont-ils pris en charge ? Le diagnostic est-il à l'âge précoce ?... etc.

Il est important de dissocier sur le plan clinique l'autisme de la déficience intellectuelle (surtout la déficience profonde). Ainsi, l'autisme relève des troubles envahissants du développement (TED), selon les classifications internationales: CIM 10 et DSM IV. Les autistes sont connus pour leurs anomalies de la communication orale et/ou non verbale, par leurs anomalies des interactions sociales et par leurs centres d'intérêts restreints. L'étiologie de cette pathologie n'est pas assez identifiée. Cependant, il semblerait selon les recherches actuelles que l'autisme est relié à un «désordre neurologique des premiers stades de développement du cerveau».

Le diagnostic, qui devrait être fait avant l'âge de 3 ans et qui permettrait de prendre en charge l'enfant avec autisme à l'âge précoce, se fait souvent en retard en Algérie. Régulièrement, le diagnostic se fait à l'âge de 5 ans et parfois plus pour de multiples raisons, d'une part le manque d'information et/ou de formation du corps médical sur la pathologie, et d'autre part la prédominance des pratiques et/ou des croyances traditionnelles dans certaines régions. Lorsque le diagnostic est fait, la prise en charge reste aléatoire, car en état actuel il existe peu d'institutions qui prennent en charge ce type de pathologie. Ces espaces sont présents en grande partie à Alger et dans quelques grandes villes, mais sans résultats probants.

J'aimerais attirer l'attention des lecteurs sur trois points importants : juridique, formation et prise en charge de l'handicap en Algérie. Malgré les efforts émis par les autorités sanitaires pour prendre en charge cette population, il reste beaucoup de chose à faire. Sur le plan juridique, la situation des handicapés ne connaît pas une évolution notable. Leur situation dépend de l'aumône du ministre de la Solidarité. Il n'existe pas une loi telle que celle de 2005 en France où la notion de handicap a nettement évolué, du point de vue de la prise en charge (l'indemnisation, les centres spécialisés, etc.) et du point de vu de l'évolution de la notion de handicap dans la société. Désormais en France, on ne parle plus de personnes handicapées, mais de personnes en situation d'handicap. Le statu quo des personnes handicapées en Algérie est en détresse, un vide juridique est frappant. Dans le même ordre d'idée, la notion de handicap reste souvent à l'état archaïque, imprégnée des pratiques traditionnelles moyenâgeuses dans notre société.

Quant à la formation, il est temps que l'Algérie ouvre des instituts pour former des éducateurs spécialisés dans plusieurs domaines : social, délinquance, handicap visuel, handicap auditif, handicap mental, autisme, handicap psychologique, etc. Chaque domaine nécessite une intervention particulière, c'est-à-dire une intervention spécialisée. Concernant les psychologues, j'ai déjà abordé cette question dans un autre article, il est urgent de revoir dans l'entité cette formation et les modalités d'attribution du diplôme de psychologue, ainsi que le contenu et les stages proposés. Des journées de sensibilisation et/ou de formation pour les médecins et les autres spécialistes pourraient améliorer la pratique et par conséquent la prise en charge.

Les prises en charge sont souvent l'initiative des associations de parents d'enfants handicapés qui essaient de remédier au manquement des centres spécialisés, mais qui sont malheureusement en manque d'encadrement et des ressources financières. L'ouverture d'un centre national de l'autisme, à El Biar par exemple, et qui sera semble-t-il suivi par l'ouverture d'autres centres dans d'autres wilayas au cours de cette année, reste insuffisant vu le nombre d'autistes en Algérie. Selon les sources officielles, l'Algérie compte 39 000 autistes dont 360 scolarisés, soit moins de 1%. Si le centre existant prend en charge 200 autistes, c'est-à-dire 0.5%, 38800 autistes (99.5%) sont à la charge de leurs parents avec une pension de 4000 DA qui arrive souvent en 8 mois de retard ! il y a de quoi s'interroger !

Il est vrai que le gouvernement dépense des sommes faramineuses dans la santé, la solidarité, etc. mais ces sommes ne parviennent pas aux destinataires. Rien n'est plus sûr qu'une loi qui pourrait structurer et encadrer ces dépenses. Et surtout si cette loi est respectée !

* Neuropsychologue.

Les USA ordonnent l'inspection des Boeing 737 les plus anciens

Les autorités américaines ont ordonné une inspection des Boeing 737 les plus anciens, une mesure qui s'applique à 175 appareils dans le monde, dont 80 aux Etats-Unis, trois jours après l'atterrissage d'urgence d'un de ces avions ayant un trou dans sa carlingue. L'administration de l'aviation civile (FAA) «va publier une directive d'urgence qui exigera que les opérateurs des modèles anciens de Boeing 737 conduisent une série de tests «pour évaluer l'usure structurelle» des appareils, écrit l'autorité aérienne dans un communiqué. Sur les 80 appareils américains concernés, 79 appartiennent à Southwest Airlines, dont un des Boeing avait un trou dans la carlingue.

Les appareils visés par ces inspections sont les Boeing 737 des séries -300, -400 et -500 qui ont effectué plus de 30.000 vols.

«La sécurité est notre première priorité», a déclaré le secrétaire aux Transports Ray LaHood dans le communiqué de la FAA. «L'incident de vendredi était très grave et pourrait déboucher sur d'autres mesures selon les résultats des inspections», a-t-il ajouté.

Les tests, des inspections électromagnétiques, «visent à détecter des fissures dans certaines parties spécifiques de l'appareil qui ne sont pas visibles au cours d'une inspection à l'oeil nu», a précisé l'administrateur de la FAA Randy Babbitt. La FAA indique que d'autres inspections seront menées à intervalles réguliers sur ces avions.

La compagnie Southwest a par ailleurs indiqué lundi que des fissures avaient été trou-



vées dans la carlingue de trois de ses avions après une série d'inspections menées à la suite de l'atterrissage d'urgence de vendredi.

«De nouvelles inspections ont permis de répertorier trois avions avec des fissures. Ces appareils ne seront pas remis en service jusqu'à ce que les réparations nécessaires soient terminées», est-il écrit.

La compagnie a dû annuler 70 autres vols lundi après en avoir annulé quelque 300 dimanche. Vendredi après-midi, un Boeing 737-

300 de Southwest qui reliait Phoenix à Sacramento avait dû atterrir sur une base aérienne à Yuma (Arizona) une quarantaine de minutes après son décollage, sa cabine étant dépressurisée à cause d'un trou dans la carlingue.

Dans un communiqué séparé, Boeing a dit «continuer à apporter une assistance technique au Bureau national de sûreté des transports, pendant qu'il continue d'enquêter» sur les incidents. Il a précisé travailler aussi «étroitement avec la FAA».

Afrique du Nord

L'Europe prête à un accueil exceptionnel des réfugiés



La Commission européenne envisage de demander l'activation d'une procédure exceptionnelle pour accueillir les réfugiés d'Afrique du Nord dans l'UE et compte lancer le débat dès la semaine prochaine, a-t-elle indiqué lundi soir. Il s'agirait, «dans le cas d'un afflux massif de personnes déplacées et de réfugiés» de Libye, Tunisie ou Egypte, d'utiliser la directive de 2001 prévoyant une protection temporaire» de ces migrants dans les pays européens, a déclaré la commissaire chargée des questions d'immigration, Cecilia Malmström, devant le Parlement européen.

Les conditions d'activation de la procédure ne sont actuellement pas réunies car la majorité qualifiée nécessaire des pays de l'Union européenne pour la valider n'existe pas.

Il n'empêche: la Commission va «suivre la question de près et la poser à l'occasion du conseil des ministres prévu la semaine prochaine», a précisé Mme Malmström, en référence à une réunion des ministres européens de l'Intérieur prévue le 11 avril.

L'idée serait d'offrir une protection à ces personnes dans les Etats membres» de l'Union européenne et de faire jouer «la solidarité» entre pays, a-t-elle dit. Cette clause n'a encore jamais été utilisée dans l'Union européenne. Elle a été adop-

tée en 2001 pour permettre à l'Europe de faire face collectivement à un afflux très prononcé de réfugiés ou de personnes déplacées, comme avant cela lors de la guerre au Kosovo en 1999.

La directive européenne en question permet aux bénéficiaires de la protection temporaire de recevoir un titre de séjour et de se voir accorder un droit d'accès à l'emploi, à un logement, à l'assistance sociale, aux soins médicaux et au système scolaire. Les membres proches de la famille peuvent être réunis également. Cette protection a au départ une durée d'un an, avec possibilité d'une prorogation de deux fois six mois.

Des ONG militent depuis déjà plusieurs semaines pour que l'UE active cette clause. Mais jusqu'ici les Européens s'étaient gardés d'évoquer son utilisation. L'Italie se plaint du manque de soutien de ses partenaires européens et de l'UE face à l'arrivée d'un nombre important d'immigrants clandestins venus de Tunisie principalement. Rome aimerait que d'autres pays de l'UE prennent en charge une partie des arrivants, ce que ces derniers rechignent à faire. La petite île italienne de Lampedusa, située face aux côtes tunisiennes, est en première ligne: elle a été submergée par une vague d'immigrés depuis le début de l'année, qui a atteint plus de 22.000 personnes.

Espagne

Il tue sa compagne et montre son cadavre par webcam

Un Roumain accusé d'avoir tué sa compagne enceinte, puis d'avoir montré son cadavre par webcam à sa famille en Roumanie, a été arrêté en Espagne, a annoncé mardi la police espagnole. Cet homme âgé de 21 ans a été arrêté lundi à Torrejón de Ardoz, dans la banlieue de Madrid, selon un communiqué de la police. Il est accusé d'avoir tué en l'étranglant sa compagne, une jeune Roumaine de 19 ans, enceinte, et d'avoir par la suite raconté les faits à son propre père resté en Roumanie, via webcam, en lui montrant le cadavre.

Le père de l'agresseur, qui avait l'habitude de communiquer avec son fils par internet, a aussitôt prévenu la police roumaine, qui s'est mise en contact avec la police espagnole pour arrêter le jeune homme. Au cours de la conversation avec son père, le jeune homme a menacé de tuer de la même manière la soeur de la victime, une adolescente de 13 ans, dès son retour de l'école. La police espagnole s'est rendue au domicile de l'agresseur présumé qui a fini par ouvrir la porte aux agents.

Ceux-ci ont découvert dans l'appartement le cadavre, et une fillette de trois ans, enfant du couple, présente au moment des faits. La ville de Torrejón de Ardoz, au nord-est de Madrid, abrite une importante communauté roumaine, de près de 9.000 personnes sur un total de 118.000 habitants.

32 morts dans le crash d'un avion de l'ONU à Kinshasa


Trente deux personnes, selon l'ONU, ont péri lundi à Kinshasa dans l'accident d'un avion de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco), le premier crash impliquant un appareil de l'organisation dans ce pays depuis le début de sa mission en 1999.

Une seule personne sur 33 a survécu, selon l'ONU, s'exprimant depuis son siège de New-York. «Nous sommes désormais en mesure de confirmer qu'une seule personne a survécu sur les 33 qui se trouvaient à bord de l'avion de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco) qui s'est écrasé aujourd'hui», a déclaré devant la presse le porte-parole de l'ONU Farhan Haq. Sur place, une source aéroportuaire avait auparavant fait état de «26 morts et six blessés graves».


Initialement, un journaliste de l'AFP sur place avait compté seize cadavres. L'accident s'est produit lorsque le pilote a tenté de se poser sur la piste d'atterrissage, alors qu'une forte pluie s'abattait sur la capitale congolaise, selon le journaliste de l'AFP. L'avion, de type Fokker 100 immatriculé UN 834 et assurant la liaison Goma-Kinshasa, via Kisan-gani, chef-lieu de la Province orientale, s'est brisé en plusieurs morceaux, a-t-on constaté.

Vous pensez devoir travailler vos apparences en fonction d'une conception qui vous paraît peu favorable. Dites simplement quelles sont vos réelles intentions et laissez les autres décider ce qu'ils veulent bien vous croire.




 Vous devriez découvrir de réelles possibilités dans une nouvelle affaire. Essayez de ne pas céder aux craintes et aux doutes qui pourraient vous assaillir.




 Vous vous sentirez un moral de vainqueur. Vos tâches habituelles ne vous font pas peur et vous travaillerez pour vous avec acharnement.



 La chance vous aide à profiter d'une offre providentielle que vous auriez tort de différer. Une opposition de dernière minute vous fait prendre des dispositions d'envergure pour parvenir à exécuter dans les délais les plans dont vous aviez lancé les bases.



 Des problèmes personnels pourraient survenir si vous ne faites pas attention à ce que vous dites. On dit souvent que la parole est d'argent mais que le silence est d'or. Faites en l'expérience et tout le monde sera très heureux d'une plus grande discrétion.




Marie 24-06 au 25-09
Vous vous sentirez concerné par des questions de confiance. Vous regrettez d'avoir fait trop confiance à une certaine personne très proche de vous. Heureusement la chance passe et vous verrez les événements se dérouler à votre profit.



Balance 24-07 au 25-10
Vous aurez la chance d'avoir une belle proposition financière qui vous sera faite confidentiellement. Mais attention, si un beau parleur essaie de vous convaincre de lui confier votre argent, réfléchissez bien avant.



 Les grandes lignes d'un projet seront jetées à la hâte. Pourtant, malgré cela, vous pouvez avoir la certitude que cette affaire pourrait bien réussir à la surprise générale surtout si vous y mettez du vôtre en priorité. La forme vous sourit.




Une personne que vous avez rencontrée récemment va se rapprocher de vous et vous vous découvrez une nouvelle amitié possible. Tous deux vous pouvez très bien vous entendre et devenir des compagnons de route.




 Vous allez découvrir que la communication avec les autres s'améliore. Vous constaterez avec satisfaction que vos idées sont mieux reçues. Vos idées seront reconnues par votre entourage.



 De réelles possibilités vont se faire un jour. Essayez de ne pas céder aux craintes et aux doutes sans fondement. Aller de l'avant est positif, tout ce que vous avez à faire est de croire en vous.



 Vous retrouvez le bon moral et un grand sourire illuminera votre visage. Vous allez finalement bien vous en sortir. Vous allez traverser victorieusement un épisode difficile et votre bonne humeur vous sera d'un grand secours.

[illegible]

ANTICIPATION –
ARRANGEMENT –
BONHEUR –
BOURDONNEMENT
- BOURRASQUE –
CITE –
CONTEMPLER –
DEDOMMAGEMENT
– DEGUISER –
ENCHANTEMENT –
ETAMINE – ETAPE –
EUPHORIE –
FELICITER –
FREDAINE –
GOUTER – HIER
HISSEUR - JOIE –
MERLE – ODEUR –
PLAISIR –
PROSPERITE –
RATER – ROSE –
SACHET –
SATISFACTION –
TERGIVERSER –
TERRE – TIRET –
TOUPET – VESTE.

A	S	T	N	E	M	E	N	N	O	D	R	U	O	B
T	E	A	S	N	E	T	I	R	E	P	S	O	R	P
A	I	O	C	C	R	E	N	I	M	A	T	E	N	N
H	R	D	O	H	L	R	R	F	V	T	N	R	O	O
E	O	E	N	A	E	I	A	R	E	N	E	E	I	I
C	H	G	T	N	I	T	T	E	S	E	M	S	T	T
U	P	U	E	T	O	E	E	D	T	M	E	R	A	C
R	U	I	M	E	J	P	R	A	E	E	G	E	P	A
E	E	S	P	M	P	U	C	I	R	G	A	V	I	F
T	E	E	L	E	L	O	I	N	U	N	M	I	C	S
U	P	R	E	N	A	T	T	E	E	A	M	G	I	I
O	A	R	R	T	I	R	E	I	H	R	O	R	T	T
G	T	E	H	I	S	S	E	R	N	R	D	E	N	A
R	E	T	I	C	I	L	E	F	O	A	E	T	A	S
E	U	Q	S	A	R	R	U	O	B	O	D	E	U	R

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un animal «doux et b nin».
- Mon 2e, c'est bien avant l'heure.

Mon tout est une maison de rêve.

- A.** Générosité.
- B.** En rogne. Accès de colère. Mémoire morte.
- C.** Tenue.
- D.** Medecin de famille. Prendre une assurance tous risques.
- E.** Plombs de chasse. Grecque.
- F.** Poisson. Assemblée populaire.
- G.** Sa force, c'est la masse. Cran d'attache.
- H.** Symbole de mesure. Régime.
- I.** Une femme pas du tout facile ! Etoile du Sud.
- J.** Poursuivre. Cocottes.

E	S	C	L	A	N	D	R	E	S
Q	U	I	E	T		R	A	T	A
U	S	T	E	N	S	I	L	E	S
I	P	A		E		V	E		S
P	I	T	E		R	E	S	T	E
E	C	I	M	E	E	S		R	N
M	I	O	C	H	E		V	I	T
E	O	N			L	I	E	E	
N	N		B	A	L	O	U	R	D
T		P	A	T	E	N	T	E	E

G	A	G	N	E	P	A	I	N
L	I	E	U	X		P	R	E
O	R	M	E		C	R		T
U		I	S	O	L	E	E	S
S	I	S		M		S	C	
S		S	T	A	R		R	P
E	T	A		R		M	E	R
R	E	N	D			R	I	V
	S	T	R	I	E		I	T
S	T	E		D	A	N	S	E
E	S		N	E		O	S	E
T		L	I	E	S	S	E	

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
R	O	D	I	E	T	S	A	P	V	L	C	M
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
N	U	B	G									

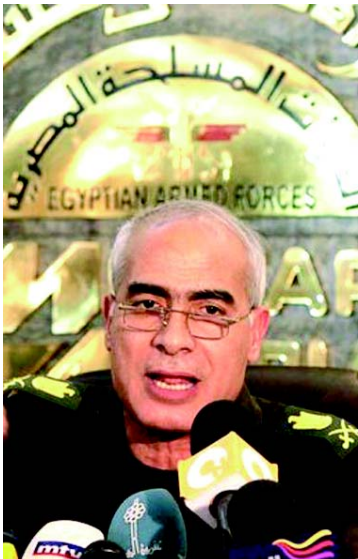
1 P	2 I	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

1	8	3	7	2	8	4	2	7	6
8	13	8	1	7	6	9		3	12
3	5	7		8	3		14	2	9
7	3	6	15	4	6		12	9	
2	6		5	2	9	2	15		5
16	6	4	4	6		16	4	5	9
12	9	8	2		8	7	6	4	6
4		11	6	9	7	6	9		2
2	10	5		7	6	3		13	4
6	1	2	16	12	3	6		6	4
3		3		1	14		6	7	6
9	1		11	2	5	4	6	7	
	8	4	8	13	2	10		6	7
15	3	2	9	6	6		14		5
16	8	9	6	9		1	8	2	10

7 ERRORS



L'Egypte ne sera pas gouvernée par «un autre Khomeiny»



L'Egypte ne sera pas dirigée par «un autre Khomeiny», a assuré lundi le Conseil suprême des forces armées, cité par l'agence officielle Mena, en référence à l'ayatollah qui a dirigé la révolution islamique de 1979 en Iran. «Le Conseil suprême des forces armées ne permettra pas à des courants extrémistes de contrôler l'Egypte», a affirmé l'adjoint du ministre de la Défense, Mohammed Mokhtar al-Mella, selon la même source. Ces déclarations interviennent au moment où de nombreux Egyptiens se disent inquiets de la nouvelle visibilité de la mouvance islamiste radicale, qui était réprimée sous Hosni Moubarak, contraint à la démission le 11 février par un soulèvement populaire sans précédent. Le départ de M. Moubarak a fait craindre chez les Occidentaux l'établissement d'un régime islamique en Egypte, où les Frères musulmans sont le plus puissant des groupes d'opposition. Mais la confrérie islamiste, qui dit prôner un islam modéré, assure ne pas être en faveur d'un Etat religieux. «L'Egypte ne sera pas gouvernée par un autre Khomeiny», a affirmé le Conseil lors d'une rencontre de trois heures avec des rédacteurs en chef de médias égyptiens.

L'armée a en outre réitéré son engagement à rendre le pouvoir aux civils après les élections législatives et présidentielle et à respecter la liberté d'opinion. Le Conseil «a exprimé l'espoir que l'Egypte devienne demain un Etat démocratique et moderne», a indiqué la Mena. M. Moubarak a délégué ses pouvoirs à l'armée juste après avoir démissionné et les militaires se sont engagés à remettre les rênes du pays à un pouvoir civil après les élections. Les législatives auront lieu en septembre, la présidentielle est prévue «un à deux mois» après cela.

Un Palestinien tué par des tirs israéliens

Un Palestinien a été tué mardi par des tirs israéliens dans le nord de la bande de Gaza, a-t-on indiqué de sources médicales palestiniennes. «Un Palestinien a été tué par l'explosion d'un obus de char israélien près d'Erez», un point de passage entre Israël et la bande de Gaza, a indiqué à l'AFP le chef des services médicaux de Gaza, Adham Abou Selmiya. Selon lui, la victime, Mohammed Ziyad Shalha, était âgée de 21 ans.

Une porte-parole de l'armée israélienne a confirmé que des soldats avaient ouvert le feu sur un «homme armé». «Les soldats ont identifié un homme armé près de la clôture de sécurité dans le nord de la bande de Gaza et ouvert le feu dans sa direction», a affirmé la porte-parole, en précisant qu'il avait été «touché». Selon des témoins palestiniens, l'incident s'est produit dans un secteur où des Palestiniens ramassent du gravier destiné à des chantiers.

Le Pen relaxé pour des affiches «Non à l'islamisme»



L'ancien dirigeant de l'extrême droite française Jean-Marie Le Pen, poursuivi pour incitation à la haine raciale pour avoir diffusé des affiches électorales jugées offensantes à l'encontre des musulmans, a été relaxé mardi par un tribunal de la région parisienne. Les affiches litigieuses représentaient une femme intégralement voilée à côté d'une carte de France recouverte du drapeau algérien, sur laquelle se dressaient des minarets en forme de missiles, avec pour titre «Non à l'islamisme». Elles avaient été diffusées par le mouvement des jeunes du Front na-

tional (FN, extrême droite) pour les élections régionales de février 2010, suscitant de nombreuses protestations, y compris de l'Algérie, et leur utilisation avait été interdite par un tribunal. L'ancien président du FN était poursuivi par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap). Une peine d'emprisonnement avec sursis avait été requise contre lui le 1er mars.

Début décembre 2010, pour les mêmes faits, le tribunal correctionnel de Paris avait déjà débouté deux associations plaignantes, pour des questions de procédure. Après la décision,

l'avocat du Mrap, Me Khaled Lasbeur, s'est déclaré «surpris», estimant que «les faits incitant à la haine raciale et à la discrimination étaient établis».

Lors de l'audience au tribunal de Nanterre, l'avocat du Mrap avait produit un vidéo d'un discours du 7 mars 2010 dans lequel Jean-Marie Le Pen «revendique la paternité de l'affiche, constituant de ce fait l'infraction de provocation à la haine», selon le procureur de la République. Absent mardi, l'avocat de Jean-Marie Le Pen, Me Wallerand de Saint Just, avait dénoncé un «procès d'intention» fait à son client.

L'Italie condamnée pour l'expulsion d'un Tunisien

L'Italie a été condamnée mardi par la Cour européenne des droits de l'Homme pour avoir renvoyé dans son pays un ressortissant tunisien qui affirme avoir été arrêté et torturé dès son retour, malgré une demande de la CEDH de suspendre la décision.

Ali ben Sassi Toumi avait été condamné en 2007 à six ans de détention pour terrorisme international par un tribunal italien. Libéré en mai 2009, il avait été expulsé en août suivant, alors que la CEDH avait demandé à

l'Italie de ne pas exécuter cette décision, en raison de craintes de mauvais traitements en Tunisie. Le gouvernement italien avait alors affirmé avoir reçu des assurances diplomatiques que M. Toumi ne serait pas maltraité ni poursuivi pour les mêmes faits dans son pays.

Pourtant, M. Toumi affirme avoir été arrêté dès son arrivée en Tunisie, torturé pendant sa détention puis libéré dix jours plus tard sous condition de garder le silence. Il dit également avoir fait l'objet de menaces de

la part de la police tunisienne après sa remise en liberté.

Se basant sur des «sources internationales sérieuses et fiables», la CEDH rappelle que «les allégations de mauvais traitements ne sont pas examinées par les autorités tunisiennes compétentes et que (celles-ci) sont réticentes à coopérer avec les organisations indépendantes de défense des droits de l'Homme». Elle souligne que l'avocat italien de M. Toumi n'a pas pu rencontrer son client lors de sa détention.

EDITORIAL

Par M. Saâdoune

DÉRIVES FRANÇAISES

vocations permettraient de reprendre des électeurs au Front national.

En réalité, cette droite a banalisé les idées racistes et xénophobes et fait comprendre aux électeurs qu'il n'y a aucun mal à préférer l'original à sa honteuse copie. En matière de copie, le ministre de l'Intérieur français fait fort. Le parti de Le Pen peut sans hésitation affirmer que ses idées racistes se sont enracinées au ministère de l'Intérieur. Le prédécesseur de M. Guéant a été condamné pour propos racistes. M. Guéant est sur la même pente et il suscite, à juste titre, une vague d'indignation chez les musulmans comme à gauche.

Ces 99% de musulmans qui «ne posent pas de problème» ont un très grave problème avec des politiciens en perdition électorale. Ils ont de bonnes raisons de se demander jusqu'où peut aller la droite française dans sa course derrière les électeurs du Front national.

On ne sait pas vraiment comment les musulmans de France pourront satisfaire M. Guéant et le rassurer. Comment résoudre cette question du «nombre» présumé excessif des musulmans ? Par l'expulsion ? La stérilisation forcée ?

Le plus frappant dans la dérive du «débat» sur les musulmans en France est son côté racial implicite. Ce sont bien les 99% qui ne posent aucun problème qui sont interpellés. Personne n'est laissé en paix, pas même ceux qui ne pratiquent pas et ils sont très nombreux. Le musulman qui est institué en «menace» n'est pas seulement celui qui prie, dans la mosquée ou dans la rue... Le musulman, c'est une couleur et des «origines» lointaines qui n'en font jamais vraiment un «vrai» Français. De ce point de vue essentialiste, il sera toujours un problème à agiter pour des politiciens sans scrupule.

Les dérives de la droite présumée républicaine vers une islamophobie franche et décomplexée confirment clairement l'état inquiétant de dégradation des mœurs politiques en France.

L'opposition yéménite prête à négocier à Ryadh un transfert de pouvoir



L'opposition yéménite s'est dite prête à entamer des négociations sous les auspices de l'Arabie Saoudite pour organiser le départ du président contesté Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

Cette prise de position intervient au lendemain d'une offre du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), réuni à Ryadh, de faciliter une médiation entre l'opposition yéménite et le président Saleh, cible d'un mouvement de contestation sans précédent. «Nous acceptons l'invitation et nous annonçons que nous participerons, mais seulement pour discuter d'un transfert de pouvoir», a déclaré à l'AFP un porte-parole de l'opposition Mohammed Qahtan, joint au téléphone.

Dans la nuit de dimanche à lundi, les monarchies arabes du Golfe, lors d'une réunion extraordinaire à Ryadh, avaient proposé leur médiation entre l'opposition et le pouvoir au Yémen. Les ministres des Affaires étrangères des six pays du CCG avaient exprimé «leur vive inquiétude face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité et l'état de division qui prévaut au Yémen». «Les pays du CCG ont convenu de mener des contacts avec le gouvernement et l'opposition yéménite» pour proposer «des idées» qui permettraient de débloquer la situation, selon le communiqué. Les pays du CCG - qui regroupent l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Emirats Arabes Unis, Oman, le Qatar et le Koweït - sont extrêmement inquiets face à l'instabilité au Yémen, parent pauvre de la péninsule arabe. Le président Saleh, un allié des Etats-Unis dans la lutte contre Al-Qaïda, affirme qu'il est prêt à céder le pouvoir mais dans le cadre d'un processus constitutionnel ordonné.